



**HAL**  
open science

# Le capital culturel des chefs de l'État : outil communicationnel dans la fabrique de la présidentialité ?

Solal Besse de La Chevardière

## ► To cite this version:

Solal Besse de La Chevardière. Le capital culturel des chefs de l'État : outil communicationnel dans la fabrique de la présidentialité ?. Sciences de l'information et de la communication. 2017. dumas-02015914

**HAL Id: dumas-02015914**

**<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-02015914>**

Submitted on 12 Feb 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

## Master professionnel

Mention : Information et communication

Spécialité : Communication Entreprises et institutions

Option : Entreprises, institutions et politique

## Le capital culturel des chefs de l'État

Outil communicationnel dans la fabrique de la présidentialité ?

Responsable de la mention information et communication  
Professeure Karine Berthelot-Guiet

Tuteur universitaire : Thierry Devars

Nom, prénom : Besse de La Chevardière, Solal

Promotion : 2017

Soutenu le : 29/11/2017

Mention du mémoire : Très bien

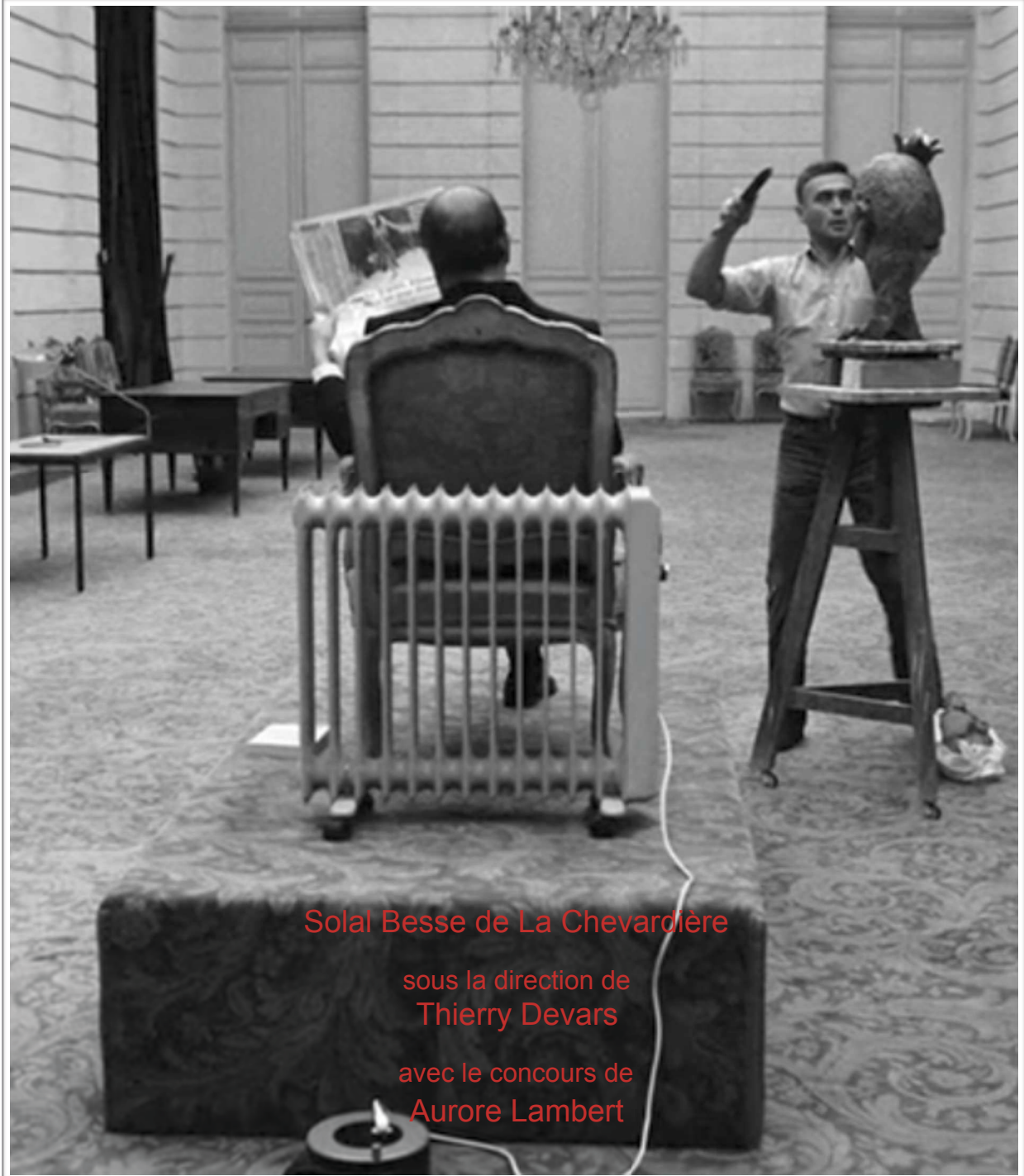
CELSA

Mémoire de fin d'études

2016 - 2017

# Le capital culturel des chefs de l'État

*outil communicationnel dans la fabrique de la présidentialité ?*



Master 2

*Communication politique  
et des institutions publiques*

**CELSA**

Mémoire de fin d'études

2016 - 2017

## **RÉSUMÉ**

La tradition française d'intervention de l'exécutif dans une politique à la fois de la culture et culturelle, la permanence d'une pratique de la politique à travers les lettres, et la figure gaullienne du président-écrivain aux origines de notre Cinquième République, paraissent avoir ancré une représentation singulière dans le paysage politique national : celle du président-lettré. Pourtant, au cours des dernières décennies, et notamment à partir de 2007, les médias ont régulièrement souligné l'affaiblissement de ce paradigme. En se fondant sur l'ensemble des capitaux culturels (légitimes, symboliques, populaires et sociaux) qui entrent dans la mise en scène communicationnelle de la présidence de la République, cette étude entend interroger ces processus communicationnels dans le cadre de la fabrique de l'*éthos* présidentiel, et notamment au prisme de la narration et de la dualité des corps du chef de l'État.



### *Mots-clefs*

*capital culturel, éthos présidentiel,  
communication politique, storytelling*

Master 2

*Communication politique  
et des institutions publiques*

**CELSA**

Mémoire de fin d'études

2016 - 2017

## **REMERCIEMENTS**

*À Thierry Devars, pour sa direction.*

*À Aurore Lambert, pour m'avoir guidé avec bienveillance  
dans la réflexion comme dans la rédaction de ce mémoire.*

Master 2

*Communication politique  
et des institutions publiques*

# SOMMAIRE

page 5	Propos introductif
page 17	<b>Partie I. Une dialectique entre <i>éthos</i> présidentiel et capital culturel légitime</b>
page 18	☞ Chapitre 1 - L' <i>éthos</i> présidentiel sous la Cinquième République, sous le prisme de la mise en scène du capital culturel
page 30	☞ Chapitre 2 - La permanence d'une sacralisation par la culture légitime, mais des pratiques mouvantes du capital culturel des présidents de la République
page 41	<b>Partie II - Un <i>storytelling</i> du capital culturel orchestré par les présidents de la République successifs, comme modalité d'un dialogue entre les « deux corps du roi »</b>
page 42	☞ Chapitre 3 - S'inscrire dans des filiations de légitimité ; démontrer sa singularité par la rupture
page 53	☞ Chapitre 4 - Le <i>storytelling</i> du capital culturel des présidents de la République sous le prisme de la théorie des deux corps du roi
page 62	<b>Partie III - Vers un affaiblissement de la prégnance du paradigme du président lettré dans notre société contemporaine ?</b>
page 63	☞ Chapitre 6 - Un affaiblissement contemporain de la mise en scène politique du capital culturel du chef de l'État ?
page 72	☞ Chapitre 7 - Vers une dynamique inverse : le cas d'Emmanuel Macron
page 80	Propos conclusif et formulation de recommandations
page 83	Bibliographie et sources
page 88	Annexes

## PROPOS INTRODUCTIF



Le 15 octobre 2017, renouant avec une tradition un temps écartée par son prédécesseur, Emmanuel Macron accorde sa première interview en tant que président de la République depuis le palais de l'Élysée. Sur Twitter et dans les autres médias en ligne, sont immédiatement remarqués un certain nombre d'objets disposés dans le « bureau de travail » du chef de l'État. Outre le mobilier contemporain (une table *Knoll* et un tapis dessiné par le plasticien Claude Lévêque), sont notamment visibles une reproduction de la fresque *Liberté, égalité, fraternité* de l'artiste américain Shepard Fairey<sup>1</sup>, et une tapisserie monumentale du peintre belge Alechinsky<sup>2</sup>. Et tandis qu'Emmanuel Macron cite

---

<sup>1</sup> Rappelons que cette Marianne ornait déjà le quartier général de campagne du candidat Macron (*L'école des femmes, Macron raconté par ses femmes*, Vanity Fair, 19 avril 2017), et avait suscité l'intérêt des observateurs dès l'été 2017 lorsque le président de la République avait reçu le chanteur Bono dans son bureau (Céline CAREZ, *Quelle est cette œuvre de street art dans le bureau de Macron ?*, Le Parisien, 27 juillet 2017). Relevons surtout, outre sa modernité au sein de l'Élysée, qu'elle peut être analysée au travers de différents prismes. D'abord Shepard Fairey est l'artiste qui avait créé le célèbre poster *Hope* de Barack Obama lors de la campagne de 2008, permettant ainsi à Emmanuel Macron de se placer dans la filiation de l'ancien président américain. Ensuite, la fresque originale *Liberté, égalité, fraternité*, a été réalisée en juin 2016, sur la façade d'un immeuble du 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris, pour rendre hommage aux victimes des attentats du 13 novembre 2015.

<sup>2</sup> Il semble cependant que la tapisserie *Lavande* de Pierre Alechinsky ne soit pas un choix personnel d'Emmanuel Macron, puisqu'elle était déjà au-dessus de la même cheminée lorsque Aquilino Morelle occupait ce bureau d'angle du palais (Virgine LE GUAY, Mariana GRÉPINET, *Aquilino Morelle, une plume et un look*, Paris Match, 1er novembre 2012).

la philosophe Simone Weil<sup>3</sup>, affirme la nécessité de « retrouver le fil du destin français », évoquant pêle-mêle la Renaissance, les Lumières et la « culture nationale », et s'essaye au néologisme « croquignolesque »<sup>4</sup> digne de l'« abracadabrantique » chiraquien, le réalisateur de TF1 filme à plusieurs reprises<sup>5</sup> ces ors renouvelés de la République, insistant sur les nombreux ouvrages qui couvrent la table de travail du chef de l'État. On relève, entre autres, un essai d'économie, un livre d'entretiens avec l'ancien président du Conseil italien Enrico Letta, ou encore une biographie d'André Malraux<sup>6</sup>.

Si cette scénographie ne suffisait pas à donner le ton de la présidence qu'Emmanuel Macron entend incarner, insistons encore sur le choix du lieu effectué par le président de la République. On l'a dit, prenant le contre-pied de François Hollande — qui en début de quinquennat avait choisi de donner ses interviews à l'hôtel de la Marine ou depuis les plateaux de télévision — Emmanuel Macron réinstalle l'Élysée comme l'épicentre de l'action politique nationale. Mais délaissant le traditionnel salon doré qui sert de bureau présidentiel depuis le général de Gaulle, il accueille les journalistes dans son « bureau de travail »<sup>7</sup>. Moins théâtrale que l'ancien salon de la marquise de Pompadour, mais non moins élégante et surtout plus facilement adaptable au goût contemporain, cette pièce permet, à tout le moins au cours de cet entretien télévisé, de montrer un président à la tâche, qui ne quitte qu'un seul instant ses dossiers.

Car le doute ne semble pas permis. Au-delà des goûts personnels d'Emmanuel Macron en matière d'arts et de littérature, c'est bien de mise en scène qu'il s'agit en l'espèce<sup>8</sup>. Dans notre « monarchie républicaine » que le président actuel évoque encore

---

<sup>3</sup> L'« effectivité » de Simone Weil avait déjà été citée dans son discours de Versailles devant le Parlement réuni en Congrès le 3 juillet 2017 (Béatrice BOUNIOL, *Emmanuel Macron met en avant le principe d'effectivité*, La Croix, 6 juillet 2017).

<sup>4</sup> Et la presse d'en chercher l'origine entre expression argotique, pâtisserie du XIXe siècle, influence rimbaldienne ou venue des Pieds Nickelés (Titouan GOURLIN, *D'où vient le « croquignolesque » d'Emmanuel Macron ?*, Le Figaro, 16 octobre 2017).

<sup>5</sup> Interrogé le lendemain à ce propos par la journaliste Sonia Devillers, le présentateur de TF1 Gilles Bouleau réfute toute co-mise en scène entre le réalisateur de sa chaîne, Tristan Carné, et les équipes de communication de l'Élysée (Sonia DEVILLERS, *Gilles Bouleau : retour sur l'interview d'Emmanuel Macron*, L'Instant M, France Inter, 16 octobre 2017).

<sup>6</sup> L'ensemble de ces éléments de décor et les références des ouvrages ont été listés par le journaliste de *BuzzFeed France*, Stéphane JOURDAIN.

<sup>7</sup> Solenn de ROYER, *Élysée : le mystère du bureau qui rend fou*, Le Figaro, 25 avril 2014.

<sup>8</sup> La disposition des objets sur le bureau présidentiel a ainsi été scrutée par l'émission satirique *Quotidien* (Yann BARTHÈS, *Quotidien*, TMC, émission du 16 octobre 2017).



dans son entretien à l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*<sup>9</sup>, et malgré l'essoufflement stylistique des dernières décennies (la fameuse « baisse de niveau », régulièrement dénoncée par les commentateurs), la figure du Président-lettré semble encore ou à nouveau structurante. En témoigne l'intérêt porté par les réseaux sociaux et les médias en ligne au décor de ce « bureau de travail ». Or, si une telle mise en scène provoque la curiosité, n'est-ce pas parce que cette démonstration fait figure de renouveau après les quinquennats de Nicolas Sarkozy et de François Hollande ? Ne s'agit-il pas d'une forme de renouveau dans la manifestation d'un *ethos* présidentiel qui s'est construit, depuis 1958, pour partie sur une dialectique avec la monstration du capital culturel des chefs de l'État ?

En effet, véritable facteur d'élévation, de légitimation, voire de sacralisation, le déploiement d'un certain capital culturel — notamment élitaire — des chefs de l'État, semble participer de l'incarnation du « génie national », voire permettre l'ancrage d'un homme dans la « geste nationale ». Du général de Gaulle qui, s'il était, dit-on, laborieux dans l'écriture, n'en était pas moins un auteur de talent en plus d'être une personification de l'histoire de France, à l'agrégé de lettres et amateur d'art contemporain qu'était Georges Pompidou, du « technocrate »<sup>10</sup> et futur académicien Valéry Giscard d'Estaing, au fin lettré et grand bâtisseur François Mitterrand, sans oublier la fascination discrète pour les cultures extrême-orientales de Jacques Chirac, la quasi-totalité des chefs de l'État a, sous la Cinquième République, fait montre d'une certaine épaisseur intellectuelle. Cette mise en scène de leur culture personnelle, devenue une sorte d'attribut traditionnel des présidents, paraît d'ailleurs avoir fait défaut à Nicolas Sarkozy à qui l'on reprochait — entre autres — ses critiques acerbes de *La Princesse de Clèves*<sup>11</sup>, ou à François Hollande, dont l'académicien Jean-Marie Rouart écrivait alors qu'il était encore premier secrétaire du Parti socialiste, qu'il n'était pas un littéraire, et que « les traditions se

---

<sup>9</sup> « En forçant le trait, on pourrait dire que la France est un pays de monarchistes régicides, ou encore que les Français élisent un roi mais qu'ils veulent à tout moment pouvoir le renverser », déclare notamment Emmanuel Macron au magazine d'outre-Rhin dont il fait la une (Klaus BRINKBÄUMER, Julia Amalia HEYER, Britta SANDBERG, "Ich bin nicht arrogant, Ich sage und tue was ich mag" - Gespräch mit Frankreichs Präsident Emmanuel Macron, Der Spiegel, 14 octobre 2017).

<sup>10</sup> Non moins brillant que ses prédécesseurs, Valéry Giscard d'Estaing ne renvoie cependant pas l'image d'un intellectuel. Haut-fonctionnaire, non seulement polytechnicien mais encore énarque, il déclarait ainsi, lors d'un déjeuner organisé le 5 mars 1974 par la *Revue des Deux Mondes* : « Si j'avais la certitude de pouvoir écrire, en quelques mois ou en quelques années, l'équivalent de l'œuvre de Maupassant ou de Flaubert, il est hors de doute que c'est vers cette sorte d'activité qu'avec joie je me tournerais ».

<sup>11</sup> Le 23 février 2006, Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, s'interroge publiquement sur l'opportunité d'interroger les candidats au concours d'attaché d'administration sur le roman de Madame de La Fayette. La polémique qui s'ensuivit — et qui laissera des traces sous sa présidence — témoigne de la stupeur à voir un homme d'État mettre en doute l'intérêt d'une œuvre littéraire.

perd[ai]ent »<sup>12</sup>. À tout le moins, il semble difficile de faire le même reproche à Emmanuel Macron qui, pour ne citer que cet exemple, a tant mis en avant sa collaboration avec le philosophe Paul Ricœur. Nous y reviendrons.

Si l'actualité de cette figure du Président-lettré paraît démontrée par les débuts du mandat d'Emmanuel Macron, elle appelle cependant d'emblée une interrogation sur le temps long, tant la France, à cet égard, semble de prime abord singulière face à ses voisins. Tentons donc, à grands traits, de déterminer le contexte socio-historique, le terreau dans lequel cette représentation a pu naître et prospérer. Certes, en France, l'État a investi le champ du savoir, de l'esthétique et de l'esprit, dans un dialogue, semble-t-il, unique entre culture et gouvernement. On pense, bien sûr, à une véritable politique de la culture à des fins de mise en scène de la majesté de l'État. Une première dimension qui, si elle n'est pas spécifiquement française — tant on trouve ce modèle dans la Florence des Médicis, l'Angleterre élisabethaine, la Prusse de Frédéric II ou la Russie de la Grande Catherine — prend une dimension peut-être plus grande encore dans la légitimation d'une royauté aux fondements mystiques, thaumaturgiques, voire « magiques »<sup>13</sup>. Dès les VII<sup>e</sup> et VIII<sup>e</sup> siècles, la chronique de Frédégaire évoque ainsi l'ascendance mythique des Francs vers le peuple troyen, rattachant les rois mérovingiens, *via* le légendaire prince Francion, cousin d'Énée devenu au fil des versions fils d'Hector, aux récits d'Homère et aux antiques dieux grecs<sup>14</sup>. Ce registre de l'épopée, repris bien des siècles plus tard, sur commande du roi Henri II, par le poète Ronsard dans sa *Franciade*, existe toujours sous le règne du jeune Louis XV, lorsqu'en 1723 Voltaire dédie au roi un poème à la gloire de son aïeul, *La Henriade*, qui introduit un certain nombre d'éléments relevant du merveilleux dans l'histoire des Bourbons. Même s'il serait vain de tenter d'être exhaustif en la matière, les arts furent très tôt mis au service de la « propagande » monarchique. Dans un pays en proie à la guerre civile et aux velléités successorales anglaises, à la tête duquel s'imposait péniblement la branche des Valois, la sagesse du roi Charles V est louée par Froissart et Christine de Pizan : le monarque restaure l'autorité de la couronne non seulement par le cérémonial qu'il impose, mais encore par les arts et l'architecture, construisant le puissant

---

<sup>12</sup> Jean-Marie ROUART, *Mes fauves*, Grasset, 2005, p. 342.

<sup>13</sup> Par opposition à l'idéal-type webérien de la domination rationnelle-légale, la forme de domination *traditionnelle* de la monarchie française paraît presque relever de l'ordre du « magique ».

<sup>14</sup> Un rattachement mythique qui, s'il peut surprendre aujourd'hui, n'est en rien une exception, puisque les Romains revendiquaient déjà descendre d'Énée et par lui de la déesse Vénus, et que bien d'autres peuples européens se sont réclamés d'une origine troyenne, comme les Vénitiens. Ce mythe fondateur et légitimateur des origines semble renvoyer à une incarnation du pouvoir par essence « magique ».

château de Vincennes et sa Sainte-Chapelle<sup>15</sup>, embellissant le vieux logis du Louvre à tel point que les miniatures des *Très riches heures du duc de Berry* le dépeindront comme un palais à l'esthétique féérique. Plus près de nous, la figure de François Ier est bien sûr caractéristique de cet investissement culturel de la puissance étatique. Son règne, politiquement chaotique et marqué par l'écrasante défaite de Pavie en 1525 et la captivité à Madrid, est aujourd'hui essentiellement associé à l'image du « restaurateur des lettres ». Introduisant la Renaissance italienne dans le Val de Loire, le père du Louvre moderne, de l'escalier extérieur de Blois, de la galerie d'apparat de Fontainebleau et du fantasmagorique château de Chambord, fut celui qui appelait Léonard de Vinci « [son] père », mais aussi le mécène de Cellini et du Primatice, ou encore le fondateur de la collection inaliénable<sup>16</sup> des joyaux de la couronne. Mais la figure monarchique la plus saillante en matière de protection et de promotion des arts est indiscutablement celle de Louis XIV, que la postérité retient entourée d'un parnasse d'artistes presque sans équivalent, de Molière à Racine, de Le Vau à Hardouin-Mansart, de Le Brun à Le Nôtre, de Marais à Lully. On pense aussi au roi lui-même qui, pour affirmer son trône ébranlé par la Fronde, fit littéralement danser les grands du royaume, domestiqua sa cour dans les fastes d'un Versailles qu'il avait voulu construire dans le nouveau goût français, s'appropriant la figure du soleil et du dieu Apollon, et porta le cérémonial entourant sa personne à un degré encore inégalé. Il s'agit bien d'une esthétique d'État qui, loin d'être abandonnée par les régimes qui ont depuis succédé à la monarchie de droit divin, s'est perpétuée jusqu'à nos jours : de Napoléon III terminant la réunion du Louvre et des Tuileries, à François Mitterrand rendant intégralement au palais sa vocation muséale.

À cette politique de la culture qui, on l'a dit, n'est pas spécifique à la France, répond une politique culturelle et éducative, dans le sens d'une éducation à une culture commune : on pense ici à l'*ethnos* au sens d'une communauté de culture, ou pour citer Ernest Renan, au « riche legs de souvenirs » qui forme « l'âme de la Nation ». Si la première mettait en scène l'État en majesté et conférait au détenteur du pouvoir un surcroît de légitimité, la seconde semble davantage destinée à solidifier l'État dans ses composantes, à construire une véritable cohésion que, pour éviter tout anachronisme, on ne qualifiera pas encore de nationale. Les mêmes monarques — et quelques autres — illustrent parfaitement cette dynamique. On pense encore à Charles V fondant en 1367 la Librairie royale, lointain ancêtre de la Bibliothèque nationale de France, ou à François Ier poursuivant cet œuvre en instaurant le dépôt légal par l'ordonnance de Montpellier de

---

<sup>15</sup> Notons à ce propos qu'en érigeant une Sainte-Chapelle à Vincennes, Charles V se place dans une double continuité vis-à-vis de Saint Louis. D'abord une continuité religieuse et architecturale après la Sainte-Chapelle du palais de la Cité ; ensuite une continuité dynastique, le roi Valois manifestant ainsi qu'il descend du capétien Louis IX.

<sup>16</sup> Il ne s'agit donc pas pour François I<sup>er</sup> de constituer une collection personnelle, mais bien une collection d'État, destinée à magnifier la grandeur monarchique.

1537, et imposant la langue française dans les actes administratifs du royaume par l'ordonnance de Villers-Cotterêts de 1539. On pense aussi à Louis XIII fondant par l'intermédiaire de Richelieu l'Académie française qui devait fixer pour la première fois une orthographe unique, et à Louis XIV suivant le modèle de son père avec l'Académie royale de danse, celle de la musique, et la Comédie française. Sous le même règne, et plus anecdotiquement, apparaît aussi sous l'impulsion de Madame de Maintenon la Maison royale de Saint-Louis à Saint-Cyr, qui entendait éduquer les jeunes filles de la petite noblesse et favoriser l'usage du français contre les patois provinciaux. À son tour, la Révolution ouvre dans l'ancien palais du Louvre le Muséum central des arts de la République en 1793, et instaure l'ébauche d'une instruction publique. On doit enfin et peut-être surtout, au XIXe siècle la progressive construction du fameux « roman national », favorisé par les œuvres de Michelet, par la synthèse historique opérée par Louis-Philippe dans un Versailles qu'il dédie « À toutes les gloires de la France », par les lois Ferry sous la Troisième République et les mémorables manuels Lavisser en usage dans ce qu'Albert Thibaudet qualifiait de « République des professeurs »<sup>17</sup>.

Conséquence ou corollaire de ce lien si intime entre politique et culture en France, il semble que l'on trouve très tôt une véritable prétention de la culture française à l'universalité. Le rayonnement de la langue française dans les cours européennes et encore, jusqu'à aujourd'hui, comme langue des milieux diplomatiques, la propagation d'un « esprit » français à travers les salons et les œuvres des philosophes des Lumières, la diffusion du modèle français, y compris culturel et artistique, dès l'Ancien Régime, mais surtout le déferlement des idées de la Révolution culminant lors des conquêtes de l'Empire, paraissent ancrer, aujourd'hui encore, dans la politique menée par les gouvernements successifs l'idée d'une « supériorité » de la culture française, que ce soit au travers de la francophonie ou de l'exception culturelle. C'est bien ce qui concourt à expliquer une certaine fierté pour un modèle d'éducation singulier, promouvant les humanités, les lettres et tout ce qui permet de former de solides généralistes de méthode et d'esprit. C'est bien ce modèle d'ailleurs qui, s'inscrivant dans une certaine continuité par-delà les ruptures politiques révolutionnaires, semble avoir favorisé une éducation des élites politiques aux humanités. Certes, entre les précepteurs de l'aristocratie d'Ancien Régime et les hussards noirs de la Troisième République, la filiation paraît discontinue. La progressive prédominance des mathématiques initiée par Bonaparte impulse une vision assez neuve des sciences et techniques qui conduira, sur le long terme, à affaiblir la primauté des lettres. Mais cette évolution ne semble pas rompre pleinement avec l'enseignement des humanités tel qu'il pouvait être conçu pour l'« honnête homme » de l'ancienne France. Du reste le modèle des grandes écoles est initié dès la fin du XVIe

---

<sup>17</sup> Albert THIBAUDET, *La République des professeurs*, Grasset, 1927.

siècle, et se pérennise depuis lors<sup>18</sup>, culminant dans l'immédiat après-guerre avec les différentes écoles de hautes études (École des hautes études en santé publique, 1945 ; École des hautes études en sciences sociales, 1947), et les écoles nationales (École nationale d'administration, École nationale supérieure d'ingénieurs de constructions aéronautiques, 1945). Des formations où sont notamment pratiqués l'épreuve de culture générale et l'exercice de la dissertation si structurants dans le modèle éducatif français. Ainsi, il ne paraît pas exagéré de parler d'une certaine permanence dans la formation des élites politiques, qui partageaient, notamment sous la Troisième République, un véritable « langage commun », fait des mêmes codes, de la même connaissance du latin et du grec, de la même appréhension de l'histoire et de la géographie<sup>19</sup>.

Ce creuset initial commun, dont nous posons le postulat, permet de lire une relative continuité dans la prégnance d'une culture classique chez nos élites, notamment politiques. À cela, il convient enfin d'ajouter l'engagement ancien, qu'il soit direct ou indirect, d'hommes de lettres dans la vie publique. Sans remonter jusqu'à Montaigne qui fut deux fois maire de Bordeaux et plusieurs fois négociateur pendant les guerres de Religion, on se bornera à évoquer les philosophes des Lumières et surtout les écrivains du XIXe siècle : Chateaubriand siégeant à la Chambre des pairs sous la Restauration et nommé aux Affaires étrangères lors du ministère de Villèle ; Balzac échouant à entrer à la Chambre en 1831 ; Guizot, quatre fois ministre puis président du Conseil sous Louis-Philippe ; Lamartine plusieurs fois député et élu local, candidat malheureux à l'élection présidentielle de 1848 ; Dumas, candidat tout aussi malheureux aux législatives de cette même année ; Eugène Sue, député silencieux de la Seine de 1850 à 1851 ; Hugo, député puis sénateur du même département ; ou encore Zola qui, s'il ne chercha pas à décrocher un quelconque mandat, pesa de tout son poids lors de l'affaire Dreyfus avec son célèbre *J'accuse... !*. Et il existe d'ailleurs peu d'hommes ou de femmes politiques qui n'aient publié des œuvres à prétention académique ou littéraire jusqu'à nos jours. Citons seulement, pour les plus récents, Dominique de Villepin et ses ouvrages sur Napoléon, François Bayrou et ses biographies d'Henri IV, Nicolas Sarkozy s'essayant en 1994 à une étude sur Georges Mandel, ou Christiane Taubira relatant l'histoire de l'esclavage tout en publiant régulièrement des livres qui, s'ils sont politiques, n'hésitent pas à emprunter au lyrisme.

---

<sup>18</sup> Sous la Convention et le Consulat avec l'École normale supérieure, le Conservatoire national des arts et métiers (1794), Polytechnique (1795) ou Saint-Cyr (1802), sous la Restauration avec entre autres l'École supérieure de commerce de Paris (1819) ou l'École des chartes (1821), puis sous la Troisième République avec l'École libre des sciences politiques (1871) ou l'École du Louvre (1882).

<sup>19</sup> Ainsi que l'explique l'historienne Judith Lyon-Caen (Emmanuel LAURENTIN, *Dans la bibliothèque des présidents : la formation littéraire des présidents*, La fabrique de l'histoire, France Culture, émission du 13 février 2017).

La mise en scène du capital culturel n'est-elle pas également un moyen d'affirmer une supériorité intellectuelle ? La figure de l'homme d'État lettré telle qu'on l'a décrite n'est pas sans faire écho à ce que la philosophie professe depuis Platon qui, dans *La République*, fait dire à Socrate que la « Belle Cité » (*Καλλίπολις*) serait celle qui reposerait sur le règne de la justice et de la raison, sous la responsabilité du « philosophe-roi »<sup>20</sup>, seul à même d'être garant du « Bien ». La formation idéale du philosophe-roi, passe par l'arithmétique autant que par l'astronomie, la musique, la gymnastique, mais surtout par la dialectique. Ce cursus permettrait seul de « agir de manière sensée, soit dans sa vie privée, soit dans la vie publique »<sup>21</sup>, et sera d'ailleurs repris par les humanistes du XVIe siècle (on pense notamment à Montaigne, qui préconise « une tête bien faite »). Machiavel propose d'être plus immédiatement concret, son traité ayant pour vocation d'enseigner au lecteur le moyen de devenir prince et de le demeurer. *Le Prince* doit donc acquérir de solides connaissances pour gouverner efficacement. Si l'auteur ne met pas en avant la même finalité vertueuse que les penseurs qui l'ont précédé, il ne dédaigne pour autant pas une certaine forme de probité, signifiant au prince que, pour s'assurer le soutien de ses peuples, il devra — *a minima* — donner l'apparence du respect de la morale. Ce sont bien ces principes qui guideront la démarche des despotes éclairés des Lumières, et qui semblent encore, jusqu'à aujourd'hui, expliquer le choix supposé rationnel<sup>22</sup> des électeurs lorsqu'ils confient le pouvoir à ceux qui leur apparaissent comme les plus compétents - on pense ainsi à l'évidente maîtrise (des dossiers comme de lui-même) d'Emmanuel Macron lors du débat télévisé du 3 mai 2017 face à Marine Le Pen.

L'ensemble de ces éléments<sup>23</sup> semble concourir à forger, ou du moins à expliquer l'émergence de cette figure singulière du politique lettré dans la France d'une Troisième République exemplaire en l'espèce, puisqu'elle est autant celle des professeurs que celle « des bons élèves »<sup>24</sup>. La Cinquième République, née et mûrie avec à sa tête des hommes issus de ce modèle (De Gaulle né en 1890 et fils d'un professeur de

---

<sup>20</sup> En position de philosophe-conseiller, Platon lui-même, dans la *Lettre VII* qu'on lui attribue, écrit : « Donc le genre humain ne mettra pas fin à ses maux avant que la race de ceux qui, dans la rectitude et la vérité, s'adonnent à la philosophie n'ait accédé à l'autorité politique, ou que ceux qui sont au pouvoir dans les cités ne s'adonnent véritablement à la philosophie, en vertu de quelque dispensation divine. » (PLATON, *Lettre VII, in Lettres*, Flammarion, 1993).

<sup>21</sup> PLATON, *République*, Flammarion, 2016, p.362.

<sup>22</sup> Nos régimes politiques contemporains, peu à peu dépouillés de leur légitimités traditionnelle et charismatique (on a évoqué plus haut ceci sous le vocable « magique »), sont entrés dans ce que Max Weber qualifie d'idéal-type rationnel-légal. On reviendra plus loin sur cette notion.

<sup>23</sup> On pense également à la construction progressive de la figure politique tout au long du XIXe siècle, d'abord notabiliaire avant de se professionnaliser à travers notamment l'idée de méritocratie républicaine.

<sup>24</sup> Pour reprendre une expression de l'historienne et spécialiste des usages sociaux de la littérature dans la France du XIXe siècle Judith Lyon-Caen (*Dans la bibliothèque des présidents : la formation littéraire des présidents*, La Fabrique de l'Histoire, France Culture, émission du 13 février 2017).

l'enseignement libre, Pompidou né en 1911 et premier prix de version grecque au concours général de 1927, Mitterrand né en 1916, bachelier en 1934 et pensionnaire chez les Maristes au sein de la Réunion des Étudiants), est par ailleurs fondée sur un lien fort et direct (à partir de 1962) entre le chef de l'État et les Français. La « monarchie républicaine » dénoncée dès son origine comme un « coup d'État permanent »<sup>25</sup>, le « césarisme démocratique » construit autour de « l'homme providentiel » n'imposent-ils pas aux successeurs du Général — non seulement figure historique, mais encore Président écrivain — de se conformer à un *ethos* présidentiel singulier, de se hisser au rang, d'entrer dans « l'habit » de la fonction, pour reprendre une terminologie journalistique ? Par conséquent, la fabrique de cette présidentialité (et en amont de cette présidentialité) ne passe-t-elle pas, entre autres, par la valorisation du capital culturel, qu'il soit légitime ou illégitime au sens que donne Bourdieu à cette distinction ? C'est bien cette interrogation qui nous conduit à étudier la mobilisation, comme outil de communication, du capital culturel des chefs de l'État, et à tenter de déterminer dans quelle mesure celle-ci participe de la construction de l'*ethos* présidentiel dans la France de la Cinquième République.

Cependant, ne portant pas avec cette étude l'ambition de faire œuvre d'historien, nous ne chercherons pas à vérifier la validité de la thèse du creuset culturel commun et spécifique à la France que nous avons esquissé. Pas davantage nous ne chercherons à démontrer les effets de la mise en scène du capital culturel des chefs de l'État sur l'opinion. Bien plus, notre objet est d'explorer le faisceau de problématiques que pose le postulat que nous venons de délimiter, et les pistes de réflexion qu'il engage. Les motifs et les modalités de la fabrique de l'*ethos* présidentiel sous le prisme de la notion de capital culturel nous paraissent ici plus pertinentes que l'étude des résultats en termes de popularité dans une perspective sondagière et de sélection politique. Il s'agira donc bien d'envisager, dans une démarche communicationnelle, quels sont les ressorts, quelles sont les manifestations, et à quelles fins, le capital culturel des chefs de l'État est utilisé comme objet de communication. Nous tâcherons d'examiner la mise en avant de ce capital, non seulement comme facteur de démonstration de la compétence du détenteur de la fonction suprême au sens du philosophe-roi platonicien, mais encore, dans le contexte spécifiquement français qu'on a rapidement résumé, comme vecteur de légitimation et de présidentialité.

Pour guider notre démarche autour de ce questionnement central, nous avons retenu trois hypothèses. La première nous permettra d'examiner la relation entre construction de l'*ethos* présidentiel et mise en scène d'un capital culturel élitaire, que nous présumons intrinsèquement liées, dans le cadre de la domination d'une « culture

---

<sup>25</sup> François MITTERRAND, *Le coup d'État permanent*, Plon, 1964.

légitime » au sens que lui donne Pierre Bourdieu. La deuxième, et à la lumière de la théorie des deux corps du roi d'Ernst Kantorowicz, nous tenterons de lire cette mise en scène du capital culturel des chefs de l'État comme la manifestation de la double nature de ceux-ci, à la fois hommes (en l'occurrence politiques) et représentants de la Nation. Enfin, et malgré l'affaiblissement de la mise en avant communicationnelle du capital culturel lors des deux précédents quinquennats, nous interrogerons la re-mise en valeur, la re-publicisation de la démonstration de la supériorité intellectuelle et de la culture, rendues particulièrement exemplaires par l'actuel président de la République.

Un tel sujet posant plus globalement la question de la place de la culture dans la communication des politiques, il convient de délimiter notre propos dans l'espace et dans le temps. Et ce d'autant plus que des exemples hors de France, comme celui des despotes éclairés du siècle des Lumières, celui de Benjamin Franklin aux États-Unis, ou plus récemment de Winston Churchill en Grande-Bretagne répondent aux mêmes caractéristiques générales de l'homme d'État lettré. En France même, nos politiques sont nombreux depuis le XIXe siècle — d'Adolphe Thiers à Léon Gambetta, de Georges Clemenceau à Léon Blum, d'Édouard Herriot à Maurice Schumann, d'Alain Juppé à Jean-Pierre Chevènement — à avoir une relation à la culture et à la littérature particulièrement significative. Parmi les candidats à la fonction suprême sous la Cinquième République, plusieurs pourraient, en outre, constituer des exemples représentatifs pour cette analyse (on pense entre autres à Jean-Marie Le Pen, à Christiane Taubira ou à Jean-Luc Mélenchon<sup>26</sup>). Mais, compte tenu de la forte incarnation initiée par le général de Gaulle dès 1958 mais surtout à partir de 1962, et du renversement manifeste opéré dans le style par Emmanuel Macron — après les mandats de Nicolas Sarkozy et de François Hollande — nous circonscrivons notre objet d'étude aux seuls présidents de la Cinquième République, en prenant en compte à la fois leur présidentialité et leur présidentiabilité.

Nous fonderons cette étude sur divers types de démonstration des capitaux culturels des présidents de la République : à certains éléments factuels (formation et parcours), nous ajouterons la sémiologie de l'image (mises en scène, choix et dispositions des lieux, portraits officiels...), et l'analyse discursive (discours, interviews, livres...). Nous convoquerons parfois à plusieurs reprises certains exemples, en ce qu'ils ne sont pas monosémantiques et qu'ils paraissent entrer dans plusieurs dimensions de réflexion. En l'espèce, nous tâcherons surtout de considérer le capital culturel, non pas seulement en tant que concept essentialisé tel que l'on pourrait se le figurer *stricto sensu* (pratiques de

---

<sup>26</sup> Jean-Marie Le Pen, reconnu pour ses talents d'orateur et son verbe acéré, entrait sur scène lors de ses meetings sous la musique de Verdi. Christiane Taubira s'est notamment illustrée par sa connaissance intime des poètes de la négritude, citant fréquemment Léon-Gontran Damas ou Aimé Césaire. Jean-Luc Mélenchon enfin inscrit régulièrement ses discours dans une certaine profondeur historique, se qualifie de littéraire et n'hésite pas, lors de la campagne de 2012, à citer en plein meeting un extrait du *William Shakespeare*, de Victor Hugo.



savoirs « légitimes »), mais en le considérant comme une pratique mouvante, en y intégrant une pluralité de dimensions : notamment ce qui relève du patrimoine historique et symbolique (on pense par exemple aux politiques de grands travaux) ; ou encore ce qui relève de l'évolution du cadre socio-politique (on pense entre autres à la valorisation de la famille du président de la République). Enfin, le sujet étant par essence éminemment médiatique, nous incluons au fil de notre démonstration certaines sources de presse écrite et audiovisuelle.

Parce que les concepts-clefs auxquels nous ferons référence appellent à être clairement définis, nous appuierons notre réflexion sur un corpus d'études sociologiques, principalement constitué de trois types de travaux. D'une part ceux qui se penchent sur la notion de capital culturel. L'œuvre de Pierre Bourdieu<sup>27,28</sup> sera en l'espèce déterminante, tout les études de Bernard Lahire<sup>29</sup>. Du reste, et compte tenu du fait que cette première notion introduit celle de domination, nous nous fonderons également sur la sociologie webérienne<sup>30,31</sup>. Pour développer le concept d'*ethos*, et retenant la définition donnée par la pensée d'Aristote<sup>32</sup>, nous nous appuierons d'autre part sur les travaux de Roland Barthes<sup>33</sup>, de Patrick Charaudeau<sup>34</sup>, et de Christian Le Bart<sup>35,36,37</sup>, de sorte à le considérer sous le prisme spécifique de la présidentialité. Enfin, parce que notre propos est avant tout de lier ces deux concepts dans une dimension de communication politique, notre réflexion s'articulera autour de la théorie des deux corps du roi introduite par Ernst Kantorowicz<sup>38</sup>, de la construction de la mise en scène illustrée par Georges Balandier<sup>39</sup>,

---

<sup>27</sup> Pierre BOURDIEU, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Minit, 1979.

<sup>28</sup> Pierre BOURDIEU, *Langage et pouvoir symbolique*, Seuil, 2001.

<sup>29</sup> Bernard LAHIRE, *La culture des individus. Dissonances culturelles et distinction de soi*, La Découverte, 2006.

<sup>30</sup> Max WEBER, *Le savant et le politique*, 10/18, 2002.

<sup>31</sup> Max WEBER, *La domination*, La Découverte, 2013.

<sup>32</sup> ARISTOTE, *Poétique*, Le Livre de Poche, 1990.

<sup>33</sup> Roland BARTHES, *Mythologies*, Points, 1970.

<sup>34</sup> Patrick CHARAUDEAU, *Le discours politique : les masques du pouvoir*, Lambert-Lucas, 2014.

<sup>35</sup> Christian LE BART, *Le discours politique*, Presses universitaires de France, 1998.

<sup>36</sup> Christian LE BART, *La politique en librairie, les stratégies de publication des professionnels de la politique*, Armand Colin, 2012.

<sup>37</sup> Christian LE BART, *Rôle présidentiel et disposition littéraire : les livres des présidentiables*, in *Mots* n°112, 2016.

<sup>38</sup> Ernst KANTOROWICZ, *Les deux corps du roi*, in *Œuvres*, Gallimard, 1989.

<sup>39</sup> Georges BALANDIER, *Le pouvoir sur scènes*, Fayard, 2006.

et de la dimension *marketing* développée par Christian Salmon avec le concept de *storytelling*<sup>40</sup>.

---

<sup>40</sup> Christian SALMON, *Storytelling, la machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*, La Découverte, 2008.

# I

## Une dialectique entre *éthos* présidentiel et capital culturel légitime



### Première hypothèse

*L'éthos présidentiel, tel que défini sous la Cinquième République, serait intrinsèquement lié à la mise en scène d'un capital culturel élitare, d'une domination de la « culture légitime » au sens de Pierre Bourdieu.*

# CHAPITRE PREMIER

## L'èthos présidentiel sous la Cinquième République, sous le prisme de la mise en scène du capital culturel

---

Dans la relation entre construction de l'èthos présidentiel et mise en scène d'un capital culturel élitare, il convient d'abord de définir la notion d'èthos (ἦθος), qui est « loin d'être stabilisée dans le vocabulaire critique contemporain »<sup>41</sup> (instabilité également rappelée par Dominique Maingueneau<sup>42</sup> qui souligne sa proximité avec les notions de posture voire de style). En effet, dans la *Rhétorique*, Aristote l'aborde, aux côtés du *logos* et du *pathos*, comme l'un des trois registres de la persuasion, celui qui relève de l'image que le locuteur donne de lui-même à son auditoire. Dans la *Politique*, on le traduit par « mœurs » ou « caractère »<sup>43</sup>. Enfin, dans la *Poétique*, il s'agit bien du caractère d'un personnage<sup>44</sup>, fondé sur quatre objectifs de bonne conduite, de conformité, de ressemblance et de constance. C'est principalement la définition donnée dans la *Poétique* que nous avons choisi de privilégier, dans la mesure où d'un point de vue communicationnel, nous considérerons la fonction présidentielle sous la Cinquième République avant tout comme celle d'un « personnage », dans une large dimension archétypale. Il s'agira donc dans un premier temps d'examiner l'èthos de la fonction présidentielle comme une représentation collective puisant ses racines dans une véritable mythologie — au sens que donne Roland Barthes à ce terme d'un système sémiologique<sup>45</sup> — (I), et dans un second temps seulement, de considérer que cet èthos se fonde sur la mise en scène substantielle d'un capital culturel — au sens large que nous avons précédemment posé — entourant la fonction présidentielle (II).

---

<sup>41</sup> Frédérique WOERTHER, *Aux origines de la notion rhétorique d'èthos*, in *Revue des Études grecques*, volume 118, n°1, Association pour l'encouragement des études grecques, 2005, p. 79-116.

<sup>42</sup> Dominique MAINGUENEAU, *L'èthos : un articulateur*, in *CONTEXTES* n°13, 2013.

<sup>43</sup> ARISTOTE, *Politique*, Librairie philosophique J. Vrin, 1977, p. 25-26.

<sup>44</sup> ARISTOTE, *Poétique*, Gallimard, 1990, p.105-107.

<sup>45</sup> Roland BARTHES, *Le mythe aujourd'hui*, in *Mythologies*, Points, 1970, p.195-202.

## I - L'èthos présidentiel sous la Cinquième République : le « monarque républicain »

Le vocabulaire médiatique a consacré l'idée d'un « costume présidentiel » que le chef de l'État doit parvenir à endosser. La métaphore journalistique n'est pas sans évoquer l'idée d'un costume de théâtre, et la notion d'« incarnation » sur laquelle nous reviendrons, va dans le même sens. Par ailleurs, notons d'emblée que la seule élection — pourtant facteur de légitimation quasi sacrée et pensée comme tel par les constituants de 1962 — ne paraît pas suffire à entrer dans cet habit. En témoigne par exemple une dépêche de l'AFP passant en revue les éditoriaux au lendemain de la conférence de presse présidentielle de février 2015, indiquant que François Hollande a « enfin endossé son “costume de président” »<sup>46</sup>. Il s'agit donc bien d'une posture, d'un ton, d'un « caractère » pour reprendre Aristote, que l'homme doit adopter afin de se conformer aux caractéristiques de la fonction ; on est tenté de dire un « rôle », pour filer la métaphore scénique. Encore convient-il de déterminer quelles sont ces caractéristiques. Dans cette optique, nous suivons les préceptes aristotéliens posés dans la *Poétique* : en effet, si dans la *Rhétorique*, le philosophe s'attache à l'*èthos* dans le cadre oratoire, et si dans la *Politique* il traite d'un *èthos* qui paraît plus collectif, au plan de la cité ou d'un peuple, c'est bien la définition donnée par la *Poétique*, qui nous semble la plus adéquate en l'espèce.

De fait, le philosophe nous dit en premier lieu que, pour ce qui est des caractères (l'*èthos*), « il y a quatre points auxquels il faut viser ; l'un et le premier est qu'ils doivent être bons. Il y aura caractère si [...] les paroles ou les actes décèlent une ligne de conduite ; le caractère sera bon si elle est bonne »<sup>47</sup>. « Le second est la conformité », affirme lapidairement le philosophe. Pour un acteur, il s'agit de se conformer à une attitude, de se comporter comme quelqu'un qui souhaite accomplir une action. « En troisième lieu vient la ressemblance ; car ceci est autre chose que de faire le caractère bon et conforme comme on vient de le dire » : l'acteur doit accomplir ce que d'autres ont fait pour réaliser une action. « Le quatrième point est la constance ; si même le personnage qui est l'objet de l'imitation est inégal à lui-même, et que ce soit là le caractère qu'on lui prête, il faut encore qu'il soit également inégal ». Il s'agit donc de ne pas se détourner de l'objet de son attention et, quoi qu'il advienne, de tout faire pour suivre cet objectif.

Si Aristote définit l'*èthos* que doit adopter l'acteur de tragédie, c'est la Constitution et la pratique qui codifient le rôle du chef de l'État sous la Cinquième République : il s'agit de conduire la Nation, d'assumer une direction, une trajectoire, être — selon la formule

---

<sup>46</sup> AFP, *Hollande a enfin endossé son “costume de président”*, Le Point, 6 février 2015.

<sup>47</sup> ARISTOTE, *Poétique*, Gallimard, 1990, p. 105.

consacrée — le Président « de tous les Français », incarner en quelque sorte une figure identifiable et quasi paternelle (au sens latin du *pater familias*, ou du *pater patriæ*). « Le caractère [l'*èthos*] correspond à un faisceau de traits psychologiques. Bien entendu, ce ne sont que des stéréotypes spécifiques d'une époque, d'un lieu », indique Dominique Maingueneau<sup>48</sup>. Il semble donc bien qu'il faille à l'homme élu président de la République se conformer à un rôle, adopter les codes d'une présidentialité, s'inscrire dans la lignée de ses prédécesseurs et de leurs legs.

Patrick Charaudeau distingue des *èthos* de crédibilité (sérieux, compétence, vertu) et des *èthos* d'identification (solidarité, humanité, caractère, puissance, chef, intelligence — et ce sont principalement ces trois derniers qui nous occupent ici)<sup>49</sup>. Il apparaît que la Cinquième République pose plus globalement un cadre de représentations collectives dans lequel l'« *èthos* présidentiel est préconstruit »<sup>50</sup> et s'apparente largement à celui d'un « monarque républicain », selon l'expression de Maurice Duverger<sup>51</sup>. Si elle est galvaudée par son utilisation massive dans les médias et dans certains courants politiques, si elle paraît en partie réductrice à la lecture de la Constitution, cette qualification ne semble pas moins pertinente et c'est sous ce prisme que nous choisissons de l'étudier ici. Nous distinguerons donc deux types d'*èthos* au cours de cette étude : un *èthos propre*<sup>52</sup> aux présidents de la République en tant qu'individus, en tant qu'hommes politiques (de leur présidentialité à leur présidence) ; et un *èthos* présidentiel qui est celui dont on vient de poser la comparaison avec la qualification de Maurice Duverger. De fait, l'expression de « monarchie républicaine » illustre parfaitement le faisceau de conjonctions qui ont conduit à son établissement à partir de 1958, et à la construction de cet *èthos* présidentiel si singulier, par ailleurs quasi unique en Europe<sup>53</sup>.

Portons ici notre attention sur trois types de facteurs particulier. En premier lieu, un retour à une certaine tradition française, dont nous avons évoqué les racines, qui induit un exécutif fort, centralisé, incarné. Or, depuis la chute de la monarchie et jusqu'à notre Cinquième République, la figure du chef de l'État en France semble ambivalente. De

---

<sup>48</sup> Dominique MAINGUENEAU, *Le contexte de l'œuvre littéraire, énonciation, écrivain, société*, Dunod, 1993, p. 138.

<sup>49</sup> Patrick CHARAUDEAU, *Le discours politique. Les masques du pouvoir*, Vuibert, 2005.

<sup>50</sup> Paul BACOT, Chloé GABORIAUX, *Discourir pour présider, in Mots. Les langages du politique* n° 112, 2016.

<sup>51</sup> Maurice DUVERGER, *La monarchie républicaine : comment les démocraties se donnent des rois*, Robert Laffont, 1974.

<sup>52</sup> Composé de toutes les subdivisions d'*èthos* posées par Patrick Charaudeau.

<sup>53</sup> Parmi les régimes parlementaires semi-présidentiels, on ne trouve aux côtés de la France que les exemples du Portugal, de la Russie et des pays de l'ex-bloc de l'Est (Pologne, Lituanie, Roumanie, Moldavie, Ukraine).

1792 à 1958, entre pouvoir puissamment personnifié et abstraction de l'exécutif, l'oscillation paraît perpétuelle. De la Convention nationale à Bonaparte, des Restaurations bourbonniennes et orléanistes à l'éphémère Deuxième République, du coup d'État de 1851 à la Troisième République<sup>54</sup>, de Vichy à la Quatrième République, la figure d'autorité du chef de l'État est à la fois désirée et crainte. Ce manque, ce défaut d'incarnation du pouvoir, issu de la Révolution française, notamment sous les Troisième et Quatrième républiques — malgré les parenthèses autoritaires que nous venons de citer et certaines fièvres passagères comme le boulangisme — répond en quelque sorte à la vision du général de Gaulle, qui voyait dans « le désir du privilège et le goût de l'égalité, [les] passions dominantes et contradictoires des Français de toute époque »<sup>55</sup> (ou à celle d'Emmanuel Macron qui considère les Français comme des « monarchistes régicides »<sup>56</sup>, on y reviendra).

Mais le général de Gaulle constitue à lui seul, le deuxième — n'est-il pas même le premier ? — facteur permettant d'expliquer l'*éthos* présidentiel sous la Cinquième République. Parce qu'il est le fondateur de ce régime, par son *éthos propre* et donc par son image, et tout ce qu'il représente — de l'appel du 18 Juin et de la France libre, à sa conception des institutions énoncée à Bayeux en 1946, en passant par l'homme providentiel de 1958 et plus tard par sa pratique plébiscitaire et césariste du pouvoir — le Général pose les jalons d'un *éthos* présidentiel qui perdure encore aujourd'hui. L'opposition même à son retour aux affaires, qu'il s'agisse d'un affrontement armé comme lors de l'attentat du Petit-Clamart en 1962, d'une objection constitutionnelle comme celle de Gaston Monerville la même année, ou d'une contestation politique comme celle de François Mitterrand lorsqu'il publie *Le coup d'État permanent* en 1964, semble constitutive de l'affirmation d'un *éthos* présidentiel fort. Et cet *éthos* présidentiel fort, paraît bien ancrer

---

<sup>54</sup> Ce régime paraît en l'espèce particulièrement caractéristique de l'absence d'un pouvoir fortement incarné. Il faut attendre l'amendement Wallon du 30 janvier 1875 pour que « le président de la République » et donc la nature du régime soient enfin désignés textuellement. La pratique de cette Troisième République, née dans l'hésitation d'une nouvelle restauration monarchique, est également signifiante : certains exemples soulignent la volonté d'accentuation de l'incarnation élyséenne. On pense ainsi à l'immédiate panthéonisation du président Sadi Carnot après son assassinat en 1887, à l'éphémère présidence de Jean Casimir-Perier, démissionnaire en 1895 après avoir souhaiter s'immiscer dans la vie politique nationale, ou à celle de son successeur Félix Faure qui fut surnommé par la presse le « président soleil » en raison du panache et du faste associés à sa mandature. À l'inverse, la courte présidence de Paul Deschanel (1920), paraît traduire la vacance d'une incarnation de la tête de l'État ; de même les chansonniers moqueront-ils la succession Doumergue - Doumer en 1931 : « Nous avons M. Doumergue. Nous avons M. Doumer, et tout le monde s'écrie : Ah, *mergue* ! Si chaque fois on perd un tout petit bout, le prochain se nommera M. Dou, puis nous n'aurons plus rien du tout ! ».

<sup>55</sup> Charles de GAULLE, *La France et son armée*, Plon, 1938.

<sup>56</sup> Klaus BRINKBÄUMER, Julia Amalia HEYER, Britta SANDBERG, "*Ich bin nicht arrogant, Ich sage und tue was ich mag*" - Gespräch mit Frankreichs Präsident Emmanuel Macron, Der Spiegel, 14 octobre 2017

le régime dans une continuité politique et historique avec la monarchie capétienne ou l'empire napoléonien.

Enfin, les institutions posées par les constitutionnalistes de 1958 et leurs successeurs, paraissent constituer le troisième axe essentiel pour comprendre nos représentations de l'*éthos* présidentiel. Conçue comme « à la mesure » du personnage historique qu'était le général de Gaulle, notre Constitution accorde un rôle central au chef de l'État, grâce à la mécanique du parlementarisme rationalisé d'une part, et par les responsabilités que le texte lui confère : il est l'arbitre<sup>57</sup> au-dessus de la mêlée politique, le « garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire [...] »<sup>58</sup>, le « chef des armées »<sup>59</sup>, seul à même d'engager la force de frappe nucléaire nationale<sup>60,61</sup>. Cette position prééminente de « clef de voûte » du système institutionnel français, pour reprendre une expression utilisée en son temps par Michel Debré et plus récemment par Emmanuel Macron<sup>62</sup>, s'est considérablement renforcée, soit par les révisions constitutionnelles, soit par la pratique et l'interprétation du texte du 4 octobre 1958. L'introduction, en 1962, de l'élection au suffrage universel du président de la République, crée un lien direct entre les Français et le chef de l'État, confère à ce dernier une légitimité que Charles de Gaulle tirait de son *éthos propre* : légitimité que l'on peut comparer à celle que la tradition, le sacre et parfois le charisme avaient offert aux rois et aux empereurs. C'est un *éthos* présidentiel renforcé qui naît donc de cette révision constitutionnelle fondamentale. De telle sorte qu'apparaît, dans le discours journalistique, pour la première fois en 1965, une nouvelle notion : celle de « présidentiabilité »<sup>63</sup>, qui semble induire la nécessité d'une légitimité<sup>64,65</sup> préalable pour les candidats à la fonction suprême. À son tour, la révision constitutionnelle de 2000 — le passage au quinquennat, qui s'accompagne de l'inversion des calendriers parlementaire et présidentiel, minimisant notamment le risque de cohabitation — achève de conférer au président de la République

---

<sup>57</sup> Constitution du 4 octobre 1958, article 5, alinéa 1.

<sup>58</sup> Constitution du 4 octobre 1958, article 5, alinéa 2.

<sup>59</sup> Constitution du 4 octobre 1958, article 15.

<sup>60</sup> Décret n°64-46 du 14 janvier 1964 relatif aux forces aériennes stratégiques.

<sup>61</sup> Décret n°96-520 du 12 juin 1996 portant détermination des responsabilités concernant les forces nucléaires.

<sup>62</sup> Laureline DUPONT, Étienne GERNELLE, Sébastien LE FOL, *Emmanuel Macron : le grand entretien*, Le Point, 31 août 2017.

<sup>63</sup> Fabienne H. BAIDER, *Évaluation de la présidentiabilité (à l'interface de la sémantique lexicale et de la linguistique de corpus)*, in *Mots. Les langages du politique* n°108, 2015.

<sup>64</sup> *Ibid.*

<sup>65</sup> Christian LE BART, *Les présidentiables de 2007, entre proximité et surplomb. Nicolas Sarkozy et Ségolène Royale vus par Libération*, in *Mots. Les langages du politique* n°89, 2009.



le rôle central d'un monarque républicain. Par ailleurs, la pratique et l'interprétation de la Constitution ont manifestement fait évoluer l'*éthos* présidentiel : en effet, au-delà de la notion de « domaine réservé » forgée *ex nihilo* par Jacques Chaban-Delmas en 1959, les périodes de cohabitation (1984-1988, 1993-1995, 1997-2002) ont achevé de faire de l'*éthos* du président de la République celui d'un souverain, incarnant et conduisant la Nation sans gouverner le pays. On pense ainsi à François Mitterrand sanctuarisant son « domaine réservé » lors de la conférence de presse du sommet de Tokyo en mai 1986 face à Jacques Chirac, et usant son Premier ministre<sup>66</sup> lors de l'épisode des ordonnances du 14 juillet 1986, entre autres.

Ces trois facteurs — tradition française d'incarnation du pouvoir exécutif, *éthos propre* du général de Gaulle, évolution progressive des institutions vers une forme de présidentialisme accru — concourent à fonder un *éthos* présidentiel singulier, que nous pourrions qualifier, de façon plus englobante, d'*éthos* « gaullo-capétien ». Véritable mythologie, au sens où Roland Barthes l'entend donc d'un système de communication<sup>67</sup>, cet *éthos* présidentiel sous la Cinquième République est une énonciation des représentations collectives forgées autour de la fonction présidentielle. Davantage encore, on pourrait parler d'un processus de « mythologification » par strates, tant les présidents successifs ont entretenu ou détourné, au regard de leur *éthos propre* et des circonstances, cet *éthos* initial. Et c'est pour une grande part en nous fondant sur la mise en scène du capital culturel, que nous voulons montrer comment cet *éthos* se nourrit, se renforce, et évolue.

## **II - La mise en scène du capital culturel de l'*éthos* présidentiel**

Nous traiterons ici de la mise en scène du capital culturel, et notamment symbolique, de l'*éthos* présidentiel, dans une double dimension : d'une part ce qui relève de la monstration d'une identité culturelle<sup>68</sup> et de la continuité historique nationale ; d'autre part ce qui touche plus largement à la cohésion et à la réconciliation nationale. On peut envisager qu'il s'agit, pour chacun des présidents, à travers les mises en scène orchestrées autour et dans le cadre de leur fonction, de suivre le fameux « roman national » forgé par l'historien Jules Michelet au XIX<sup>e</sup> siècle et poursuivi, utilisé, instrumentalisé, dans une visée politique et communicationnelle. Nous nous intéresserons

---

<sup>66</sup> Cf. le débat d'entre-deux-tours de l'élection de 1988, durant lequel François Mitterrand insiste sur la fonction de Premier ministre de Jacques Chirac.

<sup>67</sup> Roland BARTHES, *Le mythe aujourd'hui*, in *Mythologies*, Points, 1970, p.195.

<sup>68</sup> Compte tenu du sens donné à la notion d'identité culturelle ou d'identité nationale, précisons qu'il ne s'agit pas ici d'entrer dans des considérations d'ordre idéologique, mais de suivre la « filiation » déjà évoquée en introduction.

donc moins, dans cette partie, aux pratiques culturelles de chaque président de la République en tant qu'individu, qu'à son action symbolique. Nous examinerons trois types d'illustrations et de démonstrations de l'utilisation de l'identité culturelle et de la continuité historique nationale : certaines pratiques culturelles traduisant un ancrage dans la « geste nationale » ; certains grands travaux de nature régaliennne ; et enfin des manifestations nationales puissamment symboliques.

On sait que la France est, d'abord et avant tout, « une certaine idée », et une idée qui s'énonce. L'*éthos* présidentiel paraît ainsi verbal et stylistique. Retenons trois exemples qui nous semblent parmi les plus signifiants dans la mesure où ils portent l'ambition d'une unité et d'une cohésion, par-delà les clivages politiques, à travers l'histoire ou la culture. Dès l'origine, l'*éthos* présidentiel de la Cinquième République est marqué par la stature littéraire de son fondateur. Les *Mémoires de guerre* du général de Gaulle ont une visée tout à la fois politique et historique, affirment le caractère patriotique de l'auteur, et le placent, du *De bello gallico* de César aux *Mémoires d'outre-tombe* de Chateaubriand, en passant par ceux de Napoléon I<sup>er</sup>, dans une continuité littéraire grandiose : « Ce qu'il y a, en moi, d'affectif imagine naturellement la France, telle la princesse des contes ou la madone aux fresques des murs, comme vouée à une destinée éminente et exceptionnelle. J'ai, d'instinct, l'impression que la Providence l'a créée pour des succès achevés ou des malheurs exemplaires ». On est bien dans le cadre d'une visée presque téléologique d'une France qui a une vocation universelle, dont la place est « au premier rang », qui ne peut être elle-même « sans la grandeur »<sup>69</sup>.

Dans un autre registre, Georges Pompidou publie à son tour en 1961, peu avant de devenir Premier ministre, une *Anthologie de la poésie française*. Cet ouvrage, dont la qualité est reconnue dès sa parution<sup>70</sup>, est certes moins celui d'un écrivain que celui d'un admirateur des lettres, mais tisse ainsi un lien, un fil conducteur entre des auteurs aussi variés qu'Eustache Deschamps, François Villon, Pierre de Ronsard, Charles Baudelaire, Arthur Rimbaud ou Charles Péguy. Georges Pompidou y indique notamment : « Mon ambition est bien de donner ici l'essentiel de notre poésie, c'est-à-dire les plus beaux vers de la langue française, ceux que je trouve tels, sans doute, mais avec l'espoir qu'ils le sont vraiment »<sup>71</sup>. C'est bien à la langue française qu'il entend donc rendre hommage, semble-t-il comme véritable ciment culturel.

---

<sup>69</sup> Charles de GAULLE, *Mémoires de guerre. L'appel : 1940-1942*, Plon, 1954.

<sup>70</sup> « [Georges Pompidou] vient de produire l'hiver dernier une anthologie de la poésie française qui [...] peut être mise sans péril entre toutes les mains ». Pierre VIANSSON-PONTÉ, *Un banquier baudelairien entre à l'hôtel Matignon*, Le Monde, 14 avril 1962.

<sup>71</sup> Georges POMPIDOU, *Anthologie de la poésie française*, Le livre de poche, 1974.

Plus récemment, les mots prononcés par Nicolas Sarkozy, lors de son discours d'investiture pour l'élection présidentielle de 2007, s'inscrivent dans cette fresque qui balaie l'histoire du pays. Henri Guaino, plume du futur président de la République, lui fait ainsi chanter « [s]a » France qui est « le pays qui a fait la synthèse entre l'Ancien Régime et la Révolution, entre l'État capétien et l'État républicain, qui a inventé la laïcité pour faire vivre ensemble ceux qui croient au Ciel et ceux qui n'y croient pas ». Et de poursuivre : « Ma France, c'est celle de tous les Français sans exception. C'est la France de Saint Louis et celle de Carnot, celle des croisades et de Valmy. Celle de Pascal et de Voltaire. Celles des cathédrales et de l'Encyclopédie. Celle d'Henri IV et de l'édit de Nantes. Celle des Droits de l'Homme et de la liberté de conscience ». Et le futur président de la République va ainsi jusqu'à citer Jean Jaurès et Léon Blum, pourtant figures incontournables de la gauche, pour signifier sa volonté de rassemblement et de cohésion.

Ces trois illustrations — l'une dans le registre de l'épopée, l'autre dans celui de la poésie, et la troisième enfin dans celui de l'art oratoire — démontrent la connaissance et la maîtrise profondes et intimes de Charles de Gaulle, Georges Pompidou et Nicolas Sarkozy, de l'histoire, la culture et la diversité de la France, et sont la trace, avant même qu'ils ne soient élus, de leur capacité, par le verbe, à embrasser l'histoire de France dans sa totalité. Se faisant, ils se placent ainsi au-delà des clivages politiques, ils démontrent leur capacité à comprendre et donc à gouverner un pays aussi riche que la France.

Dans une autre dimension, si on ne peut pas considérer le ravalement des monuments parisiens<sup>72</sup> ou le sauvetage du temple d'Abou Simbel lors de la construction du barrage d'Assouan, sous le général de Gaulle, comme des politiques de grands travaux *stricto sensu*, elles participent indéniablement de l'image d'une France à la grandeur restaurée et à la culture universelle (vocation revendiquée historiquement et donc s'inscrivant dans une certaine continuité). Relevons par ailleurs, que la nomination d'André Malraux, prix Goncourt, combattant de la guerre d'Espagne et résistant, au poste de ministre des Affaires culturelles<sup>73</sup>, participe de l'affirmation d'une spécificité française en la matière (à laquelle on a déjà fait référence). Au-delà de certains grands travaux de nature régaliennne, sur lesquels nous reviendrons, l'exemple le plus frappant grands travaux participant de l'inscription dans la continuité culturelle et historique nationale, est évidemment celui du Grand Louvre initié par François Mitterrand en 1981. Dans ce palais presque millénaire<sup>74</sup>, le président socialiste inscrit son empreinte architecturale à la suite

---

<sup>72</sup> Loi n°62-903 du 4 août 1962, dite Malraux.

<sup>73</sup> Ce ministère, nouveau dans son ampleur s'il n'était pas entièrement inédit dans son objet (ministère des Lettres, Sciences et Beaux-Arts dès 1870, ministère des Arts sous Gambetta, ministère de la Jeunesse, des Arts et Lettres en 1947), concrétise la volonté forte du général de Gaulle de faire de la politique culturelle un chantier primordial de sa présidence.

<sup>74</sup> Philippe Auguste entame la construction de la forteresse en 1190.

des nombreuses vagues de constructions<sup>75</sup> qui ont jalonné l'évolution du monument. La continuité historique paraît donc ici évidente. Lorsqu'il annonce son projet en conférence de presse, le choix de son vocabulaire est par ailleurs significatif. Le Président assume pleinement son choix personnel en la matière : « J'ai [...] pris la décision ». Surtout, le chef de l'État parle de « rendre le Louvre à sa destination »<sup>76</sup>, biaisant ainsi en quelque sorte la continuité historique : en l'occurrence, ce n'est pas à la destination d'un palais ou d'un centre gouvernemental qu'il fait référence, mais à celle du Muséum central des arts de la République fondé en 1792 par la Convention.

Un second projet mitterrandien semble particulièrement significatif de cette inscription dans la continuité historique nationale : la Grande Arche de la Défense. Son nom initialement choisi de « Grande Arche de la Fraternité », rappelle l'une des trois valeurs fondamentales de notre devise, et prend tout son sens dans le cadre de l'inauguration de ce monument, lors du bicentenaire de la Révolution. Au-delà de ce premier niveau de lecture, c'est surtout l'emplacement de l'arche qui est révélateur. Il clôt l'axe historique parisien, tracé par Le Nôtre depuis l'ancien palais des Tuileries en direction de l'Ouest. Relevons par ailleurs que, si c'est François Mitterrand qui concrétisera cette ambition de marquer l'axe historique, tous ses prédécesseurs sous la Cinquième République y ont songé avant lui : Charles de Gaulle, qui contemple un temps l'idée de reconstruire le palais des Tuileries avec l'architecte Henry Bernard<sup>77</sup> ; Georges Pompidou, qui choisit en 1971 un projet de l'architecte Émile Aillaud pour la Défense<sup>78</sup> ; Valéry Giscard d'Estaing, qui étudia une proposition de l'architecte Jean Willerval, également pour la Défense, finalement abandonnée.

Passons maintenant aux manifestations nationales puissamment symboliques. On pense bien sûr aux célébrations du bicentenaire de la Révolution en 1989, et à la parade de « La Marseillaise », orchestrée par le metteur en scène Jean-Paul Goude sur les Champs-Élysées. Pensée de concert avec la politique de grands travaux dès 1981, cette célébration constitue une véritable politique à part entière : une mission gouvernementale est créée en 1986 et confiée successivement à Michel Baroin, à Edgar Faure et à Jean-Noël Jeanneney, tandis que le ministère de la Culture est renommé, sous le deuxième gouvernement de Michel Rocard, « ministère de la Culture, de la Communication, des

---

<sup>75</sup> La forteresse de Philippe Auguste, dont la construction est entamée en 1190, est transformée en complexe palatial à partir de François Ier, de son fils Henri II et de sa belle-fille Catherine de Médicis. Leurs successeurs, jusqu'à Napoléon III, inscriront presque tous leur marque sur ce symbole du pouvoir au cœur de Paris.

<sup>76</sup> Conférence de presse présidentielle, 24 septembre 1981.

<sup>77</sup> Jean-Claude DAUFRESNE, *Louvre et Tuileries : architectures de papier*, Éditions Pierre Mardaga, 1987, p. 366.

<sup>78</sup> Jon LANG, *Urban design, a typology of procedures and products*, Routledge, 2017, p. 143.

Grands Travaux et du Bicentenaire ». Le décret d'attributions précise que le ministre a la charge d'« assurer la cohérence de l'action gouvernementale pour l'organisation du bicentenaire de la Révolution française et de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen »<sup>79</sup>. Dans la foulée de ces célébrations, François Mitterrand prend un décret<sup>80</sup> relatif au transfert des cendres de Condorcet, de Monge et de l'abbé Grégoire au Panthéon.

Les panthéonisations constituent d'ailleurs un troisième exemple frappant de mise en scène symbolique de la culture et de la continuité historique. Presque tous les présidents de la Cinquième République ont choisi d'inhumer au moins un personnage historique sur la montagne Sainte-Geneviève. Si la symbolique du transfert des cendres de Jean Moulin en 1964 par Charles de Gaulle semble relever de l'évidence au regard de son engagement pour la France libre et de son courage en tant que résistant, celles d'Alexandre Dumas par Jacques Chirac en 2002 paraissent plus neutre (il s'agissait du bicentenaire de la naissance de l'écrivain et l'on dit qu'il était parmi les auteurs préférés du Président<sup>81</sup>). Pourtant, on peut y voir un choix dédié à la littérature et au « roman national » (on pense aux *Trois mousquetaires*, au *Comte de Monte-Cristo* ou à *La Reine Margot*). L'entrée au Panthéon de Jean Monnet sous François Mitterrand évoque à n'en pas douter l'engagement européen du président de la République, tandis que — outre l'exigence populaire à voir des femmes parmi les « Grands Hommes » — les choix des résistantes Germaine Tillion et Geneviève de Gaulle-Anthonioz par François Hollande symbolisent aussi l'universalité des sciences pour ce qui concerne l'ethnologue, et l'engagement associatif contre la pauvreté pour la nièce du Général. Quant à Simone Veil, dont Emmanuel Macron a annoncé l'entrée prochaine au Panthéon, son histoire personnelle (rescapée de la Shoah, magistrate, combat féministe) et son engagement politique (femme d'État, loi Veil, engagement européen) paraissent accompagner les évolutions contemporaines de la société française.

Car l'*éthos* du chef de l'État c'est aussi celui du « président de tous les Français », selon l'expression consacrée. Il s'agit donc également, par les (re)lectures de l'histoire et des cultures, de construire et de reconstruire les liens entre les Français, de restaurer la cohésion et l'unité nationale malgré les fractures que la Nation a pu connaître. En témoignent l'appropriation, l'assomption, l'interprétation — à la fois juridique, historique et

---

<sup>79</sup> Décret n°88-823 du 18 juillet 1988 relatif aux attributions du ministre de la Culture, de la Communication, des Grands Travaux et du Bicentenaire, article 3.

<sup>80</sup> Décret n°89-243 du 16 octobre 1989 décidant une cérémonie de reconnaissance nationale à l'égard de Condorcet, de Monge et de l'abbé Grégoire.

<sup>81</sup> Jacques SANTAMARIA, Patrice DUHAMEL, *L'Élysée : histoire, secrets, mystères*, Plon, 2012, p. 474.

culturelle — qui peuvent être faites par les présidents successifs d'événements ou d'épisodes mémoriels.

Suivant la chronologie du seul XXe siècle, on pense en premier lieu aux fusillés pour l'exemple de la Première Guerre mondiale. Ainsi, alors que le Premier ministre Lionel Jospin veut réhabiliter leur mémoire, le président Chirac réagit dans ce qui apparaît comme une véritable « concurrence des passés »<sup>82</sup>, indiquant par communiqué : « Au moment où la Nation commémore le sacrifice de plus d'un million de soldats français qui ont donné leur vie entre 1914 et 1918 pour défendre la patrie envahie, l'Élysée trouve inopportune toute déclaration publique pouvant être interprétée comme la réhabilitation des mutins »<sup>83</sup>. Cette polémique s'estompe avec l'arrivée aux responsabilités de Nicolas Sarkozy<sup>84</sup>, qui évoque dès mai 2008, une réhabilitation au cas par cas par la voix de son secrétaire d'État aux Anciens combattants Jean-Marie Bockel<sup>85</sup>. Et le 11 novembre suivant, le président de la République rend hommage aux fusillés de la Grande Guerre : « [...] 90 ans après la fin de la guerre je veux dire au nom de la Nation que beaucoup de ceux qui furent exécutés alors ne s'étaient pas déshonorés, n'avaient pas été des lâches, mais que simplement ils étaient allés jusqu'à l'extrême limite de leurs forces ». Le président indique bien ici le changement d'époque<sup>86</sup> comme facteur de justification. Ne s'agit-il pas d'accompagner les évolutions mémorielles d'un épisode historique dont la compréhension s'est transformée au sein de la société ? D'opérer donc une nouvelle lecture de l'histoire et d'en faire un usage symbolique et réconciliateur.

La même évolution s'observe dans la reconnaissance de la responsabilité de l'État dans la déportation des Juifs lors de l'occupation. La conception, héritée du général de Gaulle, et maintenue jusque sous François Mitterrand, de cette si lourde page de l'histoire pose dans un premier temps une distinction claire entre d'une part l'État français vichyssois, illégitime, nul et non avénu, et la République dont l'honneur est sauf grâce à la France libre installée à Londres. En 1994, François Mitterrand, dont le passé vichyssois et l'amitié avec René Bousquet font alors scandale à la faveur de la sortie du livre de Pierre

---

<sup>82</sup> Nicolas OFFENSTADT, *Les mutins de 1917 dans l'espace public, ou les temporalités d'une controverse (1998-?)*, in *La concurrence des passés, usages politiques du passé dans la France contemporaine*, Presses universitaires de Provence, 2006.

<sup>83</sup> *Ibid.*

<sup>84</sup> Soulignons la rupture générationnelle opérée à la tête de l'État en 2007 : il s'agit bien d'une relation à l'événement et d'une lecture du conflit qui semblent différentes entre le président Chirac et le président Sarkozy. On y reviendra plus amplement.

<sup>85</sup> AFP, *Faut-il réhabiliter les mutins de 1917 ?*, LCI, 10 mai 2008.

<sup>86</sup> Changement d'époque qui concourra, avec la loi du 28 février 2012, à transformer la commémoration de l'armistice du 11 novembre 1918 en une journée d'hommage à tous les morts pour la France.

Péan<sup>87</sup>, refuse catégoriquement de présenter des excuses au nom de la République : « Ils attendront longtemps, ils n'en auront pas. La France n'a pas d'excuses à donner, ni la République. À aucun moment je ne l'accepterai »<sup>88,89</sup>. Il le signifie donc très clairement ce refus dans cet entretien, considérant que ceux qui appellent à des excuses de la République « ne sentent pas, profondément, ce que c'est d'être Français, l'honneur d'être Français et l'honneur de l'histoire de France ». Pourtant, la pression de l'opinion et l'évolution des mentalités, ainsi que le changement de présidence, transformeront, moins d'un an après, la position de l'État sur la question, avec le très célèbre discours de Jacques Chirac lors des commémorations de la rafle du Vel' d'Hiv'<sup>90</sup>. Le nouveau chef de l'État admet la responsabilité de Français et de « l'État français »<sup>91</sup> dans l'appui à « la folie criminelle de l'occupant ».

On pourrait encore citer l'exemple des harkis de la guerre d'Algérie, dont la reconnaissance s'opère à partir de 1994<sup>92</sup>, qui fait l'objet d'une promesse de Nicolas Sarkozy en 2007, réitérée lors de la campagne de 2012, avant d'être officialisée par François Hollande en septembre 2016. Pensons encore au musée du Quai Branly, porté par Jacques Chirac et sa passion pour les arts premiers, qui peut être compris comme une ouverture de la culture française aux peuples extra-européens et une reconnaissance des civilisations autrefois colonisées, ou encore au musée national de l'Histoire de l'Immigration, ouvert en 2007 au palais de la Porte dorée à Paris, qui semble procéder de la même logique de cohésion et d'intégration dans l'histoire et la culture nationale.

---

<sup>87</sup> Pierre PÉAN, *Une jeunesse française*, Fayard, 1994.

<sup>88</sup> Extrait d'une série d'entretiens réalisée au palais de l'Élysée entre avril 1993 et juin 1994, Jean-Pierre ELKABBACH, *Conversations avec un Président*, France Télévisions, 2001.

<sup>89</sup> Là encore, il semble bien qu'on assiste à une conception générationnelle de la guerre, sur laquelle on reviendra. François Mitterrand, prisonnier de guerre, évadé, agent contractuel du régime de Vichy puis entré dans la Résistance dès juin 1942, a une vision intime de la guerre et de l'occupation.

<sup>90</sup> Allocution de Jacques Chirac, président de la République, sur la responsabilité de l'État français dans la déportation des Juifs durant la deuxième guerre mondiale et sur les valeurs de liberté, de justice et de tolérance qui fondent l'identité française, Paris, 16 juillet 1995.

<sup>91</sup> On notera, au passage, la subtilité qui consiste à utiliser le terme « État français » dans ce discours. « L'État français » désigne historiquement le régime de Vichy et non la République. Mais, entrée dans le vocabulaire courant, y compris journalistique, cette dénomination paraît suffisamment ambiguë pour être entendue dans un sens ou dans l'autre.

<sup>92</sup> Loi n°94-488 du 11 juin 1994 relative aux rapatriés anciens membres des formations supplétives et assimilés ou victimes de la captivité en Algérie.

## CHAPITRE DEUXIÈME

### La permanence d'une sacralisation par la culture légitime, mais des pratiques mouvantes du capital culturel des présidents de la République

---

Il convient maintenant de nous pencher sur les pratiques culturelles des présidents de la République en tant qu'individus. Classiquement, nous avons opté pour une division du concept de culture en deux catégories : d'une part la culture constituée des œuvres « légitimes », au sens que donne Bourdieu à cet adjectif ; d'autre part, dans une dimension plus proche des *cultural studies*, la culture de masse et populaire. Des travaux sociologiques ont depuis lors nuancé la théorie bourdieusienne : Bernard Lahire<sup>93</sup> a notamment montré que des enchevêtrements, des hybridations, un éclectisme<sup>94</sup> des capitaux culturels s'opèrent chez la majorité des individus et que la structure sociale n'est pas aussi déterminante que dans la vision posée par Bourdieu. On y reviendra. Et c'est bien ce qui justifie, dans notre étude, que nous nous penchions à la fois sur les pratiques dites légitimes et les pratiques élitaires (I), et sur les évolutions et l'apparition progressive de pratiques plus populaires<sup>95</sup> dans la communication présidentielle (II).

#### I - Culture légitime et pratiques élitaires : l'autorité et la crédibilité par la domination

Il s'agira dans un premier temps de démontrer que la mise en scène d'un capital culturel légitime et de pratiques élitaires participe de l'attestation de l'autorité, de la crédibilité et, *in fine*, d'une quasi-sacralité des présidents de la République.

Pour Pierre Bourdieu, « la culture doit s'analyser par le haut, à partir des pratiques des élites qui consolident leur classement social par leurs classements culturels »<sup>96</sup>, et

---

<sup>93</sup> Bernard LAHIRE, *La culture des individus. Dissonances culturelles et distinction de soi*, La Découverte, 2006.

<sup>94</sup> Olivier DONNAT, *Les Français face à la culture, de l'exclusion à l'éclectisme*, La Découverte, 1994.

<sup>95</sup> Cette dénomination, qui n'est pas sans poser problème au sociologue (PASQUIER, 2005, cf. note 94), implique que, nous plaçant dans le champ de la sociologie critique, on envisagera la culture populaire comme une culture dominée.

<sup>96</sup> Dominique PASQUIER, *La "culture populaire" à l'épreuve des débats sociologiques*, in Hermès, la Revue n°42, 2005.



« la variété linguistique du groupe social dominant rend plus ou moins légitime les productions langagières »<sup>97</sup>. C'est donc bien qu'une hiérarchisation<sup>98</sup> s'opère entre pratiques et capitaux culturels, y compris dans le langage<sup>99</sup>. Bourdieu indique notamment que l'« hypercorrection » ou la « pompe verbale »<sup>100</sup> du langage politique traduit ces rapports de pouvoir et « de domination, voire d'intimidation linguistique »<sup>101</sup>.

Pour Bourdieu, l'exemple le plus caractéristique de la culture légitime est bien la culture livresque. Indéniablement, une part non négligeable de nos chefs de l'État ont fait montre de telles pratiques culturelles. Écrivains des plus importants de leurs discours (du moins jusqu'à Jacques Chirac), certains sont perçus comme de véritables auteurs ou se vivent comme tels. On a déjà mentionné les *Mémoires de guerre* du général de Gaulle, qui firent dire à Roland Barthes<sup>102</sup> : « Dans l'admiration à peu près unanime de la critique à l'égard du général écrivain, il y a un sentiment de sécurité. L'assurance qu'en somme aucun mal, aucune lésion ne peut venir d'un homme qui se soucie d'écrire bien le français »<sup>103</sup>. Pour Christian Le Bart, dans un article consacré aux publications des candidats à la fonction suprême, « la naissance gaullienne de la Cinquième République a érigé le livre en attribut éminemment présidentiel »<sup>104</sup>. Il s'agit bien, dans la visée du Général, d'instaurer « un dialogue direct entre un homme et un peuple »<sup>105</sup>, dès avant la révision constitutionnelle de 1962. Et ses successeurs se conformeront à cet *ethos* gaullien et littéraire, « tous travaillés par l'obligation de se montrer à la hauteur du rôle ainsi construit par son premier titulaire »<sup>106</sup>. Rejoignant Bourdieu et sa hiérarchisation des capitaux culturels, mais aussi les fondements du politique — la parole, le discours, l'art oratoire, ne sont-ils pas au cœur du « métier » politique ? — il apparaît donc bien que les dispositions littéraires sont un facteur légitimant dans l'*ethos* présidentiel français.

---

<sup>97</sup> Claude LE MANCHEC, *Le langage et la langue chez Pierre Bourdieu*, in *Le français aujourd'hui* n°139, 2002.

<sup>98</sup> Pierre BOURDIEU, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Minuit, 1979, p.96.

<sup>99</sup> *Ibid.*, p.548-549.

<sup>100</sup> Pierre BOURDIEU, *Interventions 1961-2001. Science sociale et action politique*. Agone, 2002, p.104.

<sup>101</sup> Claude LE MANCHEC, *Le langage et la langue chez Pierre Bourdieu*, in *Le français aujourd'hui* n°139, 2002.

<sup>102</sup> Lequel jugeait avec une certaine sévérité la plume gaullienne, y voyant un « style de pasticheur plus que d'écrivain, dont le ressort principal est d'imposer les *signes* de la Littérature ». Roland BARTHES, *De Gaulle, les Français et la littérature*, France Observateur, 12 novembre 1959.

<sup>103</sup> *Ibid.*

<sup>104</sup> Christian LE BART, *Rôle présidentiel et dispositions littéraires. Les livres des présidentiables*, in *Mots. Les langages du politique* n°112, 2016.

<sup>105</sup> *Ibid.*

<sup>106</sup> *Ibid.*

Christian Le Bart souligne ainsi que, « si la grandeur littéraire n'est certes pas inscrite dans la Constitution au titre des prérogatives présidentielles, elle constitue bien une ressource et une contrainte pour qui prétend succéder au Général »<sup>107</sup>. Georges Pompidou, dont on a déjà cité l'*Anthologie de la poésie française*, a également publié, peu avant sa disparition et alors qu'il est en exercice, *Le nœud gordien*<sup>108</sup>, considéré tout à la fois comme un testament politique et comme un ouvrage de qualité au plan littéraire : le constitutionnaliste Georges Vedel y voit notamment l'œuvre d'un « moraliste »<sup>109</sup>, tandis que Pierre Viansson-Ponté parle d'un « témoignage exceptionnel », de pages « denses » d'une « clarté d'exposition toute cartésienne »<sup>110</sup>. Premier prix de version grecque au concours général de 1927, normalien, major de l'agrégation de lettres, Georges Pompidou n'hésite pas à citer Éluard en conférence de presse<sup>111</sup>. Citons encore les exemples de Valéry Giscard d'Estaing, lui aussi auteur d'un ouvrage programmatique, *Démocratie française*<sup>112</sup>, et de François Mitterrand, plus prolifique encore en la matière, très régulièrement édité depuis la fin de la guerre, au point de confier à la photographe Gisèle Freund, lors de la prise de son portrait officiel : « Tenez compte pour mon portrait que je suis un écrivain avant d'être un homme politique »<sup>113</sup>. Cette posture littéraire, dans laquelle Christian Le Bart voit une véritable « clef du marketing politique pour quiconque veut démontrer sa présidentialité »<sup>114</sup> — et nous rajouterions sa présidentialité — se manifeste de façon exemplaire dans la rivalité opposant Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand. Pour le sociologue, si le premier « incarne la compétence technocratique moderne », le second « réussit à neutraliser le stigmate de son inculture économique en mettant en avant une grandeur littéraire dont on pressent alors qu'elle n'est pas si désuète que cela »<sup>115</sup>. François Mitterrand, reçu à deux reprises chez Bernard

---

<sup>107</sup> *Ibid.*

<sup>108</sup> Georges POMPIDOU, *Le nœud gordien*, Plon, 1974.

<sup>109</sup> Georges VEDEL, *Le testament et l'inventaire*, Le Monde, 20 juin 1974.

<sup>110</sup> Pierre VIANSSON-PONTÉ, « *Le nœud gordien* », *méditation sur une certaine façon de gouverner les Français*, Le Monde, 13 juin 1974.

<sup>111</sup> Le 22 septembre 1969, après le suicide de Gabrielle Russier, enseignante de lettres inculpée de détournement de mineur, le président est interrogé par Jean-Michel Royer, journaliste à RMC : énigmatique, après un long silence, Georges Pompidou répond : « Comprenne qui voudra : "Moi, mon remords, ce fut — la victime raisonnable — au regard d'enfant perdue, — celle qui ressemble aux morts — qui sont morts pour être aimés." », c'est de Éluard ».

<sup>112</sup> Valéry GISCARD D'ESTAING, *Démocratie française*, Fayard, 1976.

<sup>113</sup> François HOURMANT, *François Mitterrand, le pouvoir et la plume. Portrait d'un président en écrivain*, Presses universitaires de France, 2010, p. 5.

<sup>114</sup> Christian LE BART, *Rôle présidentiel et dispositions littéraires. Les livres des présidentiables*, in *Mots. Les langages du politique* n°112, 2016.

<sup>115</sup> *Ibid.*

Pivot dans l'émission *Apostrophes*<sup>116,117</sup>, a pu faire montre, en amont de son arrivée aux responsabilités en 1981, de sa culture livresque, de sa relation intime à la littérature, de sa hauteur de vue en la matière. Le président Giscard d'Estaing semble prendre conscience, en 1979, de l'avantage pris par son rival en la matière, et est à son tour reçu sur le plateau de Bernard Pivot<sup>118,119</sup>. Et on a déjà cité sa phrase, en marge d'un déjeuner organisé par la *Revue des Deux Mondes*, à propos de sa fascination pour Maupassant et Flaubert. Si elle est moins évidente chez Jacques Chirac, cette culture littéraire se manifeste néanmoins dans sa très célèbre réponse à la journaliste Élise Lucet lors de l'interview présidentielle du 20 septembre 2000 : il parle d'une « histoire abracadabrantique ». Certes, l'adjectif rimbaldien aurait été inspiré au Président par son secrétaire général, Dominique de Villepin, mais le résultat est là : le bon mot fait oublier la question de la journaliste à propos des financements occultes du RPR, et la presse s'intéresse à l'origine de ce néologisme<sup>120</sup>.

Cette légitimité culturelle et livresque s'observe également dans les discours et jusque dans la scansion des présidents de la République. Au regard de la succession de ceux-ci, il est tentant de voir une rupture générationnelle<sup>121</sup> concourant à expliquer la disparition progressive d'une écriture et d'une élocution élitistes. Nos cinq premiers présidents sont tous nés sous la Troisième République et ont reçu une éducation similaire au plan littéraire : l'historienne Judith Lyon-Caen rappelle que « l'enseignement du latin et toute une série d'exercices, c'est-à-dire des exercices d'imitation »<sup>122</sup> forment un creuset et une culture commune. Ce partage de références, notamment en matière de rhétorique (apprentissage des périodes rhétoriques dans l'écriture d'un discours), pourrait expliquer en partie la diction si caractéristique et aujourd'hui presque archaïque d'un Charles de Gaulle, que l'on retrouve à des degrés différents aussi bien chez Georges Pompidou (*a minima*), chez Valéry Giscard d'Estaing, chez François Mitterrand et même encore chez Jacques Chirac. Quant à l'écrit, il convient de relever que ce sont précisément ces mêmes

---

<sup>116</sup> Bernard PIVOT, *Les lectures de François Mitterrand*, *Apostrophes*, émission du 7 février 1975.

<sup>117</sup> Bernard PIVOT, *François Mitterrand et ses invités*, *Apostrophes*, émission du 15 septembre 1978.

<sup>118</sup> Bernard PIVOT, *Entretien sur Maupassant avec Valéry Giscard d'Estaing*, *Apostrophes*, émission du 27 juillet 1979.

<sup>119</sup> Relevons que cet entretien n'est pas une idée neuve pour Valéry Giscard d'Estaing. Comme le présentateur le souligne en début d'émission, une première invitation avait dû être annulée en 1974, en raison de la disparition du président Pompidou.

<sup>120</sup> Luc ROSENZWEIG, *Abracadabrantique*, *Le Monde*, 23 septembre 2000.

<sup>121</sup> Cf. Annexe.

<sup>122</sup> Judith LYON-CAEN, in Emmanuel LAURENTIN, *Dans la bibliothèque des présidents : la formation littéraire des présidents*, La fabrique de l'histoire, France Culture, émission du 13 février 2017.

présidents — à l'exception de Jacques Chirac — qui sont les auteurs de leurs plus importants discours, comme en témoignent les fonds des Archives nationales. Les formulations d'un Valéry Giscard d'Estaing évoquant un « mal [qui] rôde et frappe dans le monde » et souhaitant « que la Providence veille sur la France, pour son bonheur, pour son bien et pour sa grandeur »<sup>123</sup>, ou d'un François Mitterrand rendant hommage aux « humbles militants pénétrés d'idéal » et signifiant aux « centaines de millions d'hommes sur la Terre » qu'ils « sauront ce soir que la France est prête à leur parler le langage qu'ils ont appris à aimer d'elle »<sup>124</sup> semblent, trente-cinq ans, plus tard empreintes d'une certaine pompe. De fait, la maîtrise de la langue et donc de la culture, semble conférer aux chefs de l'État une légitimité linguistique destinée à démontrer l'amplitude de leur pensée. On semble ici se trouver dans l'héritage de la culture de l'honnête homme et des salons du XVIIIe siècle déjà évoquée. Du reste, les fameuses « petites phrases », qu'en d'autres temps on aurait qualifié de « bons mots », ciselées et tranchantes, n'ont-elles pas pour vocation, lors des débats télévisés d'entre-deux-tours, de marquer la supériorité d'une pensée, la vivacité immédiate d'un esprit, la domination par la repartie ? Relevons en la matière que sur l'ensemble des débats en question, cet art de la réplique paraît s'amoinrir au fil des élections, précisément au moment où nous fixons la rupture générationnelle. De « l'homme du passé » giscardien, à « l'homme du passif » mitterrandien, en passant par la réponse impérieuse au Premier ministre Jacques Chirac en 1988<sup>125</sup>, les « petites phrases » des débats paraissent aujourd'hui plus préparées, moins spontanées, comme en témoigne la célèbre anaphore « Moi Président... » de François Hollande en 2012.

Ce sens de la repartie cinglante, avatar du capital culturel de ceux qui possèdent la « culture légitime », et qui se manifeste par la maîtrise d'une langue et d'une culture tacitement<sup>126</sup> reconnues comme « légitimes », souligne bien la notion de domination charismatique, au sens où l'entend Weber d'une « domination fondée sur le charisme d'esprit et de discours »<sup>127</sup>. Chez Weber, le « fondement charismatique » d'un individu repose sur le fait qu'il est perçu par les autres agents comme étant « porteur de dons spécifiques du corps et de l'esprit *pensés* comme surnaturels (au sens où ils n'étaient pas

---

<sup>123</sup> Allocution de Valéry Giscard d'Estaing, pour un message d'adieu aux Français après l'élection présidentielle, Paris, 19 mai 1981.

<sup>124</sup> Déclaration de François Mitterrand, à l'annonce de son élection à la présidence de la République, Château-Chinon, 10 mai 1981.

<sup>125</sup> Cf. le débat d'entre-deux-tours de l'élection de 1988, durant lequel François Mitterrand insiste sur la fonction de Premier ministre de Jacques Chirac.

<sup>126</sup> Une expression reprise en de nombreuses occurrences par Pierre Bourdieu dans *La Distinction*.

<sup>127</sup> Max WEBER, *La domination*, La Découverte, 2013, p.294.

accessibles à tout un chacun) »<sup>128</sup>. Le sociologue précise, à propos de « la théorie officielle du césarisme français »<sup>129</sup>, qu'il relève bien de cette dimension charismatique. Il s'agit donc bien, pour le président de la République qui fait usage de cette domination linguistique, d'attester son autorité charismatique. Georges Balandier affirme d'ailleurs que « le langage du pouvoir contribue par fonction à rendre manifestes les différenciations sociales, en premier lieu celles qui séparent les gouvernants des gouvernés »<sup>130</sup>. Et on pourrait porter la réflexion plus loin, en voyant dans toutes les monstrations de ces capitaux culturels légitimes (du *cursus honorum* sur lequel nous reviendrons, aux pratiques élitaires qui nous restent à aborder), la domination symbolique qu'il exerce sur ses concitoyens dans une dynamique de pouvoir au sens développé par Bourdieu, et l'affirmation de la crédibilité de l'homme comme gouvernant. On rejoint ici la pensée platonicienne qui voit dans une éducation complète (gymnastique, poésie, musique, calcul, mais aussi « de manière complémentaire tous les arts, tous les raisonnements et toutes les sciences »...<sup>131</sup>) le moyen de « faire advenir une cité bien administrée »<sup>132</sup>. Au-delà de la dimension utopique de Platon, Weber indique bien, en évoquant l'éducation au charisme, une logique équivalente : « toute éducation charismatique comporte d'une façon ou d'une autre des composantes de formation spécialisée, selon ce qu'on souhaite faire des novices : héros de guerre [...] ou connaisseurs du droit »<sup>133</sup>. Il semble donc bien que la culture légitime, dans ce paradigme qui, depuis Platon, voit dans une solide éducation une manière d'assurer un bon gouvernement, mais n'exclut pas, avec Weber la dimension charismatique et, avec Bourdieu, la domination sociale par la légitimité culturelle, soit prégnant dans notre conception politique. Pourtant, les capitaux culturels légitimes ne sont pas les seuls à entrer en ligne de compte dans le cadre de la communication présidentielle.

## **II - La mise en scène des cultures populaires : entre stratégie communicationnelle et relations différenciées à la culture**

De fait, les pratiques élitaires et la domination exercée par le magistère intellectuel ne suffisent pas à définir le capital culturel entrant dans la construction de l'*éthos* présidentiel. D'abord parce que la communication élyséenne passe bien souvent par la mise en scène de pratiques dites populaires ; ensuite parce que les évolutions

---

<sup>128</sup> *Ibid*, p.270.

<sup>129</sup> *Ibid*, p.293.

<sup>130</sup> Georges BALANDIER, *Le pouvoir sur scènes*, Fayard, 2006, p.34.

<sup>131</sup> PLATON, *République*, Flammarion, 2016, p.369-370.

<sup>132</sup> *Ibid*, p.367.

<sup>133</sup> Max WEBER, *La domination*, La Découverte, 2013, p.316.

générationnelles et de société tendent à voir la culture légitime s'effacer au profit de pratiques plus communes à l'ensemble des Français.

Depuis les débuts de la Cinquième République, presque tous les présidents ont ainsi visité le Salon de l'Agriculture. Si cette foire annuelle n'est pas à proprement parler une pratique culturelle puisqu'il s'agit avant tout d'un événement destiné à mettre en valeur les exploitations françaises dans une dimension économique et industrielle, elle entre cependant dans le cadre d'une image rurale et traditionnelle du pays. Illustrant en quelque sorte la phrase de Sully selon laquelle « labourage et pâturage sont les deux mamelles de la France », ce salon donne l'occasion aux présidents de la République de rappeler leur proximité avec les territoires. Passage presque obligatoire et scruté par les médias, le Salon de l'Agriculture semble en quelque sorte être le pendant rabelaisien à la culture livresque des présidents évoquée plus haut. Il s'agit bien, dans une dimension communicationnelle, d'embrasser l'ensemble des composantes de la France. Particulièrement assidu et populaire lors de ces événements, le président Chirac, souvent qualifié de « recordman » en l'espèce par les médias<sup>134</sup>, s'est illustré par les longues heures passées au Salon de l'Agriculture (tout comme François Hollande, « adepte des longues tournées des stands »<sup>135</sup>) y acquérant une image qui ne s'est pas démentie après la fin de ses mandats<sup>136</sup>. Relevons néanmoins que le président Mitterrand ne visita pas un seul salon tout au long de ses deux septennats, tandis que Nicolas Sarkozy, n'y a fait une durable impression que par son éclat lors de sa visite de 2008<sup>137</sup>.

Dans un autre registre, le sport apparaît à n'en pas douter comme un ciment culturel particulièrement signifiant dans la communication présidentielle. Charles de Gaulle assiste dès juillet 1960 au passage du Tour de France à Colombey-les-Deux-Églises, en compagnie de son épouse, parmi les spectateurs. Image de simplicité informelle manifestement souhaitée par le Président, même si les cyclistes marquent un arrêt pour honorer sa présence et découvrent leur tête. Relevons le commentaire final du journaliste Jean Quittard : « Au risque de faire sourire les intellectuels délicats pour qui le cyclisme est un sport vulgaire<sup>138</sup>, nous dirons simplement "Merci Monsieur le

---

<sup>134</sup> Julien CHABROUT, *Salon de l'Agriculture : ces présidents qui ont marqué l'événement*, Le Figaro, 26 février 2016.

<sup>135</sup> *Ibid.*

<sup>136</sup> AFP, *Cohue au Salon de l'Agriculture pour la visite de Jacques Chirac*, La Dépêche, 26 février 2008.

<sup>137</sup> Lætitia VAN EECKHOUT, *Les variations de Nicolas Sarkozy d'un Salon de l'Agriculture à l'autre*, Le Monde, 19 février 2011.

<sup>138</sup> C'est d'ailleurs ce que souligne Pierre Boudieu, qui voit dans le cyclisme un sport considéré comme moins légitime que le tennis ou le rugby, notamment par les médias eux-mêmes (Pierre BOURDIEU, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Minuit, 1979, p.239).

Président” ». En mai 1967, on verra à nouveau le président de Gaulle, cette fois sur la pelouse du stade de Colombes, lors du match Lyon-Sochaux de la coupe de France de football, saluer les joueurs. En juin 1972, Georges Pompidou donnant le départ des 24 heures du Mans, ne symbolise-t-il pas cette France des Trente Glorieuses, industrialisée et moderne ? Valéry Giscard d’Estaing donnant une interview torse nu à la sortie des douches du club de football de sa commune de Chamalières en juin 1973, semble signifier aux Français à la fois sa simplicité au cours de cette rencontre amicale, et sa bonne condition physique, moins d’un mois après que le président Pompidou a été vu très affaibli lors de son déplacement à Reykjavik. Quelques années plus tard, en juillet 1985, on est tenté d’entendre dans le commentaire du tour de France de François Mitterrand une analogie avec sa propre situation. N’avait-il pas dû répondre à Michèle Cotta sur son état de santé dès décembre 1981 ? Interrogé sur les performances du coureur Bernard Hinault, le Président répond : « Un homme de courage comme lui, de talent, ne devrait pas nous surprendre, il est toujours capable de se surpasser ». Après avoir quitté l’hélicoptère qui l’avait conduit en Isère sur cette étape de la grande boucle, François Mitterrand se mêle à la foule et photographie le passage des cyclistes, sinon en toute simplicité, du moins comme tant d’autres amateurs. Là encore, on trouve donc un niveau de lecture populaire. N’en va-t-il pas de même lorsque le président Chirac, alors en période de cohabitation, s’approprie la coupe du monde de football en recevant l’ensemble de la célèbre équipe « black, blanc, beur » en 1998 ? Pour un président de la République qui vient de subir un cuisant revers électoral, l’occasion semble parfaite pour signifier à quel point il représente et s’associe à cette France jeune, dynamique et métissée, qui vient d’être sacrée championne du monde. Prenons enfin l’exemple de Nicolas Sarkozy, connu pour ses séances matinales de jogging, rentrant en sueur à l’Élysée, comme n’importe quel Français sportif rentrerait chez lui avant de partir au travail. N’est-il pas, aux yeux des Français à travers cette image, un chef de l’État jeune et énergique, contrastant avec son prédécesseur souvent taxé d’immobilisme ? On notera cependant que, si dans tous les cas de figure, le sport paraît signifier la simplicité de l’homme occupant la fonction, l’exemple de Nicolas Sarkozy contraste par l’individualisme de la discipline à laquelle il s’adonne. Signe de l’évolution des pratiques autant peut-être que de la société, cette pratique paraît consacrer la solitude du Président à la tête de l’État, quand ses prédécesseurs misaient sur la démonstration de leur esprit d’équipe.

*Primus inter pares*, le président de la République se montre également, parfois, comme un Français « normal » pour reprendre la formule de François Hollande, et démontre des valeurs culturelles proches de celles de ses concitoyens. C’est le cas lors des vacances présidentielles. On pense à Georges Pompidou en famille dans sa propriété de Cajarc, lisant une biographie de Bonaparte sur une chaise longue, ou se promenant avec son épouse au milieu des brebis. Une vie familiale, certes bourgeoise

mais simple et rurale, contraste saisissant avec la rigueur du Général et d'Yvonne de Gaulle. Alors premier secrétaire du Parti socialiste, François Mitterrand accorde une interview à l'émission *30 millions d'amis* en mai 1977, depuis sa bergerie de Latche. On l'y entend parler de ses chiens et de ses ânes, ainsi que de la faune locale. Image d'un homme simple menant en vacances une vie presque paysanne, que l'on peut voir comme une réponse aux caricatures du président de la République alors en exercice, souvent grimmé en Louis XV par la presse. Image également d'un homme proche de la terre et de sa famille, de valeurs traditionnelles et rassurantes. À l'inverse, les premières vacances du président Hollande en 2012 suscitèrent tout à la fois l'inquiétude quant à leur longueur et à l'attentisme politique qu'elles sous-tendaient<sup>139</sup>, et les moqueries — Nicolas Sarkozy ira jusqu'à parler des « Bidochons en vacances »<sup>140</sup> — quant à une « normalité » qui, au-delà de l'argument de campagne, apparaissait soudain comme en décalage avec la fonction et l'*éthos* associés à la présidence de la République.

Pensons encore à la relation directe et personnelle mise en scène par certains locataires de l'Élysée avec les Français. Alors que sa popularité chez les agriculteurs est en berne, François Mitterrand n'ira-t-il pas, sur les conseils de Jacques Pilhan et de Gérard Collé, « casser la croûte », en toute simplicité (du moins en apparence), chez des fermiers près d'Aurillac en juillet 1984 ? Les invitations à dîner chez les Français de Valéry et d'Anne-Aymone Giscard d'Estaing semblaient participer de la même logique. Selon la formule qu'il avait utilisée lors de l'annonce de sa candidature, il s'agissait de « regarder la France au fond des yeux » et d'entrer dans l'ordinaire des Français. Mais une telle mise en scène, moins maîtrisée, ne paraîtra-t-elle pas maladroite et condescendante ? Cette représentation, d'une présidence accessible, simple et proche des Français évoque également l'image de Jacques Chirac, perçu comme un bon vivant aux goûts simples. Dominique de Villepin rappelle ainsi « son goût pour les bières Corona » et la dimension « rabelaisien[ne] chez lui, dans cet appétit, cette joie de vivre et cette volonté de partager »<sup>141</sup> et de fait, cet aspect de la personnalité de Jacques Chirac, cette mise en scène d'un chef de l'État adepte de la bonne franquette, caricaturés par les *Guignols de l'Info*, assureront une part non négligeable de sa popularité.

Cette proximité, cette simplicité sont aussi signifiées par le président Giscard d'Estaing jouant de l'accordéon. Dès septembre 1970, depuis sa mairie de Chamalières, le ministre de l'Économie et des Finances évoque avec Danièle Gilbert, animatrice à

---

<sup>139</sup> Bruno ROGER-PETIT, *Les longues vacances de François Hollande révèlent-elles un président inquietant ?*, L'Obs, 21 août 2012.

<sup>140</sup> AFP, *Hollande "bidochon", Trierweiller "sotte", Fillon "loser" : Sarkozy dézingue tous azimuts*, L'Obs, 5 novembre 2014.

<sup>141</sup> Dominique de VILLEPIN, *Mémoire de paix pour temps de guerre*, Grasset, 2016.



succès de l'émission *Midi Première*, son « violon d'Ingres », dont il a appris à jouer, précise-t-il, alors qu'il était soldat en Autriche. Et le futur Président de jouer quelques notes de cet instrument icônique de la France du bal musette, si éloigné de la légitimité culturelle bourgeoise que l'on peut associer à celui qui est aujourd'hui académicien. Dans un autre registre, on se souvient également de la surprenante interview en 1985 de François Mitterrand sur le plateau d'Yves Mourousi<sup>142</sup>. Le Président, dont ses communicants souhaitent moderniser l'image face à son jeune Premier ministre Laurent Fabius<sup>143</sup>, y montre sa connaissance des évolutions langagières et du verlan : il s'agit d'illustrer un chef de l'État « chébran », en phase donc avec les transformations de la société, sa jeunesse et sa vitalité. Le capital culturel de François Mitterrand ne tarde cependant pas à transparaître lorsque, alors que l'animateur lui demande « si c'est l'enfer la vie de président », il précise : « C'est difficile. Si "c'est l'enfer" ça veut dire "c'est difficile"... [alors] "c'est l'enfer". Mais si ça veut dire bon... *La Divine Comédie*... non ! ». Enfin, pensons à Nicolas Sarkozy, mettant en scène<sup>144</sup> sa relation avec Carla Bruni lors de leur visite à Disneyland Paris, faisant aussitôt la une de la presse à sensation. Au-delà de cette peopolisation, très critiquée à l'époque, n'est-ce pas le choix du lieu en tant que symbole de la culture américaine qui fut réprouvé ? Le Président choisira d'ailleurs ensuite de se laisser photographier en compagnie de sa future épouse sur le site archéologique de Pétra, en Jordanie.

Au demeurant, outre ces évidentes mises en scènes communicationnelles, la rupture générationnelle déjà évoquée et que nous plaçons au tournant des quinquennats de Jacques Chirac et de Nicolas Sarkozy, pourrait être une clef d'analyse supplémentaire de cette évolution de l'illustration du capital culturel des chefs de l'État. On l'a dit, une certaine forme de similarité peut être observée dans l'enseignement et le parcours académique des cinq premiers présidents de la Cinquième République : tous ont été élèves de l'école de la Troisième République (et, il est vrai, de la Quatrième dans le cas de Jacques Chirac). Il n'est donc pas surprenant de constater une certaine permanence dans leurs acquis culturels ; on a déjà évoqué les principes pédagogiques de cette éducation, notamment en matière de langues anciennes et de rhétorique. Nicolas Sarkozy et François Hollande, qui ont à un an près le même âge, ont eux aussi suivi une éducation similaire, même si le second, diplômé de trois grandes écoles (HÉC, Sciences Po, ÉNA), a suivi des études plus poussées que le premier (diplômé en droit de l'université Paris-Nanterre). S'il paraît hasardeux d'expliquer l'amoindrissement de la mise en scène du capital culturel des présidents par ce seul changement de génération au sommet de l'État

---

<sup>142</sup> Yves MOUROUSI, *Ça nous intéresse, M. le Président*, TF1, émission du 28 avril 1985.

<sup>143</sup> Cédric TOURBE, Laurent DUCASTEL, *Devenir président et le rester : les secrets des gourous de l'Élysée*, Yami 2 pour France Télévisions, 2011.

<sup>144</sup> Vanessa SCHNEIDER, *La vie privée comme stratégie politique*, Le Monde, 2 février 2017.

— et nous reviendrons sur cette question — force est de constater que ni Nicolas Sarkozy, ni François Hollande ne se sont distingués par la démonstration d'une relation à la culture particulièrement dense.

Il apparaît donc que lorsque les présidents de la République font montre de pratiques culturelles plus communes à l'ensemble des Français, ils se positionnent dans une dimension de proximité et de simplicité, contrastant avec l'*éthos* de leur fonction. Faire appel aux valeurs traditionnelles (ruralité, terroir, famille), user d'une analogie sportive, se montrer en Français parmi les Français semble encore une fois participer de l'étreinte de l'ensemble du spectre national : le Président comprend ses concitoyens parce qu'il est lui-même un homme avec une vie et des goûts comparables à ceux partagés par tous. Ses valeurs sont celles qui font la France. Il représente les Français en ce qu'il leur est semblable. On pense bien sûr ici à l'image d'une monarchie qui, autrefois, se voulait accessible : au bon roi Henri et à sa poule au pot, dont l'image d'Épinal a véhiculé la proximité avec ses sujets : il est le souverain, accueilli chez des paysans ou, pour user d'une terminologie mitterrando-macronienne, il est Jupiter descendu parmi les hommes. Pourtant, on voit bien à travers les exemples cités, à quel point, si la démonstration d'un capital culturel légitime est incontestable et sacralisante, celle de pratiques populaires est périlleuse au plan communicationnel, ainsi que nous le développerons plus loin. Lorsque l'homme apparaît davantage que le souverain, la crédibilité du Président peut s'en trouver affaiblie.



Il apparaît donc que l'*éthos* « gaullo-capétien », c'est-à-dire issu à la fois de la tradition française d'incarnation de l'exécutif, et de l'apport décisif du général de Gaulle (dans les institutions comme dans sa pratique), se manifeste en grande partie par la monstration de capitaux légitimes (qu'ils soient symboliques ou purement culturels). Tous les successeurs du Général se confronteront à cet *éthos* préconstruit — avec succès ou non — le faisant évoluer au gré des circonstances politiques et sociales. Nous pouvons donc valider notre première hypothèse de travail, en lui adjoignant cependant l'introduction progressive d'un capital culturel supplémentaire, peu mis en avant par le fondateur de la Cinquième République, les pratiques que nous qualifions de populaires. Ce sont bien deux dimensions qui se dessinent ici : d'une part une logique communicationnelle, et d'autre part une distinction que nous avons déjà esquissée entre *éthos* présidentiel et *éthos propre*, entre corps humain et corps politique.

## II

### **Le *storytelling* du capital culturel des présidents de la République comme modalité d'un dialogue entre les « deux corps du roi »**



#### **Deuxième hypothèse**

***À la lumière de la théorie des « deux corps du roi »,  
la lecture de cette mise en scène du capital culturel des présidents de la  
République correspondrait  
à la double nature du chef de l'État,  
à la fois homme et représentant de la Nation.***

## CHAPITRE TROISIÈME

### S'inscrire dans des filiations de légitimité ; Démontrer sa singularité par la rupture

---

Il convient maintenant de poser une analyse en termes de processus de communication. Les usages culturels et symboliques qui s'attachent à et nourrissent l'*èthos* présidentiel, semblent en effet principalement s'articuler autour de deux dynamiques. Dans cette optique, nous avons construit une grille de lecture de l'usage des capitaux culturels des présidents de la République, qui comporte un premier versant tendant à démontrer qu'il s'agit, pour les présidentiables et les Présidents, de s'inscrire dans des filiations de légitimité (I), tout en démontrant leur singularité par la rupture (II).

#### I - S'inscrire dans des filiations de légitimité

Nous avons esquissé, dès l'introduction de notre étude, l'idée d'un référentiel spécifiquement français qui, par-delà les ruptures politiques, inscrit une forme de continuité historique, symbolique et culturelle dans l'*èthos* des chefs de l'État. Nous avons également souligné, dans la construction de la Cinquième République, la place majeure au plan symbolique prise par le général de Gaulle dans la constitution postérieure de l'*èthos* présidentiel. Nous avons enfin indiqué, le paradigme éducationnel dans lequel nos premiers présidents de la République ont été élevés. Véritable « système de références »<sup>145</sup>, ce paradigme a incontestablement participé de la structuration de l'*èthos* présidentiel, en ce qu'il a servi de modèle aux chefs de l'État successifs. Posons donc l'idée, plus générale et englobante, du référentiel « gaullo-capétien » déjà évoqué, structurant dans la fabrique de l'*èthos* présidentiel sous la Cinquième République. « Entrer dans l'habit » de la fonction, pour reprendre une nouvelle fois le vocabulaire journalistique, appelle donc à une légitimation du dépositaire de la fonction par rapport à ce référentiel, que la seule élection au suffrage universel — et même si c'était l'objectif de la réforme de 1962 — ne suffit manifestement pas à asseoir. Encore convient-il de distinguer différents types de légitimation, dont les exemples que nous avons précédemment cités ont déjà jeté les premiers traits. En somme, avant et après l'onction du suffrage universel, qu'est-ce qu'être présidentiable puis président de la République au

---

<sup>145</sup> Judith LYON-CAEN, in Emmanuel LAURENTIN, *Dans la bibliothèque des présidents : la formation littéraire des présidents*, La fabrique de l'histoire, France Culture, émission du 13 février 2017.

prisme du capital culturel ? Ne s'agit-il pas d'être une figure politique incontestable, une figure crédible de compétence et d'autorité, et de se conformer au modèle dont nous avons rappelé la constitution ? Nous postulons que dans ces trois registres, la mise en scène du capital culturel participe aussi de la construction de l'*éthos* présidentiel. Dans ces trois catégories, les premières illustrations que nous avons choisies concernent plus particulièrement le politique en tant qu'homme (l'*éthos propre* à chacun en tant qu'homme politique, et donc la présidentialité), et les dernières le rôle présidentiel au sens d'une représentation sociologique (l'*éthos* du monarque républicain que nous avons rappelé, ou la présidentialité).

Si la dynamique stratégique tient surtout de l'affirmation d'une assise électorale, dont ni De Gaulle, ni Pompidou, ni Giscard d'Estaing n'ont fondamentalement besoin<sup>146</sup>, François Mitterrand s'appuie manifestement sur son ancrage territorial. En 1975, il évoque ainsi son enracinement géographique par la littérature chez Bernard Pivot. Il indique ainsi : « Ah Jules Renard c'est le côté nivernais ! Je suis devenu député de la Nièvre il y a bien longtemps, en 1946. [...] Et c'est devenu aussi mon pays. Dirais-je que j'y suis très attaché... c'est normal, vous le comprendrez. Et parmi les écrivains de cette région, on trouve aussi bien Claude Tillier, Romain Rolland, un peu plus loin, un peu plus haut, du côté de la Puisaye, Colette, et puis alors en plein, Jules Renard ». Ici, Mitterrand manifeste clairement sa connaissance de sa terre d'adoption politique à travers ses lectures. Un peu plus tôt, dans le même entretien, il évoquait Maurice Barrès dans ces termes : « J'ai terriblement aimé, chez Barrès — ce qui reste en moi un élément capital de l'évolution, qui me touche même, au fond — c'est la géographie de la France, le visage de la France, le visage physique de la France [...] son apparence, telle qu'elle est, comme ça, sa géologie, ses couleurs ». Quelques années plus tôt, Jacques Chirac faisait déjà référence à ses origines corréziennes, allant jusqu'à parler le patois limousin avec un paysan devant les caméras en 1970. Le futur président de la République paraît bien ainsi mobiliser des pratiques culturelles au service de son ancrage territorial. Plus récemment, le président Macron n'a-t-il pas nommé son chien Nemo<sup>147</sup> en référence au capitaine du même nom dans *Vingt mille lieues sous les mers* de Jules Verne ? Pour un président de la République sans circonscription électorale d'origine, la référence à l'écrivain d'Amiens, sa ville de naissance, semble en l'espèce signifiante.

L'ancrage culturel et identitaire du président de la République se manifeste en aussi dans une dimension idéologique, notamment quand il s'agit de faire appel à des

---

<sup>146</sup> Le Général par sa stature, Georges Pompidou dans sa posture d'héritier, et Valéry Giscard d'Estaing, par la monstration de sa jeunesse et de sa technicité et par le contexte accéléré et donc favorable de la disparition de son prédécesseur. On a déjà vu cependant, que ce dernier se met en scène depuis son fief auvergnat au début des années 1970.

<sup>147</sup> *Nemo* qui signifie en latin, relevons-le, « personne ».

références politiques connues de tous. Si Georges Pompidou s'inscrit directement dans l'héritage gaulliste et gaullien, c'est surtout à François Mitterrand que nous pouvons penser, lorsqu'il choisit de rendre un hommage, le 21 mai 1981, à Victor Schœlcher, à Jean Jaurès et à Jean Moulin au Panthéon. Le président tient manifestement non seulement à sacraliser son entrée à l'Élysée, mais encore et surtout à livrer un symbole puissant d'une gauche enfin arrivée au pouvoir. Sous les mouvements de la 9<sup>e</sup> symphonie de Beethoven (hymne européen depuis 1972), la rose à la main (emblème du socialisme français), le Président qui a promis de « changer la vie » marche seul vers les Grands Hommes et inscrit ses pas dans ceux de ces figures tutélaires. La même logique est observable le 4 novembre 1994, lorsque Jacques Chirac déclare sa candidature à l'élection présidentielle, depuis Lille, le jour de la Saint Charles, dans un entretien à *La Voix du Nord*. Il s'agit évidemment de convoquer la mémoire du général de Gaulle, natif de la ville, et de se placer dans la filiation idéologique du fondateur de la Cinquième République. Dans son discours de campagne du 24 avril 2007, Nicolas Sarkozy dépassera même les clivages dans une triangulation stratégique, évoquant les mémoires de « Jaurès et des dreyfusards, celle de De Gaulle et des Français libres », mais aussi du jeune résistant Guy Môquet : se plaçant à la fois dans la lignée du Général et des figures socialistes et communistes, il affirme donc vouloir être le Président de tous les Français, y compris de ceux qui ne voteront pas pour lui. Quant au président Hollande, très contesté à l'époque par une partie de sa majorité, il tentera en mai 2016 de se replacer dans la filiation historique de son camp. Depuis la salle Wagram, il affirme agir et être de gauche, à l'occasion des 80 ans de l'accession au pouvoir du Front populaire et des 35 ans de celle de François Mitterrand<sup>148</sup>. On se trouve bien dans une légitimation idéologique par les références culturelles et historiques.

Un deuxième type de légitimation, pré-présidentielle, se fonde sur la crédibilité et l'autorité de l'homme. C'est l'idée du philosophe-roi platonicien dont nous avons évoqué plus haut la prégnance du modèle, et qui se manifeste à travers plusieurs facteurs. On pense en premier lieu au *cursus honorum*<sup>149</sup>, dont tous les présidents — à l'exception de Nicolas Sarkozy — sont des représentants exemplaires. Si Charles de Gaulle, fils d'un professeur de l'enseignement libre, n'a pas le profil académique d'un intellectuel, son passage par les bancs de l'École spéciale militaire manifeste néanmoins un solide parcours universitaire. Par ailleurs, sa figure d'autorité passe par une autre dimension que celle des études : il est avant tout l'Histoire. Le très brillant cursus de Georges Pompidou, normalien, major de l'agrégation de lettres, diplômé de l'École libre des Sciences politiques, l'inscrit dans la méritocratie et l'ascension sociale qui sont les traits marquants

---

<sup>148</sup> Pierre-Alain FURBURY, *Hollande affirme s'inscrire dans la lignée de Blum et Mitterrand*, Les Échos, 3 mai 2016.

<sup>149</sup> Cf. Annexe.

de la Troisième République. Celui de Valéry Giscard d'Estaing — polytechnicien et énarque — témoignent d'un intellect parfaitement incontestable et de sa compétence de technocrate. Avec François Mitterrand, diplômé de droit et de lettres ainsi que de l'École libre des sciences politiques, avocat au barreau de Paris, on revient à un paradigme plus classique. Première évolution notable, si Jacques Chirac apparaît dans sa jeunesse comme un technocrate, diplômé de Sciences Po, de l'ÉNA et de la *summer school* de la très prestigieuse université Harvard<sup>150</sup>, sa stratégie politique et communicationnelle va très vite évoluer vers l'image de l'homme sympathique et proche des gens. On a rappelé plus haut la formation très solide de François Hollande et, quant à Emmanuel Macron, si son double échec à l'entrée de la rue d'Ulm est resté une déception, ses multiples diplômes (hypokhâgne, khâgne, maîtrise et DEA de philosophie, Sciences Po) sont couronnés par son passage par l'École nationale d'administration en 2004. Nicolas Sarkozy apparaît bien ici comme une exception, mais c'est paradoxalement sur ce registre qu'il capitalisera en partie lors de son élection en 2007 : lui n'est pas issu du sérail, il s'est construit seul, il a une vision nécessairement plus pragmatique, laisse-t-il en creux savoir aux Français. En somme, le cursus est bien un marqueur de légitimité, dans son exhibition, notamment avec les jeunes présidents Giscard d'Estaing et Macron, ou dans la revendication de sa spécificité dans le cas du président Sarkozy. Pourtant, au regard de la surdiplomation quasi générale de nos chefs de l'État, il semble bien que la réussite académique soit, plus qu'un gage de crédibilité, un présupposé requis, plus ou moins mis en valeur selon l'*ethos propre* à chaque président de la République et la conjoncture.

Abordons l'objet livre qui, au-delà du champ littéraire que nous avons évoqué, nous semble être inscrit dans les gènes de la représentation de l'*ethos* présidentiel. Si l'on a vu que tous les présidents de la République se sont pliés à l'exercice de l'écrit (ne serait-ce que dans une visée programmatique), le livre apparaît comme un objet sémiologique que l'on peut analyser en tant que symbole (sagesse et connaissance) de l'idéal-type wébérien rationnel-légal. De fait, en lieu et place du sceptre et de la couronne de Louis XIV, dont le portrait par Hyacinthe Rigaud fait figure de modèle pour de nombreux portraits officiels postérieurs<sup>151</sup>, c'est bien le livre qui apparaît comme *regalia* chez nos chefs de l'État modernes. Ainsi, sur l'ensemble de nos présidents de la République, quatre ont choisi de réaliser leurs portraits officiels dans la bibliothèque de

---

<sup>150</sup> On pense au jeune collaborateur puis secrétaire d'État de Georges Pompidou qui est perçu comme un « hussard [...] sur le passage [duquel on ne veut pas être], le jour où il chargera sabre au clair » (Pierre VIANSSON-PONTÉ, *Vus de Suisse*, Le Monde, 12 mai 1975).

<sup>151</sup> L'historien Joël Cornette voit dans « Ce tableau [...] l'archétype des portraits officiels au-delà même des ruptures historiques : depuis la III<sup>e</sup> République, les présidents sont représentés dans une posture proche de celle du roi » (Joël CORNETTE, *Portrait officiel de Louis XIV*, [histoire-image.org](http://histoire-image.org), 2012).

l'Élysée<sup>152</sup>, l'un allant même jusqu'à tenir *Les Essais* de Montaigne dans ses mains, tandis qu'un cinquième, l'actuel locataire du palais, a lui-même disposé trois livres choisis sur son bureau lors de la pose (*Le Rouge et le Noir* de Stendhal, *Les Nourritures terrestres* de Gide, *Les Mémoires de Guerre* du général de Gaulle). Cette monstration d'ouvrages et d'éditions classiques (Emmanuel Macron choisit la collection de la Pléiade, et met en scène, on l'a dit, les livres qui couvrent son « bureau de travail »), se retrouve chez François Mitterrand qui, amateur d'ouvrages rares, quittait régulièrement l'Élysée pour les librairies et les échoppes de bouquinistes. Mettre en scène l'objet livre participe donc bien de la construction de l'*éthos* quasi monarchique. Alors qu'on sait que Nicolas Sarkozy avait critiqué *La Princesse de Clèves* et s'était trompé sur le titre du roman « 1793 » de Victor Hugo, il se remet en scène très rapidement et à plusieurs reprises avec des livres sous le bras, on y reviendra. Quant à François Hollande, on l'avait notamment vu quitter une librairie pendant la campagne de 2012, avec un *Petit éloge de la gentillesse* et une *Histoire de la virilité*, même si ces choix étaient manifestement destinés à davantage signifier sa différence avec son adversaire que son goût propre<sup>153</sup>. Aussi, si avec Christian Le Bart<sup>154</sup>, on peut affirmer que la figure du président-écrivain (de discours ou d'ouvrages) — au point que le livre politique est devenu un objet banalisé et un outil de communication mobilisé par tout politique cherchant à acquérir une envergure nationale — fait bien partie de la démonstration de la présidentialité, il apparaît que l'objet livre est un symbole incontournable de l'*éthos* présidentiel et de la légitimation de l'autorité.

Enfin, le dernier type de légitimité sous le prisme duquel nous proposons de lire le capital culturel des présidents de la République est bien sûr l'adéquation avec l'*éthos* présidentiel tel que nous l'avons défini. Or, adopter l'*éthos* présidentiel sous la Cinquième République, on l'a dit, c'est bien se légitimer en tant qu'incarnation de la fonction et représentation de la Nation. Les politiques de grands travaux, qu'on a évoquées sous l'angle de la continuité historique dans laquelle ils s'inscrivent, sont également exemplaires de la manifestation régaliennne qu'ils induisent. Georges Pompidou avait ainsi tenu à bouleverser le cœur de la capitale en le dotant d'un centre d'art contemporain à l'architecture audacieuse dans le quartier de Beaubourg. À sa suite, Valéry Giscard d'Estaing initie le projet de musée des arts des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles dans l'ancienne gare d'Orsay, mais aussi le parc de la Villette et la Cité des Sciences et de l'Industrie. Mais

---

<sup>152</sup> Il s'agit des présidents de Gaulle, Pompidou, Mitterrand et Sarkozy. Ce qui constitue une véritable innovation par rapport aux présidents des régimes précédents : certes, les présidents Thiers, Grévy, Fallières, Millerand, Doumergue, Doumer et Lebrun appuient négligemment leur main sur quelques livres, mais aucun ne donne pour cadre à leur portrait la bibliothèque du palais.

<sup>153</sup> Jean-Marie DURAND, *Que lit François Hollande ?*, Les Inrockuptibles, 20 mai 2012.

<sup>154</sup> Christian LE BART, *Rôle présidentiel et disposition littéraire : les livres des présidentiables*, in *Mots* n°112, 2016.



c'est surtout François Mitterrand qui semble vouloir marquer de son empreinte régaliennne la capitale. On l'a vu, sous un autre angle, pour la Grande Arche de la Défense et pour le Grand Louvre, ajoutons maintenant : le ministère de l'Économie et des Finances<sup>155</sup> construit symboliquement à l'Est de Paris ; en bord de Seine, près de Jussieu, l'Institut du Monde arabe, qui montre l'ouverture de la France aux cultures orientales ; la Cité de la Musique de la Villette, qui offre aux quartiers populaires un accès à un art légitime ; l'opéra Bastille, qui réinvestit la symbolique de la place emblématique de la Révolution en y inscrivant un symbole de culture élitiste ; la Grande Bibliothèque, qui poursuit l'œuvre des rois, toujours à l'Est de la ville. Jacques Chirac, dernier président bâtisseur, ajoutera le musée des arts premiers quai Branly, manifestant dans la pierre sa passion pour les cultures extra-européennes. Tous ces projets, sortis de terre *ex nihilo*, embrassent ici une dimension symbolique forte et puissamment régaliennne : il s'agit bien d'assumer un rôle d'initiateur, de décideur, et d'impulser une politique ambitieuse, une vision renouvelée de la France et de sa société. Perçues comme le « fait du prince », ces politiques de grands travaux sont intrinsèquement liées à la posture du président bâtisseur, dont l'*éthos* rappelle encore une fois son caractère de monarque républicain.

Non seulement les présidents de la République construisent, mais encore ils s'inscrivent dans les héritages de l'Histoire à travers leur choix et leur usage de certains « lieux de mémoire », au sens que Pierre Nora<sup>156</sup> donne à cette notion, c'est-à-dire un objet « où une société quelle qu'elle soit, nation, famille, ethnie, parti, consigne volontairement ses souvenirs ou les retrouve comme une partie nécessaire de sa personnalité »<sup>157</sup>. Le cas du château de Versailles est ainsi emblématique. Lorsque le général de Gaulle choisit de réinvestir le palais<sup>158</sup> pour les réceptions d'État, le Président se place sur le même plan que les monarques de l'Ancien Régime. Citons ainsi à la visite de Krouchtchev en avril 1960, guidé à travers les salons par André Malraux, ou le dîner d'État organisé dans la Galerie des Glaces pour le couple Kennedy en juin 1961. Bien sûr,

---

<sup>155</sup> Initié en conséquence du Grand Louvre, le ministère de Bercy est évoqué par le Président en conférence de presse comme devant prendre place « dans des lieux aussi noble qu'il le mérite, mais sans qu'il y ait de confusion excessive entre l'état de fonctionnaire de cette noble maison et les objets d'art qu'il convient de montrer au public » (conférence de presse du 24 septembre 1981).

<sup>156</sup> Pierre NORA dir., *Les lieux de mémoire*, Gallimard, 1997.

<sup>157</sup> Jacques LE GOFF dir., *La nouvelle histoire*, Retz, 1978, p. 401.

<sup>158</sup> Bien sûr, Versailles a toujours été utilisé par les chefs de l'État ou du gouvernement depuis la fin de la Révolution. Napoléon Ier avait restauré Trianon pour son usage personnel, Louis-Philippe en avait fait un musée, Napoléon III y avait reçu Victoria, Clemenceau avait tenu à signer le traité réglant le sort de l'Allemagne défaite dans la Galerie des Glaces, et les Troisième et Quatrième républiques y procédaient aux élections présidentielles. Dans tous les cas de figure, y compris en 1870, lorsque Bismarck et Guillaume de Prusse choisissent la grande galerie pour proclamer l'empire d'Allemagne, le choix de ce lieu de mémoire paraît éminemment symbolique et politique. La plus grande personnalisation de la Cinquième République ne confère-t-elle pas au choix de Versailles par les présidents de la République une résonance encore plus forte ?

ici comme dans les cas ultérieurs, la dimension diplomatique est déterminante et il s'agit en grande partie de rehausser la France au niveau des deux superpuissances de la Guerre froide. Pourtant, l'investissement direct du chef de l'État dans le choix et les travaux engagés à Versailles soulignent les dimensions à la fois fortement symbolique et personnelle qui s'y attachent. Et dès août 1961, le Général décide, en s'y déplaçant lui-même<sup>159</sup>, de faire moderniser Trianon-sous-Bois pour en faire une résidence de la présidence et des hôtes de l'État. D'ailleurs, certains des successeurs de Charles de Gaulle continueront à user du palais : on pense notamment à Valéry Giscard d'Estaing recevant le shah et la shabanou d'Iran dès juin 1974 (et plus tard, entre autres, Jimmy Carter puis Hussein de Jordanie en 1978). François Mitterrand à son tour, en juin 1982 à l'occasion du sommet du G7, alors que Jacques Attali propose d'abord de tenir cette réunion à Latche, répond : « Et pourquoi pas Versailles ? »<sup>160</sup>. C'est donc bien le choix du chef de l'État lui-même, que de donner à ce sommet un lustre particulier dans ce lieu de mémoire<sup>161</sup>. Si les fastes des galas et des feux d'artifice ne se réitéreront pas sous les mandats suivants, les réceptions plus intimes à Versailles se poursuivront (Jacques Chirac et Angela Merkel en janvier 2006 ; Nicolas Sarkozy et Mouammar Kadhafi en décembre 2007 ; François Hollande et Xi Jinping en mars 2014 ; et on reparlera plus loin de l'utilisation du palais par Emmanuel Macron).

D'autres « lieux de mémoire » sont utilisés par les présidents de la République : on pense à la pyramide du Louvre sous laquelle François Mitterrand recevra les chefs d'État du G7 en juillet 1989 ; à la tombe du général de Gaulle à Colombey devant laquelle Jacques Chirac rendra un hommage en 1995 lors de son investiture ; à la cascade du bois de Boulogne où Nicolas Sarkozy convoquera la mémoire des résistants fusillés. Dans tous ces exemples, le choix personnel du Président traduit une dimension éminemment symbolique et souligne, par la culture et l'histoire associées à ces lieux, non seulement la grandeur de la France, mais encore la continuité dans laquelle ils cherchent à s'inscrire.

Dans tous les cas, cette inscription dans les héritages de l'histoire — et la relation à la littérature des présidents pourrait tout à fait être interprétée de façon similaire — semble bien souligner à quel point ceux-ci se conforment à l'*ethos* légué par leurs prédécesseurs (monarques et présidents). Il s'agit bien, dans une très large mesure, de se conformer à un modèle.

---

<sup>159</sup> Fabien OPPERMANN, *De Gaulle et Versailles*, in Château de Versailles Magazine n°10, 2013.

<sup>160</sup> Éric ROUSSEL, *François Mitterrand, de l'intime au politique*, Robert Laffont, 2015, p. 491.

<sup>161</sup> Précisons que des raisons logistiques ont également présidé à ce choix : « l'augmentation du nombre de délégations et du nombre de participants » était ainsi une cause (Fabien OPPERMANN, *Le Versailles des présidents : 150 ans de vie républicaine chez le Roi Soleil*, Fayard, 2015, p. 154).

## II - Démontrer sa singularité par la rupture

Cependant, la permanence de l'idée de rupture offre une deuxième grille de lecture, qui semble pertinente dans le cadre de notre analyse. Depuis l'origine de la Cinquième République, cette volonté de se démarquer de leur(s) prédécesseur(s), chez les présidents, paraît en partie s'incarner à travers la mise en scène de leurs capitaux culturels et symboliques. Si l'on excepte le général de Gaulle, dont la rupture est davantage institutionnelle vis-à-vis de la Quatrième République — il y a cependant une volonté initiale d'en finir avec le « régime des partis », manifestation de l'*éthos* gaullien — ces ruptures successivement revendiquées ou sous-tendues par les présidents de la République paraissent en outre s'inscrire dans une certaine adéquation avec la contemporanéité de la période en question.

Le président Pompidou, perçu comme et ayant revendiqué être l'héritier politique du Général — il a été son collaborateur puis son Premier ministre pendant dix ans — manifeste sa spécificité par la relative modernité qu'il accompagne et qu'il assume. Dans la France des Trente Glorieuses où la croissance semble donner confiance aux Français dans leur avenir, la modernité de ce mandat ne passe pas seulement par l'ambitieuse politique industrielle portée par le Président, elle s'incarne également dans les pratiques culturelles du chef de l'État. Sa passion pour l'art contemporain se manifeste par le projet de Beaubourg, à la fois dans la conception de ce projet culturel (décloisonnement des cultures, construction d'un lieu où elles dialogueraient entre elles), et bien sûr dans l'architecture si osée et si critiquée du bâtiment. Les salons contemporains décorés par Pierre Paulin et l'installation cinématique de Yaacov Agam au palais de l'Élysée soulignent encore ce goût personnel et cette modernité de la présidence Pompidou. Et on a déjà parlé du style plus décontracté adopté par le président de la République lorsqu'il séjourne dans sa propriété de Cajarc, en famille.

À son tour, Valéry Giscard d'Estaing apparaît en complète rupture avec son prédécesseur. Le soir de sa victoire, le nouveau président de la République, souvent comparé au cours de la campagne à John Kennedy, s'exprime en anglais devant la presse. Lorsqu'il entre à l'Élysée, c'est à pied, soulignant encore sa jeunesse et sa vitalité, tout autant que sa simplicité. Sa modernité frappe encore avec son portrait officiel réalisé par Jacques-Henri Lartigue : pour la première fois, le format est horizontal, la photo montre un président de la République souriant, fixant l'objectif, en costume de ville et en extérieur. On a déjà relevé les pratiques culturelles populaires (football, accordéon) mises en scène par Valéry Giscard d'Estaing dans les années précédant son arrivée au sommet de l'État, on peut ici rappeler la mise en scène de sa vie familiale. Son épouse apparaît à

la télévision à ses côtés lors des vœux aux Français pour l'année 1976 ; le Président est également filmé dans les jardins de l'Élysée avec son braque Jugurtha, dans des images qui ne sont pas sans évoquer les présidences américaines ; en 1979, dans l'émission *30 millions d'amis*, sa fille et son mari se laissent filmer avec leur chien Othon (filmé un an plus tôt depuis l'Élysée dans les bras du Président). Après la si pesante agonie de son prédécesseur, cette mise en scène du chef de l'État offre évidemment plusieurs niveaux de lecture : jeunesse, vigueur, et simplicité pour celui qui est volontiers perçu comme un technocrate et un grand bourgeois. Ces démonstrations semblent également participer d'une communication plus en phase avec les évolutions de la société française des années 1970.

François Mitterrand manifeste à son tour, de façon évidente, sa rupture avec le mandat de Valéry Giscard d'Estaing. Celui qui appelait, en référence à Arthur Rimbaud, à « changer la vie », ne répondait-il pas dès la campagne électorale aux aspirations de la jeunesse ? Au demeurant, on a déjà évoqué la dimension marketing et électoraliste qui est à l'œuvre dans le positionnement de fin lettré opéré par François Mitterrand face au brillant technicien Valéry Giscard d'Estaing<sup>162,163</sup>. Quant à Jacques Chirac, on peut en partie analyser sa revendication d'une identité populaire, d'une figure gargantuesque, comme une réaction à la figure souveraine d'un Mitterrand érudit et ayant figé la présidence de la République dans une magnification « gaullo-capétienne » de l'*éthos* présidentiel.

Nicolas Sarkozy, qui prononce lui-même le mot de « rupture » dans sa campagne — et ce, alors même qu'il était ministre de son prédécesseur — montre son dynamisme et sa vitalité. Il est « Sarko l'Américain » pour la presse, tout en revendiquant ses origines de « petit Français au sang mêlé ». L'hyperprésidence s'inscrit également dans cette dimension américaine, le chef de l'État souhaitant ériger l'Élysée en véritable Maison blanche à la française. Son vocabulaire, ses fautes de français, contrastent avec la diction si caractéristique et si désuète de Jacques Chirac : il se veut le Président qui parle comme les Français, qui fait corps avec la France populaire et travailleuse. Tout en étant un homme sportif, pratiquant le cyclisme et le jogging, il est parallèlement le président « bling bling » du *Fouquet's* et des yachts, celui qui assume sa réussite et sa richesse, dans ce qui sera parfois jugé comme une exhibition peu adéquate avec la fonction présidentielle, mais qui fait en partie écho à la société des années 2000 : il redynamise,

---

<sup>162</sup> Christian LE BART, *Rôle présidentiel et disposition littéraire : les livres des présidentiables*, in *Mots* n°112, 2016.

<sup>163</sup> Emmanuel LAURENTIN, *Dans la bibliothèque des présidents : François Mitterrand, l'amour des lettres*, La fabrique de l'histoire, France Culture, émission du 16 février 2017.

par sa jeunesse et sa décomplexion revigorantes une société marquée par la longueur des quatre mandats de ses deux prédécesseurs.

À l'inverse, François Hollande revendique une « présidence normale », c'est-à-dire apaisée après le tourbillon de Nicolas Sarkozy. Peut-être plus qu'au cours d'aucune autre campagne présidentielle, la distinction claire d'avec son prédécesseur, la monstration d'un *ethos propre* en rupture totale, sont mobilisées comme outil de communication. Et cette dimension se montre en partie par la mise en scène du capital culturel de François Hollande, lorsqu'il choisit, on l'a mentionné, des ouvrages de philosophie consacrés à la gentillesse et à la virilité. Mais la normalité hollandaise se démontre également par l'absence de mise en scène, comme le rappelle Denis Pingaud dans son ouvrage *L'homme sans com*<sup>164</sup>, y compris de son capital culturel.

Quant à Emmanuel Macron, c'est sans doute aussi en réaction au peu de mise en scène de son prédécesseur qu'il choisit de réinvestir le terrain de l'*ethos* présidentiel, on y reviendra plus amplement. L'actuel chef de l'État semble procéder à un syncrétisme de l'*ethos* de la plupart de ses prédécesseurs : du Général il prend les *Mémoires de Guerre* (portrait officiel) et, au plan politique, construit son mouvement au-delà des partis, autour de sa personne ; comme Pompidou il assume son amour des lettres et s'inscrit dans une idée de modernité et de renouveau français ; comme Mitterrand il se présente en monarque républicain, véritable président jupitérien<sup>165</sup>, jusqu'à dupliquer au Louvre l'intronisation de la rue Soufflot en 1981, au son de la 9<sup>e</sup> symphonie de Beethoven ; comme Sarkozy, n'est-il pas en partie un hyperprésident ? D'ailleurs, cette idée de synthèse est véhiculée par la communication gouvernementale. En octobre 2017, Richard Ferrand déclare « Comme De Gaulle, il a une vision. Comme Pompidou, c'est un homme de lettres. Comme Giscard, un inspecteur des finances, comme Mitterrand, un homme d'histoire. Comme Chirac, il est empathique. Il a un vrai intérêt pour les gens. Quand il croise quelqu'un, il passe du temps avec lui, c'est pour ça qu'il est toujours en retard. Mais comme Sarkozy, il est hyper énergique et, comme Hollande, il a de l'humour. Ce mélange fait sa singularité »<sup>166</sup>.

Cette perpétuelle rupture se manifeste également par l'évolution de la mise en scène de la vie de famille des présidents de la République. Bien sûr, il convient d'emblée de préciser que c'est également une évolution plus profonde qui est ici à l'œuvre, en ce sens que le verrou autour de la vie privée semble avoir considérablement évolué à la

---

<sup>164</sup> Denis PINGAUD, *L'homme sans com*, Le Seuil, 2013.

<sup>165</sup> On notera d'ailleurs son utilisation du pupitre « Jupiter » dessiné pour François Mitterrand.

<sup>166</sup> Jannick ALIMI, Henri VERNET, *Richard Ferrand : "Ce budget n'est pas un cadeau aux riches"*, Le Parisien, 19 octobre 2017.

faveur de la peopolisation de la vie publique. Mais la démonstration d'une vie privée en adéquation avec les évolutions sociétales semble participer de la singularisation des chefs de l'État. À la rigueur du Général et de Madame de Gaulle, succède la mondanité du couple Pompidou et la mise en scène bourgeoise de leur vie privée (à l'église, en vacances...). La vie familiale de Valéry Giscard d'Estaing, dont on a dit la mise en scène, paraît encore très idéalisée avant l'irruption de la double vie de François Mitterrand et à la « légitimation » médiatique (là-encore quasi royale) de Mazarine en 1994. La mise en avant du petit-fils de Jacques Chirac, de la vie de couple de sa fille Claude, et l'adoption de la jeune Vietnamiennne Anh Đào en 1979 à l'époque des *boat-people*, participe de cet accompagnement des évolutions de la société. La famille recomposée qui foule le tapis rouge de l'Élysée en mai 2007, le divorce de Nicolas Sarkozy, son remariage avec la chanteuse Carla Bruni, et la naissance de leur fille Giulia (à l'inverse peu médiatisée, dans un souci soudain revendiqué de discrétion) participent d'une mise en scène permanente qui correspond aux évolutions sociétales. La singularité du couple Hollande-Royal reste en mémoire même après leur séparation et le surgissement du *people* dans la vie privée du président de la République (séparation annoncée par dépêche AFP, concomittante des révélations par le magazine *Close* d'une nouvelle relation) semble en l'espèce caractériser un dépassement de la communication présidentielle par l'appétit de la presse à sensations. Quant à la configuration inédite du couple Macron — sur laquelle on reviendra — et à la réponse qu'il apporte, lui-même, aux rumeurs sur sa double sexualité, ne s'inscrivent-elles pas, là encore, dans les évolutions sociétales françaises ?

Dans l'ensemble de ces exemples, la dimension de rupture semble aussi prégnante que l'est la conformité au référentiel gaullo-capétien de l'*éthos* présidentiel. Et on le voit, le capital culturel mobilisé dans toutes ces occurrences, comporte une pluralité de dimensions. La mobilisation du patrimoine historique et symbolique dans la communication des chefs de l'État fait « médiation », au sens donné à ce terme par Bernard Lamizet<sup>167</sup>, et permet la consolidation du lien social entre le Président et ses administrés. Et la valorisation de la famille, qui inscrit symboliquement la communication présidentielle dans le politique, c'est-à-dire dans les valeurs qui structurent la vie sociale, qui suivent la structuration des groupes sociaux, rappelle au regard de l'évolution des formes de médiatisation qu'il n'y a pas de capital culturel essentialisé, mais que sa mobilisation est liée au contexte sociopolitique dans lequel il s'inscrit.

---

<sup>167</sup> Bernard LAMIZET, *La médiation politique*, L'Harmattan, 2000.

## CHAPITRE QUATRIÈME

### **Le *storytelling* du capital culturel des présidents de la République sous le prisme de la théorie des deux corps du roi**

---

Nous poserons, dans cette partie, que la mise en scène, la « théâtralisation » pour reprendre le vocabulaire de Georges Balandier<sup>168</sup>, des capitaux culturels — quels qu'ils soient — rejoint en l'espèce ce que Christian Salmon qualifie de *storytelling*<sup>169</sup> (I). Surtout, nous l'avons déjà esquissée précédemment, mais il convient de poser explicitement cette hypothèse : la mise en scène de ses capitaux culturels traduirait la double nature du président de la République. De fait, il est *primus* mais *inter pares*, il est chef de l'État et représentant de la Nation, il est à la fois souverain et humain, pour reprendre la distinction historique, politique et théologique analysée par Ernst Kantorowicz<sup>170</sup> (II).

#### **I - La narration dans la mise en scène du pouvoir**

Le chercheur Christian Salmon, dans son essai sur le *storytelling*, revient largement sur la genèse de cette technique empruntée aux scénaristes et écrivains, puis investie par le marketing, le management et enfin la communication politique. Construire un « engrenage narratif », ancré dans la durée, enchanteur et signifiant, permet selon l'auteur « de plaquer sur la réalité des récits artificiels, de bloquer les échanges, de saturer l'espace symbolique de séries et de *stories* [sans] raconter l'expérience passée, [mais] en traçant les conduites et en orientant les flux d'émotions », et de se détourner du « raisonnement rationnel ou du discours scientifique »<sup>171</sup>. Née aux États-Unis, cette pratique est assez précocément appliquée à la politique américaine par le président Ronald Reagan : « sous sa présidence, le discours officiel fit appel davantage au discours imagé des histoires qui s'adressaient au cœur des Américains qu'à leur raison, à leurs émotions plutôt qu'à leurs opinions », analyse Christian Salmon. « Les anecdotes se

---

<sup>168</sup> Georges BALANDIER, *Le pouvoir sur scènes*, Fayard, 2006.

<sup>169</sup> Christian SALMON, *Storytelling, la machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*, La Découverte, 2008.

<sup>170</sup> Ernst KANTOROWICZ, *Les deux corps du roi*, in *Œuvres*, Gallimard, 1989.

<sup>171</sup> Christian SALMON, *Storytelling, la machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*, La Découverte, 2008, pages 17-18.

substituèrent aux statistiques dans le discours officiel. Et les fictions du Président, à la réalité »<sup>172</sup>.

Pour le chercheur, il faut attendre Nicolas Sarkozy pour que le *storytelling* soit importé en France. Son élection et son mandat ont « inauguré un nouveau cycle dans la vie politique française et [ont] bouleversé les formes du pouvoir exécutif tel que ses prédécesseurs l'avaient exercé depuis la fondation de la Cinquième République »<sup>173</sup>. Aussi, dans la mise en scène du capital culturel des présidents, depuis les débuts de la Cinquième République, on pourrait voir, en extrapolant la thèse de Christian Salmon, un *proto-storytelling*. Citant le professeur de journalisme à Columbia, Evan Cornog, le chercheur rappelle en effet : « Depuis les origines de la république américaine jusqu'à nos jours, écrit-il, ceux qui ont cherché à conquérir la plus haute charge ont dû raconter à ceux qui avaient le pouvoir de les élire des histoires convaincantes, sur la nation, ses problèmes et, avant tout, sur eux-mêmes. [...] Sans une bonne histoire, il n'y a ni pouvoir ni gloire. »<sup>174</sup>. Cette analyse américaine semble pleinement transposable à la situation française. Que la technique de communication ait été conceptualisée dans les années Reagan ne paraît pas invalider une existence antérieure du procédé. Cette mise en scène des détenteurs du pouvoir par la narration d'un récit, fictif ou non, rejoint ce que Roland Barthes écrivait dès 1966 : « Sous ses formes presque infinies, le récit est présent dans tous les temps, dans tous les lieux, dans toutes les sociétés ; le récit commence avec l'histoire même de l'humanité ; il n'y a pas, il n'y a jamais eu nulle part un peuple sans récit. [...] International, transhistorique, transculturel, le récit est là comme la vie »<sup>175</sup>.

Dans l'analyse de Christian Salmon, la spécificité du *storytelling* politique consiste en ce que l'élu se fait, comme Nicolas Sarkozy, le « principal narrateur » de ses récits, « structur[e] l'action politique en séquences cohérentes, et [lui donne] le rythme et la forme d'un feuilleton permanent dans lequel alternent les épisodes de la vie publique et de la vie privée »<sup>176</sup>. On est ici tout près de ce que les communicants de François Mitterrand avaient qualifié d'« écriture médiatique » : il s'agit bien de maîtriser l'agenda médiatique en imposant ses sujets. Ne peut-on cependant ajouter avec Roland Barthes, que le récit dont nous postulons qu'il est ici à l'œuvre, relève davantage de la

---

<sup>172</sup> Christian SALMON, *Storytelling, la machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*, La Découverte, 2008, pages 127.

<sup>173</sup> *Ibid*, p. 215.

<sup>174</sup> *Ibid*, p. 9.

<sup>175</sup> Roland BARTHES dir., *Introduction à l'analyse structurale du récit*, in *Communications* volume 8, n°1, 1966.

<sup>176</sup> Christian SALMON, *Storytelling, la machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*, La Découverte, 2008, p. 215.



« mythologie »<sup>177</sup>, c'est-à-dire d'un système de communication. Il n'y a pas tant besoin d'un narrateur unique : les symboles et les représentations utilisés ont un ou plusieurs sens pour leurs récepteurs, et participent de la construction de l'image de celui qui en est l'objet. Plus largement, s'agit-il donc ici d'une permanence des « grands récits », dont pourtant Jean-François Lyotard annonçait l'éclatement dans sa théorisation de la postmodernité<sup>178</sup>, et donc la « théâtralisation » du pouvoir se poursuivrait naturellement comme le pose Georges Balandier<sup>179</sup>, ou bien d'un éclatement des « grands récits » dont parle le philosophe, dont le *storytelling* ne serait plus qu'un dernier avatar, à comprendre comme une nécessaire re-« théâtralisation » du champ politique comme vecteur narratif d'identification ?

Suivant Georges Balandier nous postulons que, qu'il y ait ou non fin des grands récits, la mise en scène du pouvoir est bien une nécessité, observable tout au long de la Cinquième République. Et celle-ci se manifeste notamment par la mise en scène de l'*éthos propre* à chaque président de la République et celle de l'*éthos* présidentiel préconstruit, au travers du capital culturel. De fait, même le *storytelling*, comme le rappelle Christian Salmon, a pour but de constamment fabriquer et renouveler des récits. Ainsi, en racontant leur destin propre, leur capitaux culturels propres, leur *éthos propre*, les présidents de la République successifs paraissent, légitimer leur *éthos* de présidentiables et nourrir l'*éthos* présidentiel, dans un rapport à l'idée, aux références, aux représentations de la France.

Par toutes les productions médiatiques et au regard des conjonctures, des représentations signifiantes se forment ainsi autour des récits de chaque président de la République. Charles de Gaulle, jusque dans son patronyme, incarne la France et son Histoire. Si dès ses écrits de jeunesse, il se mettait en scène en général sauveur de la France dans un conflit contre l'Allemagne<sup>180</sup>, il est l'homme du 18 Juin, l'homme providentiel capable de guider la France dans la période troublée qui voit la fin de la Quatrième République, comme il l'avait été pendant la guerre. Figure militaire d'autorité, il s'agit pour lui de neutraliser la référence historique au régime de Vichy, et c'est bien pourquoi il rappelle dès mai 1958 qu'il a « rétabli[t] » les libertés publiques fondamentales et qu'il n'est pas question pour lui de « commence[r] une carrière de dictateur ». Georges Pompidou, exemple de la méritocratie républicaine de la Troisième République, prouve par son *éthos propre*, la normalité de l'accession à la bourgeoisie dans la France des

---

<sup>177</sup> Roland BARTHES, *Mythologies*, Point, 1970.

<sup>178</sup> Jean-François LYOTARD, *La condition postmoderne*, Minuit, 1979.

<sup>179</sup> Georges BALANDIER, *Le pouvoir sur scènes*, Fayard, 2006.

<sup>180</sup> Charles de GAULLE, *Lettres, notes et carnets, 1905-1908*, Plon, 1980, p.7-8.

Trente Glorieuses. Valéry Giscard d'Estaing, brillant technicien personnifie la jeunesse et la modernité, quand son nom rappelle l'histoire de France et réconcilie en quelque sorte bourgeoisie et aristocratie, dans une synthèse qui n'est pas sans rappeler l'orléanisme idéologique dans lequel son mouvement politique s'inscrit, si l'on en suit la théorie de René Rémond<sup>181</sup>. François Mitterrand, nous raconte l'histoire que ses conseillers en communication, Pilhan et Collé, théoriseront : il est l'homme sage, serein et mystique de « la force tranquille », il est le père jupitérien, transfiguré par la première cohabitation en incarnation majestueuse et éthérée de l'*èthos* présidentiel, de la « génération Mitterrand ». Jacques Chirac, par son ancrage local en Corrèze, livre l'image d'une méritocratie républicaine, du cadet de Gascogne monté vers la capitale, dans un parcours mené à la hussarde, quasi mousquetaire à la Dumas (on est ainsi tenté de voir un lien avec la panthéonisation de l'écrivain par le Président en 2002), mais est aussi l'érudit nourri par les cultures extra-européennes. Il est à la fois bien de chez nous et d'ailleurs, traduisant la vocation de la France à parler à toutes les cultures. Nicolas Sarkozy, « petit Français au sang mêlé », est donc un Français de choix et de cœur, dont la réussite est assumée. La singularité de François Hollande dans cette lecture est bien le manque d'investissement du champ narratif. Certes, il est l'ancien collaborateur de François Mitterrand, il est donc *a minima* l'un de ses héritiers, mais comme cela a été analysé par Denis Pingaud, il est surtout le pudique « homme sans com' ». Il est cependant aussi, nous avait dit Gaspard Gantzer lors d'une précédente étude, un homme proche et sympathique : « le Président de la République a des atouts et des faiblesses, comme tout le monde, mais son principal atout c'est sa personnalité. C'est quelqu'un d'honnête, d'empathique, d'accessible, de proche, d'aimant. Et c'est une dimension de sa personnalité qui gagne toujours à être connue, parce que<sup>182</sup> les Français demandent un président humain, accessible, fraternel. Le président de la République est tout cela. Il n'est pas un président de droit divin ». Enfin, Emmanuel Macron, on l'a rappelé en citant Richard Ferrand, paraît se présenter comme étant tous les autres, et plus encore : De Gaulle en plus jeune, Pompidou en plus charismatique, Giscard d'Estaing en plus humble, Mitterrand en plus moderne, Chirac en plus policé, Sarkozy en plus calme, Hollande en plus habile.

Jusque dans les « traversées du désert », véritable représentation propre à la politique française, ces hommes prouvent leur adhésion à ce qui fait la France. En dehors de Valéry Giscard d'Estaing et d'Emmanuel Macron, tous ont connu une période plus ou moins longue de retrait. En substance, cette traversée du désert ne nous dit-elle pas que

---

<sup>181</sup> René RÉMOND, *Les droites en France*, Aubier, 1992.

<sup>182</sup> Soulignons la locution conjonctive « parce que », qui induit ici un rapport de cause à effet singulier : c'est parce que les Français demandent un président humain, accessible et fraternel, qu'il faudrait que François Hollande démontrât qu'il l'est.

l'homme est à même de prendre du recul sur lui-même, de mûrir sa réflexion, de démontrer aussi sa ténacité dans l'adversité ? Et une telle représentation ne fait-elle pas écho à celle d'une France qui, d'Alésia à Waterloo, de Sedan à juin 1940, sans oublier la crise algérienne qui voit la naissance de la Cinquième République, était qualifiée par Victor Hugo de « vaincue sublime »<sup>183</sup> ?

Il s'agirait donc bien, avec la mise en scène, la narration, le *storytelling* de l'*éthos propre* à chaque président de la République, de faire corps avec la France même, de s'élever jusqu'au sublime — dans les échecs qui mènent à la présidence comme dans les succès qui y conduisent — pour incarner non plus seulement sa propre personne, mais la Nation toute entière. Ainsi, par le récit autour de ces « lieux de mémoire », tels que les définit Pierre Nora, les présidents de la République accèdent à la légitimation que la seule élection ne peut conférer. Une légitimation qui est au-delà de l'idéal-type rationnel-légal wébérien, dans une dimension presque magique, qui n'est pas sans faire écho aux deux corps du roi théorisés par Ernst Kantorowicz.

## II - Les deux corps du roi

Dans son très célèbre ouvrage *Les deux corps du roi*, Ernst Kantorowicz analyse la théorie médiévale qui a posé, en même temps que les premiers jalons de l'État moderne, la construction progressive et par strates (une royauté christo-centrique, une royauté juridico-centrique, une royauté stato-centrique) d'une métaphore, véritable fiction logique, selon laquelle le corps du détenteur du pouvoir est double : il serait doté d'un « "Corps naturel [qui] est un Corps mortel, sujet à toutes les infirmités qui surviennent par Nature ou Accident, à la faiblesse de l'enfance ou de la vieillesse, et aux déficiences semblables à celles qui arrivent aux corps naturels des autres gens" » ; et d'un « "Corps politique [qui] est un Corps qui ne peut être vu ni touché, consistant en une société politique et en un gouvernement, et constitué pour la direction du peuple et la gestion du Bien public" »<sup>184</sup>. L'application de cette doctrine juridique ancienne avec la pratique de la Cinquième République n'est pas neuve : récemment, le communicant Thierry Saussez a appliqué de façon très critique cette théorie au quinquennat de François Hollande<sup>185</sup> ; à propos du même mandat, la chercheuse Juliette Charbonneaux a montré comment l'intrusion du *people*, y compris dans les médias généralistes, avait désacralisé la fonction présidentielle. Il s'agit donc pour nous de considérer que la vitalité de cette théorie

---

<sup>183</sup> Victor HUGO, discours en séance à l'Assemblée nationale, 1er mars 1871.

<sup>184</sup> Ernst KANTOROWICZ, *Les deux corps du roi*, in *Œuvres*, Gallimard, 1989, p. 657.

<sup>185</sup> Thierry SAUSSEZ, *Les deux corps du Président*, Robert Laffont, 2013.

(Juliette Charbonneaux parle de « croyance dans cette dualité des corps »<sup>186</sup>), s'exprime en grande part à travers la mise en scène du capital culturel, véritable modalité de dialogue entre les corps physique et politique du président de la République.

Comme le montre Juliette Charbonneaux, l'« habitude du public français à la découverte de la vie privée de leurs représentants », doublée par l'injonction grandissante à la transparence, « comporte un risque »<sup>187</sup> : celui de désacraliser, notamment aux yeux des médias et des leaders d'opinion, véritables « chambres d'écho »<sup>188</sup>, la fonction par la visibilité du corps charnel du Président. Il paraît donc malaisé, voire périlleux, de mettre en scène communicationnellement l'intimité présidentielle. D'où l'on peut déduire les stratégies communicationnelles (jeunesse, sports) de Valéry Giscard d'Estaing ou de François Mitterrand (secret autour de sa maladie) après le traumatisme issu de l'agonie et du décès du président Pompidou ; quant à l'intrusion, orchestrée ou subie, de la vie de couple des présidents Sarkozy et Hollande, elle semble consécutive d'un mouvement de fond plus difficile à contrôler : l'injonction à la transparence et la peopolisation évoquées plus haut (on ne peut, pour le moment, pas considérer qu'il y ait une inversion de cette dynamique par le président Macron ayant lui-même fait l'objet de critiques pour la mise en scène de sa vie de couple en une de *Paris Match*). La monstration strictement charnelle du corps physique du président de la République paraît donc pouvoir affaiblir le corps politique, comme en témoignent les nombreux commentaires journalistiques qui ont vu dans le *storytelling* de la vie de couple de Nicolas Sarkozy<sup>189</sup>, ou dans la perte de contrôle par François Hollande de la sienne, une atteinte profonde à la dignité de la fonction. Et l'on pourrait envisager que c'est l'une des évolutions les plus notables entre l'application de la métaphore kantorowiczienne à la logique monarchique (le corps humain est intrinsèquement lié à la dimension politique, puisque la succession dynastique importe dans le cadre d'une royauté) et à la logique républicaine (le corps humain y est minimisé puisqu'il doit représenter un corps « désincorporé »<sup>190</sup>, celui du peuple tout entier). En somme, une monstration maîtrisée de la vie privée est aujourd'hui nécessaire, mais la peopolisation accrue autour de la dimension charnelle affaiblit l'*éthos* présidentiel.

Conséquence d'une part de la plus grande séparation entre vie privée et vie publique qui avait cours aux débuts de la Cinquième République, et d'autre part de ce

---

<sup>186</sup> Juliette CHARBONNEAUX, *Les deux corps du Président, ou comment les médias se laissent séduire par le peuple*, Les Petits matins, 2015, p. 113.

<sup>187</sup> *Ibid*, p. 21.

<sup>188</sup> *Ibid*, p. 35.

<sup>189</sup> Emmanuel DÉSVEAUX, *Les deux corps du roi et ses avatars républicains*, Le Monde, 14 mai 2012.

<sup>190</sup> Édouard DELRUELLE, *Démocratie et désincorporation*, in *Noesis* n°12, 2007.

risque communicationnel contemporain, nous postulons que la monstration du capital culturel revient donc à mettre en scène une part dévoilable du corps physique. C'est ce que laisse penser une ancienne ministre interrogée dans le cadre de travaux actuellement menés sur le capital culturel des élus nationaux<sup>191</sup>, qui indique : « La culture apparaît comme l'intimité révélabile. [...] Les lectures de plage, c'est au fond la même chose que la photo de vacances ».

En sorte que le corps physique est montrable à travers les pratiques culturelles, dans une mise en scène subliminale qui permettrait donc, pour le responsable politique, de satisfaire la curiosité et le voyeurisme supposés des électeurs. Les images des propriétés ou des vacances présidentielles, de Charles de Gaulle à Colombey à Georges Pompidou dans le Lot, de Valéry Giscard d'Estaing à Saint-Jean-Cap-Ferrat à François Mitterrand à Latche, de Jacques Chirac à Bitty à Nicolas Sarkozy au Cap Nègre, de François Hollande sur le littoral<sup>192</sup> à Emmanuel Macron au Touquet, participent de cette monstration possible du corps humain du président de la République, dans une dimension à la fois accessible et similaire à celui de l'ensemble des Français.

On pense aussi à la récente émission *Une ambition intime*, dans laquelle l'animatrice Karine Le Marchand recevait certains candidats à l'élection présidentielle dans le cadre factice du domicile recréé des personnalités en question, évoquant notamment leurs pratiques culturelles (émission qui reprend le concept de *Questions à domicile*, qui offrait « une part importante à l'exhibition de livres et de biens culturels »<sup>193</sup>). Dans ces deux cas télévisuels, on se trouve bien face à la croyance revendiquée par les productions d'une meilleure appréhension de la personnalité politique par son « intimité révélabile » et notamment donc au travers du capital culturel. On accompagne aussi l'évolution sociétale et l'individualisation du champ politique évoquée par Christian Le Bart, tout comme la progressive peopolisation contemporaine.

On a déjà abordé cette dimension plus haut, le capital culturel pouvant être clivant — au plan des hiérarchies sociales évoquées par Bourdieu, ou même au plan politique — cette mise en scène paraît aussi laisser croire à l'opinion en une correspondance entre les pratiques culturelles et l'ancrage — local, idéologique — du responsable politique : on a cité l'exemple de François Mitterrand évoquant ses lectures de jeunesse chez Bernard Pivot, citant notamment Maurice Barrès, dont il précise : « Alors j'ai quitté Barrès assez

---

<sup>191</sup> Aurore LAMBERT, Projet de thèse sur le capital culturel des élu-e-s nationaux, 2017.

<sup>192</sup> Même si, en l'espèce, on a rappelé la mauvaise maîtrise de l'image présidentielle et les critiques qui en avaient découlé.

<sup>193</sup> Brigitte LE GRIGNOU, Érik NEVEU, *Intimités publiques. Les dynamiques de la politique à la télévision*, in *Revue française de science politique* n°6, 1993.

vite, et l'homme politique que je suis aujourd'hui répudierait bien entendu bien des aspects de ce Barrès-là ».

Surtout, dans cette mise en scène du capital culturel, et dans toutes les dimensions de la monstration d'un *ethos propre* par les pratiques culturelles légitimes que nous avons traitées, il semble y avoir l'idée, en suivant Pierre Bourdieu et Roland Barthes, que l'élévation par la culture légitime permet d'ancrer un homme dans une dimension dominante ou mythologique. Ou pour reprendre la métaphore énoncée par Ernst Kantorowicz, de grandir le corps humain et de l'emmener mystiquement vers le corps souverain. Et en l'espèce, tous les chefs de l'État depuis le général de Gaulle ont livré, même *a minima*, une parcelle de leur intimité à travers leurs goûts littéraires notamment : Éluard pour Pompidou, Maupassant pour Giscard d'Estaing, Lamartine pour Mitterrand, Dumas pour Chirac, Zweig pour Sarkozy, Camus pour Hollande, Char pour Macron. Que ces goûts participent d'une mise en scène ou soient réels semble peu importer en définitive : ils livrent une parcelle de l'intimité du corps humain du président de la République et peuvent laisser les exégètes y voir une ou plusieurs signification(s). La seule qui paraisse compter paraît être l'élévation qui en découle (ou n'en découle pas dans les cas de Nicolas Sarkozy et de François Hollande), tant la littérature apparaît comme une « vertu nationale »<sup>194</sup>, une garantie de protection politique au sens où l'évoque Roland Barthes<sup>195</sup>, qui traduit et ancre dans le « génie national », et rehausse l'humain vers le souverain.

Dès lors, toutes les dimensions évoquées précédemment qui participent de l'*ethos* présidentiel au plan culturel et symbolique, semblent entrer dans une logique de sacralisation du chef de l'État, autant au plan de son corps physique que de son corps politique. Et il devient délicat de distinguer clairement ce qui relève de l'un ou de l'autre, même lorsque les pratiques semblent initialement relever strictement de la représentation de l'État et de l'apparat républicain. On touche au mysticisme qui, pour paraphraser Kantorowicz, paraît difficilement réductible à « l'examen froid et scientifique des faits et de la raison [au risque de] perd[re] beaucoup de son attrait »<sup>196</sup>. Cette difficulté de distinction est d'ailleurs soulignée par l'historien, qui précise que « les deux corps du roi forment ainsi une unité indivisible, chacun étant entièrement contenu dans l'autre »<sup>197</sup>.

---

<sup>194</sup> Judith LYON-CAEN, in Emmanuel LAURENTIN, *Dans la bibliothèque des présidents : la formation littéraire des présidents*, La fabrique de l'histoire, France Culture, émission du 13 février 2017.

<sup>195</sup> Roland BARTHES, *De Gaulle, les Français et la littérature*, France Observateur, 12 novembre 1959.

<sup>196</sup> Ernst KANTOROWICZ, *Les deux corps du roi*, in *Œuvres*, Gallimard, 1989, p. 653.

<sup>197</sup> *Ibid*, p. 659.

Certains exemples issus des présidences de la Cinquième République traduisent assez bien cette « unicité indivisible ». Charles de Gaulle portant tour à tour, et suivant les circonstances politiques, l'habit civil, l'habit de gala, l'uniforme, ou l'uniforme de parade (comme sur son portrait officiel), montre à la fois son *èthos propre* (il est général et son uniforme rappelle l'homme du 18 Juin) et son *èthos* présidentiel (habits civils de l'élu républicain, *primus inter pares*, habit de gala lors des réceptions d'État, uniforme de parade mêlant les deux dans le portrait officiel). Dans le même ordre d'idées, il paraît difficile de réduire Beaubourg à sa seule dimension d'inscription monumentale à Paris ou de caractéristique de l'*èthos* pompidolien : le centre est bien à la fois l'un et l'autre. L'ascension rituelle de la roche de Solutré par François Mitterrand, apparemment monstration du seul corps physique du Président et de son *èthos propre* (mysticisme attaché au lieu dans sa dimension millénaire comme dans sa dimension géographique, souvenir de la Résistance), devient dans une logique quasi curiale (la comparaison avec Louis XIV et Marly a été faite à de nombreuses occasions<sup>198</sup>) une manifestation de l'*èthos* présidentiel. Et pour reprendre les deux bureaux du président Macron que nous évoquions, lorsque le chef de l'État convie les caméras dans son « bureau de travail » (donc dans celui qui traduit son corps humain), il n'en reste pas moins le chef de l'État (et donc le souverain). Dans tous ces cas, c'est bien un dialogue entre les deux corps du roi qui est donné à voir, par le truchement des capitaux culturels.



Revenant à notre hypothèse, il semble donc bien que, dans une double démarche visant à la fois, par l'inscription dans diverses formes de légitimité, à la conformité vis-à-vis d'un *èthos* présidentiel préconstruit que nous qualifions de « gaullo-capétien », et à la singularisation de leur *èthos propre* par la rupture, les présidents de la République, dans une démarche narrative et de mise en scène éminemment communicationnelle, manifestent la dualité de leur état. Et c'est manifestement en grande part autour des capitaux culturels et symboliques que cette dialectique paraît s'articuler. Il convient désormais d'en chercher la confirmation à travers d'une part l'affaiblissement contemporain de la monstration du capital culturel légitime des chefs de l'État, et d'autre part dans la dynamique inverse opérée par Emmanuel Macron.

---

<sup>198</sup> Max GALLO, *La gauche est morte : vive la gauche !*, Odile Jacob, 1990, p.27.

### III

**Vers un affaiblissement de la prégnance du paradigme du président-lettré dans notre société contemporaine ?**



#### **Troisième hypothèse**

***Malgré un affaiblissement contemporain de la mise en scène du capital culturel des présidents de la République, on assisterait à une remobilisation de la figure du président-lettré***



## CHAPITRE CINQUIÈME

### Un affaiblissement contemporain de la mise en scène politique du capital culturel du chef de l'État ?

---

Nous nous pencherons ici sur l'atténuation de la monstration des capitaux culturels légitimes des présidents de la République au cours des dernières décennies, notamment à partir des mandats de Jacques Chirac, mais surtout sous les quinquennats de Nicolas Sarkozy et de François Hollande. Nous verrons que des raisons objectives concourent à cet affaiblissement (I), et nous observerons les démonstrations et les ressorts communicationnels qui peuvent l'expliquer (II).

#### I - Des raisons objectives concourant à l'affaiblissement de la mise en scène du capital culturel des chefs de l'État

Nous postulons que quatre ruptures s'opèrent dans le courant des années 2000, contribuent à expliquer l'affaiblissement du paradigme du président-lettré et l'*éthos* d'un chef de l'État dont la sacralisation serait en partie exprimée par la culture légitime : une rupture institutionnelle et une rupture médiatique, qui aboutiraient à une accélération du temps politique ; une rupture générationnelle et une rupture de société, qui entraîneraient directement l'affaiblissement de cette mise en scène communicationnelle.

En premier lieu, l'accélération du temps politique paraît découler d'une double rupture. Institutionnellement, depuis le référendum de septembre 2000 sur le quinquennat, la durée du mandat présidentiel s'est trouvée réduite, laissant moins de champ d'action au chef de l'État et au gouvernement pour mettre en œuvre les mesures portées lors de l'élection. Parallèlement, les Français étant appelés aux urnes plus fréquemment, le regard qu'ils portent sur nos élus est, semble-t-il, plus pressé et plus exigeant. Surtout, pour Bastien François<sup>199</sup>, le président de la République est désormais contraint à descendre plus fréquemment — et donc à s'user plus rapidement — dans l'arène médiatique, en raison de l'accélération de son propre calendrier. Christian Salmon va plus loin : « La légitimité du Président en place, issue du suffrage universel, est

---

<sup>199</sup> Bastien FRANÇOIS, *Quinquennat, conséquences politiques*, Economica, 2001.

relativisée par les calculs de ses concurrents virtuels qui se préparent au prochain rendez-vous électoral [...] À peine l'élection terminée, on pense à la suivante »<sup>200</sup>.

Le quinquennat en lui-même n'est pas l'unique responsable de cette accélération du temps politique : la réforme concomitante du calendrier parlementaire<sup>201</sup>, qui réajuste les calendriers présidentiel et parlementaire en inversant l'ordre de la tenue des élections de telle sorte que les législatives n'interviennent qu'après la présidentielle, est pour beaucoup dans cette accélération. Pensée comme renforcement du fait majoritaire, barrage aux périodes de cohabitation, et donc comme accroissement de l'autorité de l'Élysée, cette double réforme semble surtout accentuer la nécessaire implication du président de la République. Le législateur pensait amplifier la prééminence du chef de l'État, il a dans les faits renforcé son omniprésence, le rendant par là-même plus susceptible d'être affaibli communicationnellement, et donc politiquement.

Troisième élément contribuant à cette accélération du *tempo*, l'institutionnalisation progressive des primaires (primaires internes du PS en 2006, primaires ouvertes du PS en 2011, primaires ouvertes du PS et de LR en 2016), nouveau type d'échéance qui, non seulement réduit encore le mandat présidentiel, mais semble affaiblir symboliquement le président de la République. L'essayiste Christian Salmon écrit ainsi en 2014 : « Le processus de la primaire, initié par le Parti socialiste en 2011 et que l'UMP envisage d'adopter à son tour, n'a fait qu'aggraver l'affaiblissement de la fonction présidentielle inscrit dans la réforme du quinquennat. Celui qui avait été placé au sommet de la Cinquième République par la construction institutionnelle a été rabaissé, contraint de défendre son statut et ses prérogatives contre ses nombreux rivaux qui aspirent tous au premier rôle. La primaire socialiste a échappé à ses promoteurs ; elle a agi comme un virus sur le programme informatique de la Cinquième République, un cheval de Troie qui brouille la répartition des rôles et les prérogatives des uns et des autres »<sup>202</sup>.

À cette accélération du temps politique, répond — ou se sur-ajoute — une accélération du temps médiatique. C'est l'ère de l'hypermédiatisation. « Le développement accéléré des technologies de l'information, l'omniprésence et la pression grandissantes des médias dans la vie politique, et leur promotion récente comme institution quasi exclusive de légitimation, mais aussi l'évolution des mentalités et des mœurs, imposent aux acteurs de la politique et de l'information des contraintes réputées implacables, parfois inconciliables, aux effets imprévisibles déjouant parfois leurs

---

<sup>200</sup> Christian SALMON, *Les derniers jours de la V<sup>e</sup> République*, Fayard, 2014, p. 30-31.

<sup>201</sup> Loi organique n°2001-419 du 15 mai 2001 modifiant la date d'expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale.

<sup>202</sup> Christian SALMON, *Les derniers jours de la V<sup>e</sup> République*, Fayard, 2014, p. 30-31.

intentions initiales », explique le journaliste Régis Soubrouillard<sup>203</sup>. La « BFMisation de la vie politique »<sup>204</sup> analysée par Thierry Devars, dont il date le véritable envol du mandat de Nicolas Sarkozy (même si les chaînes d'information en continu sont apparues dès la fin des années 1990), si elle est régulièrement dénoncée par nos élus pour le format réduit qu'elle leur offre, la constante immédiateté avec laquelle elle rapporte — et, à l'occasion, déforme — le réel, la frénésie passagère et volatile qu'elle entretient autour de non-événements, s'est imposée aujourd'hui comme une composante essentielle de l'expression publique.

L'irruption du *people* dans la vie politique française se manifeste jusque dans les médias généralistes, comme le démontre Juliette Charbonneaux, qui rappelle que « ceux-ci ne se sont pas contentés de s'intéresser aux pratiques de leurs confrères par le biais de la revue de presse ; ils se sont également interrogés à cette occasion sur leur part de responsabilité dans l'exposition du privé »<sup>205</sup>. « L'individualisation dans le champ politique [par] l'exhibition d'une singularité »<sup>206</sup>, que Christian Le Bart voit percer jusque dans la frénésie de publications d'ouvrages politiques — « par l'intermédiaire du livre, les politiques développent une présentation de soi qui participe de la peopolisation politique entendue comme dévoilement de la personne »<sup>207</sup>, indique le sociologue — met également en avant davantage l'individu que la fonction, davantage l'humain que le souverain, pour suivre la métaphore doctrinale de Kantorowicz ; l'*éthos propre* davantage que l'*éthos* présidentiel, pour suivre notre raisonnement. Et par là même, la fonction, l'*éthos* gaullo-capétien dont nous postulons la permanence, s'en trouve affaibli.

À ces ruptures institutionnelle et médiatique, nous ajoutons une rupture générationnelle<sup>208</sup> et une rupture de société. La première, que nous avons déjà évoquée, se manifeste de façon évidente tant au regard des dates de naissance des chefs de l'État (De Gaulle, né en 1890 ; Pompidou, né en 1911 ; Giscard d'Estaing, né en 1926 ; Mitterrand, né en 1916 ; Chirac, né en 1932 : tous sont des hommes du premier XXe

---

<sup>203</sup> Régis SOUBROUILLARD, *L'info à la chaîne : BFM TV, I-Télé, LCI*, in *Le Débat*, septembre-octobre 2014.

<sup>204</sup> Thierry DEVARIS, *La politique en continu, vers une 'BFMisation' de la communication*, Les Petits matins, 2015.

<sup>205</sup> Juliette CHARBONNEAUX, *Les deux corps du Président, ou comment les médias se laissent séduire par le people*, Les Petits matins, 2015, p.91.

<sup>206</sup> Christian LE BART, *Publier pour exister*, Politiques de communication n°7, 2016.

<sup>207</sup> *Ibid.*

<sup>208</sup> En l'espèce, depuis l'élection présidentielle de 2017, il semble que nous puissions parler de deux ruptures générationnelles à la tête de l'État : une première, qui nous occupe ici, avec l'arrivée aux responsabilités de Nicolas Sarkozy en 2007, et une seconde depuis l'élection d'Emmanuel Macron.

siècle, quand Sarkozy et Hollande, nés respectivement en 1955 et 1954 sont d'une génération ultérieure), qu'au regard de leurs formations universitaires, que nous avons déjà rappelées. Les cinq premiers présidents sont aussi des hommes des deux guerres mondiales : De Gaulle était officier lors de la Première et est devenu le héros de la Seconde ; Pompidou est le fils d'un blessé de la Grande Guerre, chevalier de la Légion d'honneur, et a été lui-même mobilisé en 1940, recevant la Croix de Guerre ; Giscard d'Estaing lui aussi fils d'un ancien combattant titulaire de la Croix de Guerre, a participé à la Libération de Paris et s'est engagé dans l'armée à 19 ans ; Mitterrand, né en plein conflit, prisonnier de guerre près de Dresde, évadé en 1941, entré dans la Résistance en juin 1942, a plusieurs fois rapporté sa vision intime de l'animosité entre Français et Allemands<sup>209</sup> ; Chirac enfin, on l'a dit, lui aussi fils d'un médaillé militaire et de la Croix de Guerre, officier de cavalerie, s'est engagé lors de la guerre d'Algérie. Ces cinq premiers présidents de la Cinquième République ont donc une connaissance personnelle, charnelle, des conflits et de l'histoire contemporaine. Leur relation à la culture (en l'espèce littéraire ou historique) est donc évidemment différente de celle de leurs successeurs.

Au-delà de cette rupture générationnelle, c'est aussi une rupture de société qui semble à l'œuvre. Dans une France désormais mondialisée, où la culture américaine a fait progressivement son entrée à la faveur du Plan Marshall de 1947, de l'introduction des procédés de communication politique aussi (on pense notamment à la campagne de Jean Lecanuet en 1965, à Valéry Giscard d'Estaing qui s'illustre comme un Kennedy français, et plus tard aux communicants de François Mitterrand, Jacques Séguéla, Gérard Collé et Jacques Pilhan), l'individualisation, on l'a vu avec Christian Le Bart et Juliette Charbonneaux, joue un rôle de plus en plus prépondérant. La fin des « grands récits », au sens entendu par Jean-François Lyotard<sup>210</sup>, fait entrer la France, comme les autres sociétés occidentales, dans l'ère postmoderne. De sorte que cette culture de masse qui s'illustre dans les capitaux culturels progressivement mobilisés par les présidents de la République comme outils de communication, semble dépasser et amoindrir les références à la culture livresque qui, de Chateaubriand chez De Gaulle à Lamartine chez Mitterrand, en passant par Maupassant chez Giscard d'Estaing et Éluard chez Pompidou, nourrissait jusque-là l'imaginaire collectif entourant l'*éthos* présidentiel.

---

<sup>209</sup> On pense notamment à son discours devant le Parlement européen, à Strasbourg en janvier 1995, dans lequel il rapporte : « Je n'ai pas acquis ma propre conviction comme cela, par hasard. Je ne l'ai pas acquise dans les camps allemands où j'étais prisonnier, ou dans un pays qui était lui-même occupé, comme beaucoup. Mais je me souviens que, dans une famille où l'on pratiquait des vertus d'humanité et de bienveillance, tout de même lorsque l'on parlait des Allemands, on en parlait avec animosité ».

<sup>210</sup> Jean-François LYOTARD, *La condition postmoderne. Rapport sur le savoir*, Minuit, 1979.

Le rôle de l'État paraît aussi s'amoinrir. L'État central semble dévitalisé de certaines des fonctions régaliennes qui jusque-là appuyaient la fonction présidentielle : à la faveur des crises économiques qui, depuis la fin des Trente Glorieuses (chocs pétroliers de 1973 et de 1979 ; crise du système monétaire européen en 1993 ; crise des *subprimes* de 2007 et crise financière des années 2010, notamment dans la Zone Euro) ; de la décentralisation amorcée par François Mitterrand en 1982 ; du rôle croissant du secteur privé dans ce qui, depuis le programme du Conseil national de la Résistance, relevait du public ; et enfin du progressif dépassement supra-national de Paris par l'Union européenne.

## **II - L'affaiblissement de la mise en scène des capitaux culturels légitimes du président de la République**

Ces différentes ruptures semblent bien contribuer à l'affaiblissement de la mise en scène des capitaux culturels légitimes du président de la République. Suivant la quadruple rupture que nous situons au tournant des années 2000, nous postulons que cet affaiblissement se manifeste dans ses premières formes avec Jacques Chirac, véritable président de transition, tant au plan générationnel (né en 1932), au plan de la société (la décentralisation est déjà établie et sera poursuivie ; Maastricht a institué l'Union européenne ; les nouvelles technologies se démocratisent), au plan institutionnel (passage du septennat au quinquennat), qu'enfin au plan médiatique (naissance des médias en continu).

L'exemple des politiques de grands travaux est en l'espèce signifiante : on peut dire que l'inauguration par Jacques Chirac, en juin 2006, du musée du Quai Branly, constitue la dernière réalisation d'un grand projet, notamment culturel, impulsé par un président de la République. Nicolas Sarkozy propose bien la réalisation d'une Maison de l'Histoire de France à l'hôtel de Soubise, sur le site des Archives nationales (un projet que l'on peut rattacher, sans conteste, à la volonté d'incarnation de la continuité historique nationale que nous avons évoquée plus haut), mais la polémique qui s'en suit, que ce soit à propos de l'impréparation logistique ou du concept même d'identité nationale<sup>211</sup>, conduit à l'abandon du musée, et l'établissement public est dissout par François Hollande en décembre 2012. Pour l'essentiel, il est à souligner que les grandes réalisations culturelles ultérieures ne relèveront plus de la volonté propre de l'Élysée, ni du financement unique de l'État. Le MuCEM de Marseille, le musée Soulages de Rodez, le Louvre hors les murs

---

<sup>211</sup> Isabelle BACKOUCHE, Christophe CHARLE, Roger CHARTIER, Arlette FARGE, Jacques LE GOFF, Gérard NOIRIEL, Nicolas OFFENSTADT, Michèle RIOT-SARCEY, Daniel ROCHE, Pierre TOUBERT, Denis WORONOFF, *La Maison de l'Histoire de France est un projet dangereux*, Le Monde, 21 octobre 2010.

de Lens, ou le centre Pompidou de Metz seront conçus en partenariat avec l'État, mais plus à son initiative.

Jacques Chirac semble également bien être l'un des derniers représentants de cette domination par le verbe. On pense au vibrant hommage funèbre qu'il rend à son prédécesseur en janvier 1996, ou à sa référence rimbaldienne du mois de septembre 2000, laquelle apparaît être une ultime manifestation de l'utilisation présidentielle de la culture livresque (même si on a rappelé que la paternité de cette formule revenait à Dominique de Villepin). Or, dans le même temps, la charnière chiraquienne s'illustre par le caractère débonnaire du président de la République, sa sympathie et son goût pour les démonstrations d'une culture simple et populaire (du Salon de l'Agriculture à Johnny Hallyday, de Line Renaud aux bières Corona) qui sont en grande partie au fondement de sa popularité, encore aujourd'hui.

L'hypermédiatisation et l'émergence des réseaux sociaux qui suivent les mandats de Jacques Chirac, concourent également à cet abaissement de la démonstration du capital culturel. D'abord parce que les fautes de français, les lapsus, les maladresses lors de citations de références culturelles<sup>212</sup>, notamment sous Nicolas Sarkozy, sont ainsi immédiatement rapportées, commentées, sujettes à polémique. Quant aux nouvelles technologies et aux réseaux sociaux, leur usage maladroit par certains présidents en matière de mise en scène du capital culturel — et donc les détournements qui peuvent s'en suivre — semble bien aller dans le même sens : Nicolas Sarkozy tweetant à propos de sa lecture estivale d'Hemingway en juillet 2015<sup>213</sup> suscite les dérivés moqueurs sur le réseau social. Les fréquentes fautes d'orthographe du compte *Twitter* de l'Élysée<sup>214</sup> — que l'on ne peut soupçonner d'être géré par le chef de l'État, mais qui est évidemment associé à la présidence — participent de la même dynamique. Ensuite parce que ces nouveaux usages laissent moins d'espace et de temps au développement d'une « pensée complexe » pour citer Emmanuel Macron, ou d'usages élitaires de la culture. La critique malheureuse de *La Princesse de Clèves* en 2006 par Nicolas Sarkozy ne se concentrait pas tant sur la qualité de l'œuvre de Madame de La Fayette, que sur l'opportunité de l'inscrire au programme d'un concours d'attaché d'administration, mais le nouveau format de l'information en continu, du montage en boucle de phrases déconnectée de leur

---

<sup>212</sup> Hors de notre champ d'étude, les exemples de Frédéric Lefebvre évoquant « Zadig et Voltaire », de Fleur Pellerin incapable de citer le nom de Patrick Modiano, ou plus récemment de Laurent Wauquiez accusé par les médias d'abaisser démagogiquement son niveau de français, traduisent bien cette hypermétropie des médias vis-à-vis des politiques.

<sup>213</sup> Certes, cet exemple nous amène au-delà de sa présidence, mais dans la mesure où Nicolas Sarkozy était un candidat potentiel au scrutin de 2017, nous considérons qu'il s'agit bien d'utiliser le capital culturel comme objet de communication dans la démonstration de la présidentialité.

<sup>214</sup> [lefigaro.fr](http://lefigaro.fr), *Les fautes d'orthographe de l'Élysée sur Twitter*, Le Figaro, 1<sup>er</sup> janvier 2017.

contexte, fragilise une position *a priori* défendable. L'historien Patrick Garcia, spécialiste des usages publics et politiques de l'histoire, rappelle par ailleurs l'évolution de la société dans son rapport au temps<sup>215</sup> : « De Gaulle s'arrête quinze jours pour écrire son discours de Québec ; François Mitterrand se met même en scène dans ses chroniques en disant "Je m'arrête, je vais visiter Vézelay, je me rappelle les vers d'Aragon [...]" », donc il prend son temps ». Et de souligner que même une fois arrivé à la présidence : « quand il recevait un écrivain, tout d'un coup son emploi du temps devenait strictement ingérable »<sup>216</sup>. De fait, l'image d'un Mitterrand flânant dans les rues de Saint-Germain-des-Prés au gré des bouquinistes, semble incompatible avec la conception actuelle de la fonction présidentielle et des responsabilités qui y sont associées.

À cela, il convient encore d'ajouter une potentielle dimension sociologique et de stratégie communicationnelle et politique. Bernard Lahire souligne d'abord le mouvement sociologique de fond qui tend à la fois à la multiplication des cultures légitimes, et à l'éclectisme des pratiques culturelles de « l'homme pluriel »<sup>217</sup>. Le sociologue relève ainsi « la baisse de l'intensité de la foi en la culture littéraire et artistique », qui revient à un affaiblissement de l'autorité conférée à la culture légitime, et donc, *in fine*, à la dilution de cette légitimité classique au cours des trois dernières décennies<sup>218</sup>. Les chercheurs Paul Bacot et Chloé Gaboriaux<sup>219</sup> rappellent également « la dégradation de l'espace public observée par Jürgen Habermas dès les années soixante » qui induit « le mode publicitaire [...] destiné avant tout à des consommateurs plus qu'à des citoyens », et transforme progressivement le discours des présidentiables qui « tendrait plus que tout autre à se réduire à une concurrence de marques plus que de projets ». Certes, l'objet des deux chercheurs n'est pas de théoriser « un appauvrissement du langage politique dans les campagnes présidentielles » auquel ils font référence, mais d'analyser comparativement les discours de présidentiables et les discours de présidents. Pourtant, à la lumière des travaux de Bernard Lahire, de cette progressive réduction du discours politique à une essence d'objet de consommation évoquée par Habermas<sup>220</sup>, et de l'injonction communicationnelle à aller vers plus de proximité (Christian Le Bart et Rémi Lefebvre

---

<sup>215</sup> Patrick GARCIA, in Emmanuel LAURENTIN, *Dans la bibliothèque des présidents : la formation littéraire des présidents*, La fabrique de l'histoire, France Culture, émission du 13 février 2017.

<sup>216</sup> *Ibid.*

<sup>217</sup> Bernard LAHIRE, *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Nathan, 1998.

<sup>218</sup> Bernard LAHIRE, *La culture des individus*, in Bulletin des bibliothèques de France n°6, 2004.

<sup>219</sup> Paul BACOT, Chloé GABORIAUX, *Discourir pour présider*, in Mots. Les langages du politique n°112, 2016.

<sup>220</sup> Jürgen HABERMAS, *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Payot, 1988, p. 69-80.

parlent d'un « impératif discursif » de la proximité<sup>221</sup>), ne peut-on considérer qu'il y aurait un volontaire affaiblissement de la mise en scène des capitaux culturels légitimes de la part des présidents de la République, une forme de « populisme » au sens où l'entendent Claude Grignon et Jean-Claude Passeron<sup>222</sup> ?

On pourrait ainsi envisager que s'opèrerait une assimilation, par les chefs de l'État et plus généralement par les responsables politiques, non seulement du « schisme culturel qui associe chaque classe d'œuvres à son public »<sup>223</sup>, mais encore d'un rejet de la monstration de l'élitisme de leurs pratiques culturelles et symboliques. Face à cette supposée défiance vis-à-vis des manifestations de la culture légitime qui serait un avatar de la domination des élites politiques, on assisterait donc à une stratégie de nivellement. Même si les premiers signes d'une telle stratégie peuvent être observés chez Valéry Giscard d'Estaing (accordéon) et François Mitterrand (Yves Mourousi), nous voyons dans les mandats de Jacques Chirac la véritable inscription de ce « populisme » culturel. Le président Chirac n'est-il pas en effet, selon le mot de François Giroud, et à l'inverse de la plupart des hommes, un lecteur dissimulant ses recueils de poésie dans un numéro de *Playboy* ? Sa passion pour les arts premiers et les civilisations extrême-orientales est longtemps camouflée par son goût pour la tête de veau, la bière et les pommes, illustrant la phrase de Malraux, selon qui « La vérité d'un homme, c'est d'abord ce qu'il cache ». Dans une étude discursive des prises de parole de Nicolas Sarkozy — rappelons par ailleurs sa syntaxe approximative lorsqu'il s'adresse aux ouvriers de l'usine Alstom d'Ornans en mars 2009 — Louis-Jean Calvet et Jean Véronis soulignent le « vocabulaire limité » du candidat de l'UMP en 2007, et relèvent que les discours écrits par sa principale plume, Henri Guaino, « porte[nt] plus loin que jamais la simplification lexicale de la parole politique »<sup>224</sup>. Les deux linguistes indiquent d'ailleurs, plus généralement que l'« on a observé, tout au long de la V<sup>e</sup> République une tendance au raccourcissement des phrases », mais que Nicolas Sarkozy « va [...] plus loin dans cette direction », ses discours étant « composés de phrases 30 % plus courtes [que celles de sa concurrente], de l'ordre de 21 mots »<sup>225</sup>. Quant à François Hollande, qui revendique une forme de pudeur, il ne cite parmi ses auteurs préférés que Victor Hugo pour *Les Misérables* et

---

<sup>221</sup> Christian LE BART, Rémi LEFEBVRE, *Présentation*, in *Mots*. Les langages du politique n°77, 2008.

<sup>222</sup> Claude GRIGNON, Jean-Claude PASSERON, *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Le Seuil, 1989.

<sup>223</sup> Pierre BOURDIEU, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Minuit, 1979, p.34.

<sup>224</sup> Louis-Jean CALVET, Jean VÉRONIS, *Les mots de Nicolas Sarkozy*, Le Seuil, 2008, p.30-31.

<sup>225</sup> *Ibid*, p.28.



Albert Camus pour *L'Étranger*<sup>226</sup>. Au plan de l'analyse discursive, la chercheuse Cécile Alduy relève cependant qu'il « polit ses discours, les révise de sa main jusqu'à la dernière minute, attentif à chaque mot »<sup>227</sup>. Mais dans le même temps, elle indique : « Phrases longues, accumulations d'incises, d'appositions, de variations sur le même thème, assonances léchées », François Hollande « jongle avec les mots, avec talent, certes, mais au risque d'une certaine artificialité ». De sorte, précise la chercheuse, que le ton du Président, froidement technicien, peut-être qualifié de « parole désincarnée » ou de « stylistique de l'ennui », et qu'il semble s'être « glissé dans l'habit empesé du chef d'État au point d'y disparaître »<sup>228</sup>.

---

<sup>226</sup>« Des goûts de lycéen en classe de première du début des années 1970... » selon : Bruno ROGER-PETIT, *Les longues vacances de François Hollande révèlent-elles un président inquiétant ?*, L'Obs, 21 août 2012.

<sup>227</sup> Cécile ALDUY, *Ce qu'ils disent vraiment. Les politiques pris aux mots*, Le Seuil, 2017, p.249.

<sup>228</sup> *Ibid*, p.249-250.

## CHAPITRE SIXIÈME

### Vers une dynamique inverse : le cas d'Emmanuel Macron

---

On observe quelques tentatives de remobilisation du capital culturel légitime dès les mandats de Nicolas Sarkozy et de François Hollande. Tardives dans les deux cas, ces démonstrations des *ethos propres* aux deux présidents n'apparaissent pas déterminantes. Nicolas Sarkozy, dont les conseillers obtiennent, pour corriger l'image d'homme peu cultivé, qu'il se mette en scène avec des romans sous le bras lors de ses déplacements (on le voit notamment avec du Le Clézio, du Nerval ou du Zweig), ira jusqu'à indiquer aux lecteurs du *Parisien*, pendant la campagne de 2012 : « Récemment, j'ai adoré *La Confusion des sentiments* de Stefan Zweig, *Limonov* d'Emmanuel Carrère, *Le Joueur d'échecs* toujours de Zweig, tout Maupassant. Il ne se passe pas un jour sans que je lise ou je regarde un film »<sup>229</sup>. De 2009<sup>230</sup> à 2012<sup>231</sup>, sous l'influence de son épouse dira la presse<sup>232</sup>, le président de la République se présente en cinéphile citant, outre de récents films français à succès (*Intouchables*, *Des Hommes et des Dieux*, *The Artist*), *Théorème* de Pasolini, *Mort à Venise* de Visconti, ou *Pierrot le fou* de Godard. Quant à François Hollande, que l'on a naturellement vu à de nombreuses inaugurations de lieux culturels au cours de son quinquennat (au musée Soulages en mai 2014, il qualifie l'artiste de « peintre vivant le plus exceptionnel »<sup>233</sup> ; en octobre suivant, il juge que le musée Picasso est l'un « des plus beaux » et « des plus émouvants » du monde<sup>234</sup>), c'est surtout l'interview fleuve qu'il accorde à *France Culture* en mai 2016 qui manifeste une prise de conscience de la nécessité de replacer l'Élysée dans la démonstration de pratiques culturelles légitimes : le Président y évoque notamment « le tragique de l'Histoire », mobilise les mémoires de Jean Jaurès et de François Mitterrand, place son action en tant

---

<sup>229</sup> Nicolas Sarkozy, *sa personnalité*, Le Parisien, 12 avril 2012.

<sup>230</sup> Éric MANDONNET, Ludovic VIGOGNE, *Sarkozy : histoire d'une révolution culturelle*, L'Express, 18 juin 2009.

<sup>231</sup> Vincent MALAUSA, *Pourquoi Nicolas Sarkozy fait semblant d'être cinéphile*, L'Obs, 20 mars 2012.

<sup>232</sup> On peut ainsi lire l'ironie de certains journalistes : « Le Président [ne doit] pas encore arrivé à ce rayon de la dvdthèque de Carla » (Didier PÉRON, *Quand Sarkozy joue au cinéphile*, Libération, 7 octobre 2010).

<sup>233</sup> Marie VIVENT, *À Rodez, François Hollande inaugure le musée Soulages, en présence du "peintre vivant le plus exceptionnel"*, La Tribune Toulouse, 30 mai 2014.

<sup>234</sup> AFP, *François Hollande inaugure le nouveau musée Picasso*, Libération, 25 octobre 2014.

que chef de l'État dans le temps long face à « l'écume » médiatique<sup>235</sup>. Dans la filiation des grands travaux, on peut aussi penser au projet dévoilé par François Hollande le 14 février 2017 de transformation de l'île de la Cité<sup>236</sup>, cœur historique de la capitale. Pourtant, et c'est l'objet de cette partie, c'est bien avec Emmanuel Macron que la remobilisation du capital culturel légitime comme objet de communication paraît exemplaire. À l'image des deux bureaux du président de la République que nous évoquions en introduction, l'actuel chef de l'État semble bien réinvestir l'*éthos* présidentiel (I), tout en manifestant le dédoublement de ses deux corps dans une valorisation de son *éthos propre* (II).

## I - Réinvestissement de l'*éthos* présidentiel par Emmanuel Macron

Si les quelque sept mois de présidence d'Emmanuel Macron ne permettent pas de prendre suffisamment de recul quant à son empreinte sur l'*éthos* présidentiel, force est de constater que, dès son arrivée aux responsabilités, le président de la République s'est immédiatement conformé à celui-ci, le mettant en scène avec efficacité. Au point que dès le soir de sa victoire, la presse considère que le président élu « a adopté le style présidentiel »<sup>237</sup>. François Miquet-Marty, président de l'institut *Viavoice*, indique ainsi : « Emmanuel Macron a mobilisé tous les symboles pour présidentialiser la fonction, bien au-delà de ses prédécesseurs. [...] Il veut régénérer un imaginaire collectif. Il souhaite incarner le renouveau tout en rappelant le passé et les fondamentaux de la République »<sup>238</sup>. Dans cette mobilisation par le chef de l'État du capital culturel, nous distinguerons deux types de démonstrations : d'abord l'utilisation des « lieux de mémoire », qui traduisent la permanence historique et symbolique et la tradition républicaine ; ensuite ce qui relève davantage de sa pratique personnelle du pouvoir, mais qui se rattache à l'image du « monarque républicain ».

En ce qui concerne les lieux de mémoire, c'est dès le soir de son élection que le président Macron les mobilise, en se présentant aux Français au Louvre. Devant la pyramide de verre mitterrandienne, dans la cour Napoléon du musée révolutionnaire, Emmanuel Macron ne se met-il pas en scène comme l'héritier des rois de France qui ont bâti ce palais ? N'oublions pas son entrée solennelle à pied qui, si elle semble illustrer le

---

<sup>235</sup> Emmanuel LAURENTIN, *François Hollande : "L'Histoire doit reconnaître les blessures mais ne pas blesser davantage"*, La Fabrique de l'Histoire, France Culture, émission du 24 mai 2016.

<sup>236</sup> Florence ÉVIN, Jean-Jacques LARROCHELLE, *François Hollande veut redessiner l'île de la Cité, à Paris*, Le Monde, 13 février 2017.

<sup>237</sup> Alexandre POUSSART, Nelson GETTEN, *Comment Emmanuel Macron a adopté le style présidentiel*, [publicsenat.fr](http://publicsenat.fr), 8 mai 2017.

<sup>238</sup> *Ibid.*

nom de son mouvement politique, s'apparente également à la marche du Général sur les Champs-Élysée en 1944, le tout sous les premiers mouvements de la 9<sup>e</sup> symphonie de Beethoven qui, outre la référence à François Mitterrand rue Soufflot en mai 1981, rappelle l'attachement du candidat élu à l'Union européenne. L'héritage monarchique est bien sûr convoqué une fois de plus le 30 mai suivant, lorsque Emmanuel Macron accueille à Versailles le président Poutine. Ici c'est bien la dimension historique et royale du palais qui est convoquée : de la Cour de Marbre à la Galerie des Batailles, en passant par les jardins de Le Nôtre, le Président accueille en majesté son homologue russe, à l'occasion symbolique de l'exposition qui évoque la visite de Pierre le Grand à Louis XV, 300 ans auparavant. Le 3 juillet 2017, c'est en revanche le Versailles républicain qui sert de cadre à l'adresse du chef de l'État au Parlement réuni en Congrès. Bien sûr, il est de tradition que le Congrès se tienne au palais, mais il semble que l'utilisation, à peine deux mois après son élection, de l'article 18 de la Constitution permette à Emmanuel Macron de renforcer sa stature présidentielle<sup>239</sup>. La réception, le 13 juillet 2017, de Donald Trump à l'hôtel des Invalides semble participer de la même dynamique de présidentialisation : dans le monument louis-quatorzien sous le dôme duquel reposent les cendres de Napoléon I<sup>er</sup>, le Président manifeste autant son rôle de chef de guerre que son inscription dans la continuité historique. C'est aussi depuis les Invalides — même si, en l'espèce, il s'agit moins d'un choix que d'une tradition — qu'est rendu hommage à Simone Veil le 5 juillet. Et répondant à une attente de l'opinion publique, c'est à un autre lieu emblématique de la République qu'Emmanuel Macron associe cette cérémonie : le Panthéon. Dans tous les cas, c'est bien dans l'apparat de la République que le Président, tout juste élu, choisit d'évoluer. Mais sa présidentialité, sa conformité à l'*éthos* présidentiel, se manifeste aussitôt, également, par sa pratique du pouvoir.

Emmanuel Macron, qui en mai 2016 rappelait que, selon sa vision, « on ne tuto[yait] pas un ministre, on ne l'invectiv[ait] pas »<sup>240</sup>, manifeste une conscience aigüe des fonctions qu'il occupe. Et sa conception de la présidence semble bien être dans la droite ligne de l'*éthos* du monarque républicain. De fait, dès juillet 2015, dans un entretien accordé à l'hebdomadaire *Le 1*, il déclare : « Il y a dans le processus démocratique et dans son fonctionnement un absent. Dans la politique française, cet absent est la figure du roi<sup>241</sup> [...]. La Terreur a creusé un vide émotionnel, imaginaire, collectif : le roi n'est plus là ! On a essayé ensuite de réinvestir ce vide, d'y placer d'autres figures : ce sont les moments napoléonien et gaulliste, notamment. Le reste du temps, la démocratie française

---

<sup>239</sup> Quittant le champ du capital culturel pour celui de la politique, relevons en outre que la presse a beaucoup commenté le fait que ce message présidentiel au Parlement réuni en Congrès ait lieu la veille de la déclaration de politique générale de son Premier ministre.

<sup>240</sup> AFP, *Emmanuel Macron : "On ne tutoie pas un ministre"*, L'Express, 31 mai 2016.

<sup>241</sup> On a déjà cité l'interview accordé à *Der Spiegel* en octobre 2017, dans lequel Emmanuel Macron considère notamment que les Français sont des « monarchistes régicides ».

ne remplit pas l'espace. On le voit bien avec l'interrogation permanente sur la figure présidentielle, qui vaut depuis le départ du général de Gaulle. Après lui, la normalisation de la figure présidentielle a réinstallé un siège vide au cœur de la vie politique. Pourtant, ce qu'on attend du président de la République, c'est qu'il occupe cette fonction »<sup>242</sup>. Qu'un ministre d'un gouvernement socialiste évoque la figure du roi fait aussitôt polémique<sup>243</sup>, mais avec le recul, c'est la conclusion que tire Emmanuel Macron qui paraît aujourd'hui révélatrice. En octobre suivant, l'ancien ministre enfonce le clou dans une interview à *Challenges*<sup>244,245</sup> en évoquant sa vision de l'*éthos* présidentiel, et en définissant, au contraire du « président normal », un style « jupitérien »<sup>246</sup> qu'il qualifie plus loin de « gaullo-mitterrandien ». Cet *éthos* macronien, syncrétisme apparemment parfait de l'*éthos* gaullo-capétien se manifeste davantage encore par le relatif autoritarisme du Président. S'il est le « maître des horloges » qui dispose du temps et en use à sa guise, il semble aussi celui du verbe, et ce d'autant plus que toute parole gouvernementale paraît procéder de la sienne, puisque son gouvernement est composé en grande partie d'hommes et de femmes inconnus du grand public et novices en politique (et les médias critiqueront d'ailleurs le contrôle accru de la communication élyséenne).

La convocation constante de symboles divers accompagne aussi ce réinvestissement de l'*éthos* présidentiel : le portrait officiel d'Emmanuel Macron, auquel il a apporté un soin tout particulier, semble d'ailleurs mêler les références sémiologiques. Dans une pose qui n'est pas sans évoquer celle de Barack Obama, appuyé presque négligemment au bureau Louis XV du fameux salon doré (table qui a par ailleurs été déplacée devant l'encadrement de la fenêtre, alors qu'il fait traditionnellement face à la cheminée<sup>247</sup>), on voit le chef de l'État entouré d'un nombre important d'objets savamment sélectionnés : les drapeaux français et européen placés en évidence, l'encrier à figure de

---

<sup>242</sup> Éric FOTTORINO, Laurent GREILSAMER, Adèle VAN REETH, *“J'ai rencontré Paul Ricœur qui m'a rééduqué sur le plan philosophique”*, Le 1, 8 juillet 2015.

<sup>243</sup> Emmanuel Macron, *plus royaliste que socialiste*, [lepoint.fr](http://lepoint.fr), 7 juillet 2015.

<sup>244</sup> Nicolas DOMENACH, Pierre-Henri de MENTHON, Bruno ROGER-PETIT, Maurice SZAFRAN, *Macron ne croit pas “au président normal, cela déstabilise les Français”*, *Challenges*, 16 octobre 2016.

<sup>245</sup> Cf. Annexe III.

<sup>246</sup> Un adjectif très commenté depuis lors, qui ne peut manquer de faire penser à François Mitterrand et aux efforts de Jacques Pilhan et Gérard Collé pour faire du chef de l'État l'égal du dieu romain. L'inspiration mitterrando-jupitérienne, confirmée dans cet interview par Emmanuel Macron, transparait encore dans le choix d'exhumer le pupitre « Jupiter » dessiné pour l'ancien président socialiste.

<sup>247</sup> Un réaménagement parfois analysé comme faisant écho à la disposition du *Resolute Desk* américain (Sonia DEVILLERS, *Gilles Bouleau : retour sur l'interview d'Emmanuel Macron*, L'Instant M, France Inter, émission du 16 octobre 2017).

coq rappelant le symbole national, la pendule en référence à la notion de « maître des horloges » employée en début de mandat, le retour de l'objet livre avec *Les Mémoires de Guerre* du Général, *Les Nourritures terrestres* de Gide, *Le Rouge et le Noir* de Stendhal, tous, bien sûr, dans la collection de la Pléiade pour souligner le goût et l'éclectisme littéraires du chef de l'État, et les deux smartphones matérialisant la modernité du nouveau quinquennat.

## II - Une valorisation de l'èthos propre d'Emmanuel Macron

À la lumière de la campagne électorale et des quelques mois de présidence d'Emmanuel Macron, on peut en outre distinguer, sous le prisme de la mise en scène des capitaux culturels, deux valorisations de l'èthos propre au nouveau président de la République : le philosophe (qu'on est tenté d'associer au philosophe-roi platonicien) ; le personnage romanesque (qui est mis en avant y compris par l'entourage du chef de l'État). Dans les deux cas, et même si l'on peut trouver des exemples de mises en scène de capitaux culturels plus populaires dans la communication d'Emmanuel Macron (sa vie de couple ; ses pratiques du vélo et du tennis ; ses goûts musicaux qu'il qualifie de « ringards », citant Aznavour, Ferré ou Johnny Hallyday<sup>248</sup> ; sa réception à l'Élysée de Bono et de Rihanna...), ce sont essentiellement des capitaux culturels légitimes qui sont mobilisés ici.

La mise en scène du parcours universitaire exemplaire d'Emmanuel Macron ne diffère pas fondamentalement de celle de ses prédécesseurs. Pourtant elle apparaît spécifique dans la mesure où elle met l'accent sur son éducation philosophique. « J'ai passé beaucoup de temps à lire Kant, Aristote, Descartes. Ce refuge intellectuel, cette possibilité de se représenter le monde, de lui donner un sens à travers un prisme différent, ont été importants »<sup>249</sup> indique-t-il en juillet 2015. Celui qui est encore ministre de l'Économie évoque son « goût de comprendre les choses » et précise que « la philosophie politique permet [...] de mettre en tension le réel avec des concepts, de l'éclairer grâce à leur lumière ». De fait, son éducation à la philosophie apparaît bien comme un outil de communication pour Emmanuel Macron, tant elle lui permet de faire passer des messages politiques : « On a énormément de mal à rehausser la politique au niveau de la pensée », dit-il plus loin. S'il explique ne pas croire « à l'application pratique de la théorie du philosophe-roi », cette énonciation qui s'apparente à une prétérition ou à un topos de modestie, en pose néanmoins explicitement la dimension platonicienne. À la

---

<sup>248</sup> Emmanuel Macron fan de chanteurs « ringards »... C'est Johnny Hallyday qui va apprécier, Gala, 26 juin 2017.

<sup>249</sup> Éric FOTTORINO, Laurent GREILSAMER, Adèle VAN REETH, « J'ai rencontré Paul Ricœur qui m'a rééduqué sur le plan philosophique », Le 1, 8 juillet 2015.

manière du président « jupitérien », Emmanuel Macron n'exprime-t-il pas ainsi lui-même l'image qui peut lui être associée ? D'ailleurs la « pensée complexe » qu'il revendique s'inscrit dans la même dynamique de l'intellectuel gouvernant, qui associe les idées et les concepts, qui nuance constamment son propos avec cette formule devenue fameuse : « en même temps ». La culture générale du président de la République devient même un objet de la communication gouvernementale. Christophe Castaner confie ainsi son « admiration » et sa « fascination » pour « son parcours, son intelligence, sa vivacité [...] »<sup>250</sup> en septembre, et le mois suivant, estime que le président de la République est « plus [cultivé] que la moyenne »<sup>251</sup>. Enfin, la convocation d'auteurs comme Emmanuel Levinas<sup>252</sup> ou Simone Weil<sup>253</sup>, et peut-être surtout la communication autour de la formation intellectuelle et philosophique d'Emmanuel Macron par Paul Ricœur semble bien placer le président de la République au plan du philosophe-roi, et ce même si le rôle du jeune étudiant auprès du philosophe est discuté par les médias.

Le personnage romanesque, quant à lui, transparaît très vite, dans son ouvrage *Révolution*, dans les articles de presse ou dans la communication gouvernementale. Emmanuel Macron écrit ainsi qu'à 16 ans, « [il] venai[t] habiter [à Paris] des lieux qui n'existaient que dans les romans, [il] empruntai[t] les chemins des personnages de Flaubert, Hugo. [Il] étai[t] porté par l'ambition dévorante des jeunes loups de Balzac »<sup>254</sup>. En février 2016, il confie à *L'Obs* avoir été convaincu, au même âge, de sa vocation d'écrivain (« Confidence pour confidence, j'ai écrit [trois] romans et aussi des poèmes... »), mais précise dans un topos de modestie que, s'il en aurait eu la vanité, il n'en aurait pas eu l'humilité<sup>255</sup>. La mise en avant de ses ancrages locaux (Amiens, Le Touquet, les Pyrénées) par celle de sa famille (l'arrière-grand-mère « qui se savait même pas lire »<sup>256</sup>, sa grand-mère Manette qui lui a appris « la grammaire, l'histoire, la géographie ; et à lire »), semblent autant destinées à corriger l'image du Parisien hors-sol, que du technocrate condescendant qui parlait des ouvrières illettrées de l'usine GAD, qu'à

---

<sup>250</sup> Castaner assume une "dimension amoureuse" dans sa "fascination" pour Macron, [lexpress.fr](http://lexpress.fr), 30 septembre 2017.

<sup>251</sup> Yann BARTHÈS, *Morning Glory : Macron "plus cultivé que la moyenne"*, Quotidien, TMC, émission du 6 octobre 2017.

<sup>252</sup> Gilles HANUS, *Mais où donc Emmanuel Macron a-t-il pris sa citation de Lévinas ?*, *L'Obs*, 3 novembre 2017.

<sup>253</sup> Cédric ENJALBERT, *Quand Emmanuel Macron cite Simone Weil ... mais pas celle qu'on attendait*, *Philosophie Magazine*, 3 juillet 2017.

<sup>254</sup> Emmanuel MACRON, *Révolution*, XO, 2016.

<sup>255</sup> Jérôme GARCIN, *Emmanuel Macron : "J'aurais eu la vanité de devenir écrivain. L'humilité, non"*, *L'Obs*, 15 février 2017.

<sup>256</sup> *En plein meeting, Macron rend hommage à son arrière-grand-mère illettrée*, [lexpress.fr](http://lexpress.fr), 4 février 2017.

dessiner le récit méritocratique et quasi romanesque d'un homme construit par les enseignements qu'il a reçus. Lorsque le candidat évoque, en avril 2017 à Bagnères-de-Bigorre, son « souvenir des goûters de vacances avec Manette », la référence à la madeleine de Proust paraît également transparente, quand la mise en scène de sa vie de couple avec son ancienne professeure de théâtre, de vingt-quatre ans son aînée, rappelle, au choix, Félix de Vandenesse et Madame de Mortsau, ou Julien Sorel et Madame de Rênal. De fait, si dès avant son élection la presse le compare à Eugène de Rastignac<sup>257</sup> et décrit un parcours marqué par les grandes œuvres littéraires<sup>258</sup>, depuis le 8 mai, c'est l'entourage du Président qui continue d'user de la référence littéraire. Lorsque, début novembre, Laurent Wauquiez critique un chef de l'État qui a « la haine de la province », l'Élysée répond : « Wauquiez n'a pas vu que Macron était Julien Sorel. Un Julien Sorel qui réussit ! »<sup>259</sup>.

Cette mobilisation massive d'un double *èthos* philosophique et romanesque, nous postulons qu'elle a pour objectif communicationnel de légitimer un homme qui était, pendant la campagne, encore relativement peu connu du grand public et dont la jeunesse et l'absence d'expérience du suffrage universel direct pouvaient être des handicaps sérieux dans la conquête du pouvoir. Désormais, elle conforte le chef de l'État dans ce que Patrick Charaudeau qualifie<sup>260</sup> d'*èthos* d'intelligence (le philosophe-roi), et d'*èthos* d'humanité (le personnage de roman).

Plus largement, cette mobilisation s'inscrit dans l'individualisation du champ politique analysée par Christian Le Bart, comme nous l'avons vu, qui explique en grande partie la mise en scène de la personnalité et de la vie privée du candidat. Et suivant la définition que Ruth Amossy, donne du *branding*, on pourrait considérer que l'opération communicationnelle autour de l'*èthos propre* à Emmanuel Macron s'apparente à cette logique marketing. En effet, il s'agit selon l'analyste des discours, de promouvoir une « notion de "personnalité de la marque", à savoir "l'ensemble des traits humains" qui lui sont associés, incluant le sexe, l'âge, la classe sociale, mais aussi des traits comme la chaleur ou la sensibilité », à travers « l'ensemble des moyens verbaux, iconiques et

---

<sup>257</sup> Émilie TREVERT, *Emmanuel Macron, l'ascension d'un jeune ambitieux*, L'Express, 24 avril 2017.

<sup>258</sup> *Libération* voit ainsi « l'arpentage français d'Emmanuel Macron se transformer en champ littéraire. Des sillons de Molière et Racine pour *Bérénice* et sa "langue classique" jusqu'aux affres de l'âge tendre, avec Chateaubriand pour *René ou les effets des passions*, Stendhal pour *Fabrice*, Rastignac et son modèle balzacien Adolphe Thiers, Baudelaire et *Les fleurs du mal*, "un bréviaire du monde et de l'âme", Giono (Gilles FUMEY, *Macron, un jeune président issu du vieux pays*, *Libération*, 8 mai 2017).

<sup>259</sup> Solenn de ROYER, *L'exécutif souhaite maintenir le rythme des réformes*, Le Monde, 7 novembre 2017.

<sup>260</sup> Patrick CHARAUDEAU, *Le discours politique : les masques du pouvoir*, Vuibert, 2005.



autres que l'on utilise pour promouvoir la marque »<sup>261</sup>. Or, le président de la République, se présentant comme philosophe et érudit, il a de la hauteur de vue ; sa « pensée complexe » et son parcours exemplaires sont gages de compétence ; son histoire familiale (une arrière-grand-mère illettrée notamment) et sa trajectoire renouent avec la méritocratie républicaine du jeune provincial monté à Paris ; son vocabulaire réunit la vieille France<sup>262</sup> et la *start-up nation* qu'il appelle de ses vœux ; sa vie de couple avec une femme plus âgée le mûrit aux yeux de l'opinion (il est ainsi père et même grand-père sans l'être) ; son histoire et son histoire d'amour relèvent du roman. Tout cela crée indéniablement une marque identifiable et stable.



Ruptures institutionnelle et médiatique concourant d'une part à l'accélération du temps politique ; ruptures de génération et de société contribuant de l'autre à l'atténuation de la monstration du capital culturel légitime des chefs de l'État : tout se passe comme si la combinaison de ces facteurs avait entraîné l'affaiblissement de l'*éthos* présidentiel. Du président charnière Jacques Chirac à l'hyperprésident Nicolas Sarkozy, et jusqu'au président normal François Hollande, trois stratégies communicationnelles de mise en scène de leur capital culturel semblent avoir mises en place. Dans la première, le Président camouflait sa culture légitime sous un masque de sympathie gauloise, mais s'inscrivait encore dans les pratiques de ses prédécesseurs (président-lettré, président-bâtitseur) ; dans la deuxième, son successeur, conscient de ces quatre ruptures, a bouleversé l'*éthos* présidentiel jusque dans le storytelling de sa vie de couple ; dans la troisième enfin, le chef de l'État a adopté une retenue pudique destinée à le différencier du précédent quinquennat, le cantonnant dans un *éthos* déjà affaibli et qu'il ne paraissait pas nourrir de son *éthos propre*. Une nuance doit cependant être apportée à cette lecture parallèle : Nicolas Sarkozy comme François Hollande ont paru esquisser *a minima* une première remobilisation de la culture légitime dans leur communication, destinée à rehausser leur présidentialité. Ce mouvement semble aujourd'hui prendre toute son ampleur avec Emmanuel Macron, qui semble réconcilier les deux corps du roi kantorowicziens.

---

<sup>261</sup> Ruth AMOSSY, *L'éthos et ses doubles contemporains. Perspectives disciplinaires*, Langage et société n°149, 2014.

<sup>262</sup> On a rappelé plus haut « croquignolesque », mais on pense également à « galimatias », « logorrhée », « larcin », « saut de cabri », autant de mots qui rappellent notamment le lexique gaullois (on est proche des « volapük », « chienlit », « quarteron » ou bien sûr de la phrase du Général sur l'Europe lors de son interview du 14 décembre 1965).

## **PROPOS CONCLUSIF**

### **FORMULATION DE RECOMMANDATIONS**

Nous avons exploré la mise en scène des capitaux culturels des chefs de l'État comme outil de communication participant de la fabrique de l'*éthos* présidentiel. En nous fondant sur la doctrine des deux corps du roi énoncée par Ernst Kantorowicz, et sur le postulat d'un *éthos* préconstruit qui serait celui du « monarque républicain » évoqué par Maurice Duverger, notre hypothèse centrale consistait à voir dans ces capitaux culturels — et en particulier ce que Pierre Bourdieu qualifie de capital culturel légitime — un ciment générateur de sens et de représentations. Dans le cadre de notre démocratie « rationnelle-légale », c'est bien cette dimension charismatique, bien plus encore la substance « magique » pour suivre la terminologie wébérienne, qui fonderait ce lien si singulier. Se substituant par nécessité à la dimension théologique inhérente à la monarchie d'Ancien Régime, ce lien aurait pour but, selon nous, de légitimer un président de la République, l'élection au suffrage universel direct n'étant manifestement pas assez sacralisante. En observant l'évolution de la monstration de ces capitaux culturels, nous avons voulu vérifier cette hypothèse, à travers les exemples des huit présidents de la Cinquième République.

Hors le cas du général de Gaulle, figure historique dont l'image ne semblait pas avoir besoin de mobiliser les artifices d'une grandeur culturelle qu'il avait au demeurant déjà démontrée, mais qui est l'incarnation originelle de l'*éthos* présidentiel sous la Cinquième République et qui réinvestit puissamment le champ du symbolique, tous ses successeurs feront, eux aussi, un usage signifiant des capitaux culturels. Avec Georges Pompidou, Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand, le capital culturel légitime prédomine, mais le « corps humain » et le capital culturel populaire, à la faveur des logiques communicationnelles qui émergent alors, apparaissent progressivement. Véritable président-charnière, Jacques Chirac semble dissimuler partiellement ce capital culturel légitime sous l'image sympathique d'un homme aux goûts populaires. Dans le même temps en effet, en plus des transformations factuelles que nous avons rappelées (générationnelle, institutionnelles, médiatiques), l'évolution de la perception et des usages culturels entraînait deux effets : d'une part un affaiblissement de la dimension strictement hiérarchisée de la culture dominée par les pratiques légitimes (que l'on a relevé avec Bernard Lahire notamment) ; et d'autre part une atténuation stratégique de ce capital culturel légitime, dont nous avons posé l'hypothèse, destinée à faire apparaître le politique comme plus en phase avec la culture de masse de la majorité de ses concitoyens. Nicolas Sarkozy et François Hollande, qui marquent un premier saut générationnel dans la liste de nos présidents de la République, font dès lors extrêmement peu montre de

leurs capitaux culturels légitimes, le premier préférant initialement l'image d'un homme d'action proche des préoccupations des Français, le second en réaction à son prédécesseur et se revendiquant d'une pudeur affirmée. Pourtant, rattrapés par la peopolisation grandissante et l'effacement de la stricte distinction entre vie privée et vie publique des responsables politiques, ils laissent transparaître de façon inédite les dimensions humaines et charnelles de leur corps : l'un de façon orchestrée (véritable *storytelling* tel que théorisé par Christian Salmon) ; l'autre à son corps défendant. Les commentaires médiatiques le montrent alors, la fonction présidentielle est perçue comme atteinte dans son essence et l'*éthos* du monarque républicain en ressort affaibli. Enfin, Emmanuel Macron, tout en valorisant communicationnellement son capital culturel légitime afin de se présidentiabiliser, surinvestit l'*éthos* présidentiel une fois arrivé aux responsabilités. Sous cette nouvelle présidence, tout se passe — à ce stade, et l'avenir démontrera si notre lecture se confirme — comme si, réagissant aux deux précédents quinquennats, le chef de l'État souhaitait rehausser sa fonction par une mise en scène maîtrisée.

Dans une optique qui n'est pas sans rappeler celle de la société du spectacle que dénonce Guy Debord<sup>263</sup>, Georges Balandier pose que le pouvoir politique « ne se fait et ne se conserve que par la transposition, par la production d'images, par la manipulation de symboles et leur organisation dans un cadre cérémoniel »<sup>264</sup>. À l'évidence, les présidents de la Cinquième République ont, pour la plupart d'entre eux, scénographié leur propre capital culturel. Au cours de notre étude, nous avons validé nos hypothèses successives de travail et appuyé notre lecture sur la métaphore doctrinale des deux corps du roi, posée par Ernst Kantorowicz. Et il apparaît donc bien que le capital culturel dans toutes les composantes que nous avons traitées — légitime, symbolique, populaire, sociale — est au cœur de la fabrique de l'*éthos propre* des présidentiables, et de l'*éthos* présidentiel, certes « préconstruit » selon Patrick Charaudeau, mais aussi en perpétuelle construction. Dans une véritable logique dialectique, il s'agit pour les chefs de l'État de mettre en balance ces deux *éthos*, dans le subtil équilibre qui est celui d'un monarque dont le pouvoir procède d'une élection démocratique.

Nous le recommandons comme une nécessité : à l'évidence, le capital culturel doit être scénographié, et les récits doivent être remobilisés. Ce d'autant plus dans une société postmoderne qui se matérialise par une crise identitaire et une montée des populismes. À ce jour, Emmanuel Macron semble pleinement réussir et à se légitimer vis-à-vis de l'*éthos* présidentiel, et à réinvestir cet héritage gaullo-capétien. Mais dans la sur-

---

<sup>263</sup> Guy DEBORD, *La société du spectacle*, Gallimard, 1996.

<sup>264</sup> Georges BALANDIER, *Le pouvoir sur scènes*, Fayard, 2006, p. 23.

monstration de ce capital culturel ultra-légitime, le risque apparaît double : celui d'une condescendance dont il est déjà taxé, et celui d'une déconnexion vis-à-vis de la réalité du quotidien de ses concitoyens. C'est peut-être l'une des raisons pour lesquelles, dans une perspective d'humanisation, la communication actuelle de l'Élysée remobilise la dimension romanesque de l'*éthos* macronien, non plus en tant que message subliminal, mais en tant qu'élément de langage. Or, à verbaliser les différents *éthos* que le président de la République entend signifier successivement et parallèlement (le président « jupitérien », le « maître des horloges », « Julien Sorel qui réussit »), surgit un nouveau risque communicationnel, celui déceptif de l'inadéquation, ou celui aseptisé de la désincarnation.

C'est au regard de ce danger que nous apparaît, dans ce subtil dosage nécessaire, que l'expérience *a posteriori* la plus réussie — et c'est un paradoxe — mêlant souveraineté solennelle et humanité accessible, serait celle réalisée par le Président que nous avons qualifié de « charnière ». Exactement placé entre le paradigme du président-lettré et celui que ses successeurs ont inauguré, Jacques Chirac, en effet, apparaît comme un personnage de roman sans avoir à l'affirmer, un érudit discret, à la domination verbale assumée avec modération mais panache, en pleine adéquation avec l'*éthos* présidentiel, tout en étant manifestement proche, simple, abordable, charnel dans des dimensions essentiellement rabelaisiennes.

Sans doute cette intuition doit-elle être tempérée, dans la mesure où nous ne pouvons présumer de l'évolution du quinquennat et de la communication d'Emmanuel Macron, et où surtout, nous nous fondons sur une analyse évidemment postérieure des mandats de ses prédécesseurs. Or, n'y a-t-il pas dans ce pays de « monarchistes régicides » et de « vaincu[s] sublime[s] », un *éthos* français nourri d'une nostalgie permanente qui verrait en la veille l'idéal du lendemain ? Un pays où Talleyrand regrettait la douceur de vivre de l'Ancien Régime, où les années d'après-guerre virent l'idéalisation de la Belle Époque, et où Charles de Gaulle, selon l'historien Henri Guillemin<sup>265</sup> « jouait à l'Élysée [...] une longue représentation d'adieux, bien plutôt même une commémoration posthume, mais qui faisait semblant de ne pas le savoir, et que le monde regardait médusé ».

---

<sup>265</sup> Henri GUILLEMIN, *Le général clair-obscur*, Le Seuil, 1984.

## BIBLIOGRAPHIE ET SOURCES

### Ouvrages :

- Cécile ALDUY, *Ce qu'ils disent vraiment. Les politiques pris aux mots*, Le Seuil, 2017
- ARISTOTE, *Poétique*, Le Livre de Poche, 1990
- ARISTOTE, *Politique*, Librairie philosophique J. Vrin, 1977
- Georges BALANDIER, *Le pouvoir sur scènes*, Fayard, 2006
- Roland BARTHES, *Mythologies*, Points, 1970
- Pierre BOURDIEU, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Minuit, 1979
- Pierre BOURDIEU, *Langage et pouvoir symbolique*, Seuil, 2001.
- Pierre BOURDIEU, *Interventions 1961-2001. Science sociale et action politique*, Agone, 2002
- Louis-Jean CALVET, Jean VÉRONIS, *Les mots de Nicolas Sarkozy*, Le Seuil, 2008
- Juliette CHARBONNEAUX, *Les deux corps du Président, ou comment les médias se laissent séduire par le peuple*, Les Petits matins, 2015
- Patrick CHARAUDEAU, *Le discours politique : les masques du pouvoir*, Lambert-Lucas, 2014
- Philippe COULANGEON, *Sociologie des pratiques culturelles*, La Découverte, 2010
- Guy DEBORD, *La société du spectacle*, Gallimard, 1967
- Thierry DEVARIS, *La politique en continu, vers une "BFMisation" de la communication*, Les Petits matins, 2015
- Olivier DONNAT, *Les Français face à la culture, de l'exclusion à l'éclectisme*, La Découverte, 1994
- Maurice DUVERGER, *La monarchie républicaine : comment les démocraties se donnent des rois*, Robert Laffont, 1974
- Bastien FRANÇOIS, *Quinquennat, conséquences politiques*, Economica, 2001
- Claude GRIGNON, Jean-Claude PASSERON, *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Le Seuil, 1989

Jürgen HABERMAS, *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Payot, 1988

François HOURMANT, *François Mitterrand, le pouvoir et la plume. Portrait d'un président en écrivain*, Presses universitaires de France, 2010

Ernst KANTOROWICZ, *Les deux corps du roi*, in *Œuvres*, Gallimard, 1989

Bernard LAHIRE, *La culture des individus. Dissonances culturelles et distinction de soi*, La Découverte, 2006

Bernard LAHIRE, *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Nathan, 1998

Bernard LAMIZET, *La médiation politique*, L'Harmattan, 2000

Christian LE BART, *Le discours politique*, Presses universitaires de France, 1998

Christian LE BART, *La politique en librairie, les stratégies de publications des professionnels de la politique*, Armand Colin, 2012

Jacques LE GOFF dir., *La nouvelle histoire*, Retz, 1978

Jean-François LYOTARD, *La condition postmoderne*, Minuit, 1979

Dominique MAINGUENEAU, *Le contexte de l'œuvre littéraire, énonciation, écrivain, société*, Dunod, 1993

Pierre NORA dir., *Les lieux de mémoire*, Gallimard, 1997

Denis PINGAUD, *L'homme sans com'*, Le Seuil, 2013

PLATON, *Lettres*, Flammarion, 1993

PLATON, *République*, Flammarion, 2016

Christian SALMON, *Storytelling, la machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*, La Découverte, 2008

Christian SALMON, *Les derniers jours de la V<sup>e</sup> République*, Fayard, 2014

Régis SOUBROUILLARD, *L'info à la chaîne : BFM TV, I-Télé, LCI*, in *Le Débat*, septembre-octobre 2014

Max WEBER, *La domination*, La Découverte, 2013

Max WEBER, *Le savant et le politique*, 10/18, 2002

**Articles universitaires :**

Ruth AMOSSY, *L'éthos et ses doubles contemporains. Perspectives disciplinaires*, in Langage et société n°149, 2014

Paul BACOT, Chloé GABORIAUX, *Discourir pour présider*, in Mots. Les langages du politique n°112, 2016

Fabienne H. BAIDER, *Évaluation de la présidentiabilité (à l'interface de la sémantique lexicale et de la linguistique de corpus)*, in Mots. Les langages du politique n°108, 2015

Édouard DELRUELLE, *Démocratie et désincorporation*, in Noesis n°12, 2007

Christian LE BART, *Rôle présidentiel et disposition littéraire : les livres des présidents*, in Mots. Les langages du politique n°112, 2016

Christian LE BART, *Les présidents de 2007, entre proximité et surplomb. Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal vus par Libération*, in Mots. Les langages du politique n°89, 2009

Christian LE BART, Rémi LEFEBVRE, *Présentation*, in Mots. Les langages du politique n°77, 2008

Brigitte LE GRIGNOU, Érik NEVEU, *Intimités publiques. Les dynamiques de la politique à la télévision*, in Revue française de science politique n°6, 1993

Claude LE MANCHEC, *Le langage et la langue chez Pierre Bourdieu*, in Le français aujourd'hui n°139, 2002

Dominique MAINGUENEAU, *L'éthos : un articulateur*, in CONTEXTES n°13, 2013

Nicolas OFFENSTADT, *Les mutins de 1917 dans l'espace public, ou les temporalités d'une controverse (1998-?)*, in *La concurrence des passés, usages politiques du passé dans la France contemporaine*, Presses universitaires de Provence, 2006.

Dominique PASQUIER, *La "culture populaire" à l'épreuve des débats sociologiques*, in Hermès la Revue n°42, 2005

Frédérique WOERTHER, *Aux origines de la notion rhétorique d'éthos*, in Revue des Études grecques, volume 118, n°1, Association pour l'encouragement des études grecques, 2005.

#### **Autres ouvrages cités :**

Jean-Claude DAUFRESNE, *Louvre et Tuileries : architectures de papier*, Éditions Pierre Mardaga, 1987

Max GALLO, *La gauche est morte : vive la gauche !*, Odile Jacob, 1990

Charles de GAULLE, *Lettres, notes et carnets, 1905-1908*, Plon, 1980

Charles de GAULLE, *La France et son armée*, Plon, 1938

Charles de GAULLE, *Mémoires de guerre. L'appel : 1940-1942*, Plon, 1954

Valéry GISCARD d'ESTAING, *Démocratie française*, Fayard, 1976

Jon LANG, *Urban design, a typology of procedures and products*, Routledge, 2017

Emmanuel MACRON, *Révolution*, XO, 2016

François MITTERRAND, *Le coup d'État permanent*, Plon, 1964

Fabien OPPERMANN, *Le Versailles des présidents : 150 ans de vie républicaine chez le Roi Soleil*, Fayard, 2015

Fabien OPPERMAN, *De Gaulle et Versailles*, in *Château de Versailles Magazine* n°10, 2013

Pierre PÉAN, *Une jeunesse française*, Fayard, 1994

Georges POMPIDOU, *Le nœud gordien*, Plon, 1974

Georges POMPIDOU, *Anthologie de la poésie française*, Le livre de poche, 1974

René RÉMOND, *Les droites en France*, Aubier, 1992

Jean-Marie ROUART, *Mes fauves*, Grasset, 2005

Éric ROUSSEL, *François Mitterrand, de l'intime au politique*, Robert Laffont, 2015

Jacques SANTAMARIA, Patrice DUHAMEL, *L'Élysée : histoire, secrets, mystères*, Plon, 2012

Thierry SAUSSEZ, *Les deux corps du Président*, Robert Laffont, 2013

Albert THIBAUDET, *La République des professeurs*, Grasset, 1927

Dominique de VILLEPIN, *Mémoire de paix pour temps de guerre*, Grasset, 2016

### **Émissions documentaires :**

Emmanuel LAURENTIN, *François Hollande : "L'Histoire doit reconnaître les blessures mais ne pas blesser davantage"*, La fabrique de l'histoire, France Culture, émission du 24 mai 2016

Emmanuel LAURENTIN, *Dans la bibliothèque des présidents : la formation littéraire des présidents*, La fabrique de l'histoire, France Culture, émission du 13 février 2017



Emmanuel LAURENTIN, *Dans la bibliothèque des présidents : François Mitterrand, l'amour des lettres*, La fabrique de l'histoire, France Culture, émission du 16 février 2017

Patrick ROTMAN, Jean LACOUTURE, *François Mitterrand ou le roman du pouvoir*, KUIV Productions pour France Télévisions, 2000

Cédric TOURBE, Laurent DUCASTEL, *Devenir président et le rester : les secrets des gourous de l'Élysée*, Yami 2 pour France Télévisions, 2011

**Iconographie :**

Image 1 : Guy LE QUERREC, *Dernière pose*, détail, 1983

Image 2 : TF1, *Le grand entretien*, capture d'écran, 2017

Image 3 : Gisèle FREUND, *Portrait officiel de François Mitterrand*, détail, 1981

Image 4 : Exposition Jacques Chirac ou le dialogue des cultures, Musée du Quai Branly - Jacques Chirac, *Jacques Chirac et sa collection*, rue de Lille, 2010

Image 5 : Présidence de la République, *François Hollande à Charleville-Mézières*, 2012

## ANNEXE I

Le tableau figurant ci-dessous dresse la liste des présidents de la République, de leur date de naissance et de leurs études secondaires et supérieures.

Présidents de la République	Date de naissance	Études supérieures
Charles de Gaulle	1890	<i>Collège Stanislas (classes préparatoires), École spéciale militaire</i>
Georges Pompidou	1911	<i>Lycée Pierre de Fermat (classes préparatoires), Lycée Louis le Grand (classes préparatoires), École normale supérieure, École libre des Sciences politiques</i>
Valéry Giscard d'Estaing	1926	<i>Lycée Louis le Grand (classes préparatoires), École polytechnique, École nationale d'administration</i>
François Mitterrand	1916	Université de Paris (lettres, droit), École libre des Sciences politiques
Jacques Chirac	1932	<i>Lycée Louis le Grand (classes préparatoires), Sciences Po Paris, université Harvard (summer school), École nationale d'administration</i>
Nicolas Sarkozy	1955	Université Paris-Nanterre (droit), Sciences Po Paris (non diplômé)
François Hollande	1954	École des Hautes études commerciales, université Panthéon-Assas (droit), Sciences Po Paris, École nationale d'administration
Emmanuel Macron	1977	<i>Lycée Henri IV (classes préparatoires), université Paris-Nanterre (philosophie), Sciences Po Paris, École nationale d'administration</i>

## ANNEXE II

Le tableau figurant ci-après indique la liste chronologique des transferts de personnalités au Panthéon, et présente un rapide rappel des portées symboliques de chaque transfert.

Présidence	Date	Personnalité transférée	Portée symbolique
Charles de Gaulle	1964	Jean Moulin	Résistance, engagement politique à gauche
François Mitterrand	1987	René Cassin	Résistance, Déclaration universelle des Droits de l'Homme, création de l'UNESCO, Europe
	1988	Jean Monnet	Europe
	1989	Baptiste-Henri Grégoire	Citoyenneté française aux Juifs, abolition de l'esclavage, humanisme, Révolution française
		Gaspard Monge	Universalité des sciences, éducation, Révolution française
		Nicolas de Condorcet	Universalité des sciences, Lumières, Révolution française
	1995	Pierre et Marie Curie	Universalité des sciences
Jacques Chirac	1996	André Malraux	Écrivain, premier ministre de la Culture
	2002	Alexandre Dumas	Écrivain, roman national
		Pierre Brossolette	Résistance
		Geneviève de Gaulle-Anthonioz	Résistance, lutte contre la pauvreté

François Hollande	2015	Germaine Tillion	Résistance, universalité des sciences
		Jean Zay	Éducation, engagement politique à gauche, culture, emprisonnement sous Vichy, assassinat par la milice
Emmanuel Macron	2017	Simone Veil	Femme, rescapée de la Shoah, loi Veil, Europe

## ANNEXE III

---

Extrait de l'interview accordée par Emmanuel Macron au magazine *Challenges* en octobre 2016 (Nicolas DOMENACH, Bruno ROGER-PETIT, Maurice SZAFRAN, Pierre-Henri de MENTHON, *Macron ne croit pas "au président normal, cela déstabilise les Français"*, Challenges, 16 octobre 2016).

**Pour des raisons de droits, les pages 91 à 95 ont été retirées de la version diffusée en ligne.**